



# **Les systèmes alimentaires alternatifs au Panama. Analyse des jardins familiaux et scolaires comme stratégie de développement rural dans la province de Chiriquí**

**Mémoire**

**Catherine Gauthier**

**Maîtrise en sciences géographiques - avec mémoire**

Maître en sciences géographiques (M. Sc. géogr.)

Québec, Canada

© Catherine Gauthier, 2021

## RÉSUMÉ

Les systèmes alimentaires alternatifs basés sur la production de subsistance sont analysés comme source de sécurité alimentaire et de valorisation de la production à petite échelle dans le but d'accroître la résilience de deux communautés rurales. Il s'agit d'El Higo et de Chorcha Abajo, situées dans le district de David, dans la province de Chiriquí, au Panama. Ces communautés ont été ciblées pour leur participation à deux programmes de jardins en milieu familial et scolaire proposés par le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Éducation et la Caisse d'épargne du Panama. Dans le cadre de cette recherche, le potentiel du modèle de petite agriculture familiale et scolaire est étudié selon les facteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables. Ainsi, il est avancé que ces systèmes alimentaires pourraient permettre de diminuer la vulnérabilité des habitants ruraux et de compenser leur marginalisation économique, résultats de fortes inégalités nationales et de lourds déséquilibres territoriaux. Les méthodes d'analyse des données recueillies sur le terrain incluent l'analyse de discours et de contenu. L'analyse a entre autres permis de comprendre que les jardins familiaux et scolaires dans les communautés à l'étude offrent un apport intéressant à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, mais connaissent divers freins qui font varier leur durabilité dans le temps et qui traduisent le besoin de mettre en place des structures et politiques publiques de développement rural durables non seulement à l'échelle des municipalités et des provinces, mais également de l'État.

## **ABSTRACT**

Subsistence-based alternative food systems are analyzed as food security sources and small-scale production valorization to enhance two rural communities' resilience. Those communities are El Higo and Chorcha Abajo in David district, Chiriquí province, Panama. They were targeted for their participation to two family and school gardens programs that are established by the Agriculture Ministry, Education Ministry and the Savings Bank of Panama. In this research, the potential of small-scale family and school agriculture is measured based on food security and sustainable livelihoods factors. It is thus suggested that those food systems could help decrease rural inhabitants' vulnerability and counterbalance their economic marginalization caused by strong national inequities and important territorial disparities. Field data analysis methods include discourse and content analysis. Results demonstrate that family and school gardens in the communities studied provide a significant contribution to food security and livelihoods but their existence and output can be easily threatened by a number of factors, causing uncertainty in terms of their sustainability. The different community gardening initiatives also bring to light the need for sustainable rural development structures and public policies at all municipality, provincial and national levels.

## **RESUMEN**

Los sistemas alimentarios alternativos basados en la producción de subsistencia están analizados como fuente de seguridad alimentaria y de valorización de la producción a pequeña escala para aumentar la resiliencia de dos comunidades rurales. Son El Higo y Chorcha Abajo en el distrito de David, en la provincia de Chiriquí, en Panamá. Estas comunidades fueron elegidas por su participación en dos programas de huertos familiares y escolares desarrollados por el Ministerio de Desarrollo Agropecuario, el Ministerio de Educación y la Caja de Ahorros de Panamá. En esta investigación, el potencial del modelo de pequeña agricultura familiar y escolar está estudiado según factores de mejoramiento de la seguridad alimentaria y de creación de medios de subsistencia sostenibles. Se sugiere que estos sistemas alimentarios podrían permitir una disminución de la vulnerabilidad y de la marginalización económica de los habitantes de las zonas rurales, que resultan de desigualdades nacionales fuertes y de desequilibrios territoriales importantes. Los métodos de análisis de datos de campo incluyen análisis de contenido y de discurso. El análisis permitió comprender, entre otras, que los huertos familiares y escolares en las comunidades estudiadas ofrecen un aporte interesante a la seguridad alimentaria y los medios de subsistencia, pero también presentan diversos frenos que hacen variar su sostenibilidad en el tiempo y que traducen la necesidad de implementar estructuras y políticas públicas de desarrollo rural sostenibles no solamente al nivel del municipio y de la provincia, pero también del Estado.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé .....	ii
Abstract .....	iii
Resumen .....	iv
Table des matières .....	v
Liste des tableaux .....	viii
Liste des figures .....	ix
Liste des acronymes .....	x
Remerciements .....	xii
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
Problématique .....	2
Question de recherche .....	4
Hypothèse .....	5
Objectifs de recherche .....	5
Territoire et période d'analyse .....	5
Intérêt et contribution de la recherche .....	8
Limites de la recherche .....	9
<b>Chapitre 1 : Revue de littérature .....</b>	<b>11</b>
1.1. Vulnérabilité et résilience .....	11
1.2. Acceptabilité sociale .....	14
1.3. Sécurité et souveraineté alimentaires .....	17
1.4. Agroécologie .....	22
1.5. La théorie des moyens de subsistance durables .....	25
<b>Chapitre 2 : Méthodologie .....</b>	<b>28</b>
2.1. Stratégie d'enquête .....	28
2.1.1. Collecte de données primaires .....	29
2.1.2. Collecte de données secondaires .....	33
2.2. Méthodes de traitement des données .....	33
2.3. Cadre opératoire .....	34
<b>Chapitre 3 : Cadre historique du développement rural au Panama .....</b>	<b>37</b>
3.1. L'entrée du Panama dans l'ère néo-libérale .....	37
3.2. L'inégale répartition de la richesse sur le territoire .....	39
3.3. La place de l'État dans les milieux ruraux .....	41
3.4. Les jardins familiaux et scolaires comme stratégie de développement rural .....	43
<b>Chapitre 4 : Présentation des résultats de <i>Familias Unidas</i> .....</b>	<b>47</b>
4.1. Des familles unies par la petite agriculture de subsistance .....	47
4.2. El Higo : une communauté agricole isolée .....	51
4.2.1. Des paysans modestes qui travaillent la terre .....	52
4.2.2. Des défis de transport et d'accès aux aliments .....	54
4.2.3. Portrait des participants interrogés d'El Higo .....	57
4.3. Chorcha Abajo : une communauté de pêcheurs connectée à la ville .....	60
4.3.1. Une communauté semi-rurale portuaire .....	61
4.3.2. Des habitudes de consommation alimentaire modernes .....	64
4.3.3. Portraits des participants interrogés de Chorcha Abajo .....	64

4.4.	Portrait des systèmes d'alimentation des familles .....	66
4.4.1.	Une production économique ancrée dans les traditions alimentaires.....	66
4.4.2.	Une amélioration de la production à travers <i>Familias Unidas</i> .....	69
<b>Chapitre 5 : Analyse des résultats de <i>Familias Unidas</i> .....</b>		<b>71</b>
5.1.	L'apport des jardins à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance .....	71
5.1.1.	Pallier l'insécurité financière avec l'agriculture de subsistance : le cas d'Hector d'El Higo.....	71
5.1.2.	Une diète diversifiée et un accès à de nouveaux aliments : le cas de Yariela d'El Higo.....	75
5.1.3.	Un accès permanent à des aliments frais : le cas d'Eridenia de Chorchá Abajo.....	77
5.1.4.	La transformation d'aliments comme complément de revenu : le cas d'Antonio d'El Higo.....	79
5.2.	La faible durabilité de <i>Familias Unidas</i> .....	83
5.2.1.	Une mauvaise continuité engendrée par un manque de motivation.....	83
5.2.2.	Un accès à la terre restreint .....	85
5.2.3.	Une dépendance envers l'aide externe .....	87
5.2.4.	La déficience du volet avicole comme source de financement .....	89
5.2.5.	Des semences inadaptées et des sols pauvres.....	91
5.2.6.	Une acceptabilité sociale faible du projet.....	92
<b>Chapitre 6 : Présentation des résultats des jardins scolaires .....</b>		<b>95</b>
6.1.	L'agriculture comme moyen d'apprentissage et d'accès alimentaire.....	95
6.2.	L'école d'El Higo : jardiner pour mettre le terrain à profit .....	97
6.2.1.	Portrait des systèmes d'alimentation de l'école d'El Higo .....	97
6.2.2.	Le jardin scolaire, un projet récent porté par la directrice.....	98
6.3.	L'école de Chorchá Abajo : un jardin bien ancré dans la communauté .....	100
6.3.1.	Le jardin scolaire, une initiative impliquant une multitude d'acteurs .....	100
6.3.2.	L'adoption du programme gouvernemental .....	103
6.4.	La vulnérabilité des familles des élèves.....	104
<b>Chapitre 7 : Analyse des résultats des jardins scolaires .....</b>		<b>106</b>
7.1.	La contribution à la sécurité alimentaire pour la diminution de la vulnérabilité .....	106
7.1.1.	L'amélioration de la diète grâce au jardin scolaire .....	106
7.2.	La durabilité du projet de jardin scolaire et ses défis.....	109
7.2.1.	Une acceptabilité sociale élevée chez la plupart des acteurs impliqués.....	110
7.2.2.	Une coopération parfois difficile de la part des familles.....	111
7.2.3.	Le besoin de main-d'œuvre agricole .....	113
7.2.4.	Les défis environnementaux.....	113
<b>Chapitre 8 : Interprétation des résultats et discussion .....</b>		<b>115</b>
8.1.	La déficience du rôle de l'État en milieu rural .....	115
8.1.1.	Les déséquilibres territoriaux et la marginalisation .....	116
8.1.2.	Le besoin de stratégies durables de développement.....	120
8.1.3.	Le paternalisme et l'alimentation de la dépendance .....	122
8.1.4.	La dévalorisation du <i>campesino</i> .....	123
8.2.	Vers un modèle agroécologique pour des moyens de subsistance durables .....	124
8.2.1.	Une alternative au système agroalimentaire globalisé .....	125
8.2.2.	La valorisation des savoir-faire paysans .....	127
8.3.	Vers une autonomisation des habitants ruraux et l'organisation des communautés.....	129
8.3.1.	Vaincre la dépendance par une organisation solidaire du territoire .....	130
8.3.2.	Les jardins scolaires pour l'éducation à la ruralité et la création de capital social .....	134

<b>Conclusion.....</b>	<b>137</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>140</b>
<b>Annexe A : Lettre de recrutement pour les participants au programme de jardins familiaux.....</b>	<b>150</b>
<b>Annexe B : Guide d’entretien pour les participants au projet des jardins familiaux .....</b>	<b>151</b>
<b>Annexe C : Guide d’entretien pour les participants au programme de jardins scolaires.....</b>	<b>155</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Portrait des communautés d'El Higo et de Chorcha Abajo selon des caractéristiques démographiques, socio-économiques et selon les habitations.....	4
Tableau 2 : Classification des répondants .....	30
Tableau 3 : Cadre opératoire .....	35
Tableau 4 : Portrait des participants à l'étude d'El Higo .....	58
Tableau 5 : Portrait des participants à l'étude de Chorcha Abajo .....	65

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : La division de la province de Chiriquí en districts .....	6
Figure 2 : La division du district de David de la province de Chiriquí en <i>corregimientos</i> ....	6
Figure 3 : Les niveaux de l'acceptabilité sociale.....	16
Figure 4 : Démonstrations et formations du MIDA sur le traitement des semences au fongicide (à gauche) et la production avicole (à droite) dans El Higo .....	49
Figure 5: Distance qui sépare les communautés à l'étude et la ville de David.....	51
Figure 6 : Vue satellite d'El Higo et de Dolega .....	55
Figure 7 : Plusieurs habitants n'ont pas accès à un transport motorisé et se déplacent à pied, à cheval ou à bicyclette sur la route de terre battue d'El Higo.....	56
Figure 8 : Une petite épicerie de quartier (tiendita) dans El Higo, qui offre une maigre sélection de denrées, de produits ménagers et de produits cosmétiques .....	57
Figure 9: Vue satellite de la communauté de Chorcha Abajo et de Punta de Tierra.....	62
Figure 10 : Le port de Punta de Tierra, désert durant la semaine (à gauche), déborde de visiteurs le dimanche après-midi (à droite) .....	63
Figure 11 : Un marché et son offre alimentaire à Dolega, près d'El Higo .....	69
Figure 12 : Maison dans laquelle vivent Hector, sa femme et leurs sept enfants.....	73
Figure 13 : Les feuilles d'un plant d'haricots de Hector attaquées par la <i>arriera</i> .....	75
Figure 14 : La participante Yariela devant sa maison où elle a été interrogée.....	76
Figure 15 : Préparation d'un déjeuner de <i>patacones</i> , faits à partir de bananes plantains, aliment central de la diète panaméenne.....	79
Figure 16 : Les bénéficiaires de <i>Familias Unidas</i> d'El Higo participent à une démonstration de production de jus de canne à sucre avec le moulin d'Antonio .....	81
Figure 17 : Le participant Antonio, accompagné de collègues de <i>Familias Unidas</i> et de leurs enfants, récolte ses cultures de maïs et de canne à sucre.....	82
Figure 18 : L'école primaire d'El Higo .....	98
Figure 19 : Le jardin scolaire d'El Higo en train d'être désherbé par la mère d'un élève ...	99
Figure 20 : L'école de Chorcha Abajo .....	100
Figure 21 : La culture hors sol à l'école de Chorcha Abajo .....	104
Figure 22 : Les enfants attendent leur petit-déjeuner de crème nutritive et de <i>patacones</i> à la cantine d'El Higo.....	108
Figure 23 : Les élèves et la coordinatrice désherbent le jardin de l'école de Chorcha Abajo .....	111
Figure 24 : La salle de bain incomplète du programme gouvernemental (à gauche) et la latrine installée par un organisme humanitaire étranger (à droite).....	119
Figure 25 : Culture associée de maïs et de courge (zapallo) (à gauche) et valorisation par la participante Mónica de tiges séchées de maïs comme engrais naturel (à droite) dans El Higo .....	128

## LISTE DES ACRONYMES

BM	Banque Mondiale
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement ( <i>Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza</i> )
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CÉRUL	Comités d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université Laval
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FECE	Fonds d'équité et de qualité de l'éducation ( <i>Fondo de Equidad y Calidad de la Educación</i> )
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GORACE	Groupe organique d'agriculteurs de Cerro Punta ( <i>Grupo Orgánico de Agricultores Cerropunteños</i> )
IDIAP	Institut d'innovation agricole du Panama ( <i>Instituto de Innovación Agropecuaria de Panamá</i> )
INEC	Institut national de statistiques et de recensement ( <i>Instituto Nacional de Estadística y Censo</i> )
ISI	Industrialisation par substitution des importations
LAMS	Laboratoire Analyses Microbiologiques Sols
LEISA	<i>Low External Input Sustainable Agriculture</i>
MEDUCA	Ministère de l'Éducation ( <i>Ministerio de Educación</i> )
MIDA	Ministère du Développement agricole ( <i>Ministerio de Desarrollo Agropecuario</i> )
MIPPE	Ministère de la Planification et de la Politique économique ( <i>Ministerio de Planificación y Política Económica</i> )
NIMBY	Not in my backyard
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAS	Plans d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROCOSOL	Association pour la production organique et le marketing solidaire ( <i>Asociación Producción Orgánica y Solidaria</i> )
SAC	Système tarifaire centraméricain ( <i>Sistema Arancelario Centroamericano</i> )
SENACYT	Secrétariat national pour la science, la technologie et l'innovation ( <i>Secretaría Nacional de Ciencia Tecnología e Innovación</i> )
SICA	Système d'intégration centraméricain
UNCACHI	Université autonome de Chiriquí ( <i>Universidad Autónoma de Chiriquí</i> )

*A todas esas personas increíbles  
que conocí en el camino  
y que me abrieron sus puertas.*

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier ma directrice de recherche, Mme Nathalie Gravel, qui a veillé à ma réussite en m'aidant à cheminer grâce à son habile encadrement, ses nombreuses idées et ses suggestions de lecture pertinentes. Mes sincères remerciements vont également à mes évaluateurs, MM. Alain Olivier et Jean-François Bissonnette, pour leur disponibilité, leurs conseils et leurs suggestions qui m'ont permis d'ouvrir mes horizons et d'enrichir ce travail.

Je souhaite également remercier les collaborateurs essentiels sur le terrain, sans qui ce travail n'aurait pu voir le jour. Tout d'abord, mes plus sincères remerciements vont aux généreux habitants des communautés d'El Higo et de Chorcha Abajo, qui m'ont chaleureusement accueillie et donné de leur temps, et que j'ai eu énormément de plaisir à découvrir. Merci à tous les autres acteurs rencontrés sur le terrain et surtout aux partenaires essentiels qu'ont été les agents du ministère du Développement agricole du Panama et les professeurs de l'Université autonome de Chiriquí.

Enfin, ma plus grande gratitude est dirigée envers toutes ces personnes, au Québec comme au Panama, qui ont été présentes pour m'appuyer dans mon travail, mais surtout pour me supporter moralement dans les nombreux défis rencontrés sur le chemin. Je pense notamment à ma famille et mes amis proches, mais également aux personnes extraordinaires rencontrées sur le terrain dont je chéris maintenant l'amitié.

## INTRODUCTION

Globalement, les zones rurales et autochtones sont les territoires les plus affectés par la marginalisation économique et politique, la dégradation environnementale, ainsi que par les activités de développement économique ayant des retombées négatives sur l'écosystème, le style de vie des habitants, leur patrimoine culturel et leur état nutritionnel (Restrepo-Arango *et al.*, 2018). Les habitants ruraux et les paysans font donc partie de ceux qui sont mis à l'écart des bénéfices de la croissance économique et qui, par surcroît, souffrent de manière disproportionnée de ses retombées négatives, telles que l'augmentation du coût de la vie et la dégradation de l'environnement. Cette marginalisation des zones rurales est un phénomène qui touche fortement le Panama. Avec la concentration des investissements privés et publics dans les zones urbaines, les habitants ruraux se voient exclus des processus décisionnels concernant les projets de développement et souffrent d'un manque d'opportunités économiques (Astudillo *et al.*, 2019 ; Chacón *et al.*, 2019). Cette concentration du développement et des activités économiques mène à la marginalisation des régions rurales et de ses habitants, qui souffrent de précarité économique.

Dans ce contexte, il devient urgent de se pencher sur les besoins de développement rural et de penser des stratégies durables pour diminuer la vulnérabilité socio-économique des populations rurales. Une avenue qui semble pertinente est la valorisation des systèmes alimentaires alternatifs comme moyen de subsistance et comme stratégie d'augmentation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux et de leur résilience. Les systèmes alimentaires alternatifs sont un ensemble de systèmes qui s'opposent au système agroalimentaire global et dominant (Deverre et Lamine, 2010). Ils sont souvent présentés dans les articles scientifiques de manière très large, c'est-à-dire comme des initiatives comportant de nouveaux liens entre production et consommation, ou entre producteurs et consommateurs, et misant sur les circuits courts. Dans le cadre de cette recherche, les systèmes alimentaires alternatifs étudiés sont les jardins familiaux et scolaires dont les retombées sont multiples et peuvent participer à faire diminuer les inégalités au Panama grâce à l'amélioration des conditions socio-économiques des habitants ruraux. Ils favorisent également l'approvisionnement local pour une meilleure autonomie alimentaire à long terme.

Le ministère du Développement agricole (*Ministerio de Desarrollo Agropecuario* [MIDA], le ministère de l'Éducation (*Ministerio de Educación* [MEDUCA]) et la Caisse d'épargne (*Caja de Ahorros*) ont développé des programmes nationaux de jardins familiaux et scolaires implantés à travers le pays, qui semblent être une stratégie pertinente pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants ruraux. Cependant, il est nécessaire d'évaluer si ces projets répondent réellement aux besoins des participants de manière durable et s'ils permettent d'augmenter leur qualité de vie, d'autant plus que ces initiatives proviennent d'instances gouvernementales et d'institutions privées et que leur portée dans le temps est limitée.

Ce mémoire est divisé en huit chapitres. Le premier chapitre expose les aspects théoriques encadrant ce travail, soit les cadres conceptuel et théorique. Ainsi, les concepts de vulnérabilité, de résilience, d'acceptabilité sociale, de sécurité et de souveraineté alimentaires, d'agroécologie et la théorie des moyens de subsistance durables sont présentés. Le deuxième chapitre présente la méthodologie, basée sur des méthodes d'analyse qualitatives, employée pour mener cette étude. Le troisième chapitre offre un cadre historique permettant de placer le sujet de l'étude dans son contexte tout en se rapprochant de l'objet précis de l'étude. Les quatrième et cinquième chapitre détaillent et analysent les résultats obtenus en lien avec les jardins familiaux grâce au travail de terrain. Les sixième et septième chapitre présentent les résultats en lien avec les jardins scolaires. Enfin, dans le dernier chapitre est présentée l'interprétation des résultats en lien avec les objectifs de recherche, l'hypothèse de départ et la littérature scientifique sur le sujet.

## PROBLÉMATIQUE

Le problème ciblé dans ce projet de recherche est la vulnérabilité perçue des communautés rurales du Panama découlant de la marginalisation économique et du manque d'appui au développement de la part de l'État. Ce contexte engendre une difficulté pour les habitants ruraux de garantir leur sécurité alimentaire et de mettre en place des moyens de subsistance qui soient durables et source de satisfaction des besoins de leurs familles.

Bien que la province de Chiriquí soit celle qui compte le plus d'habitants vivant de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, de la sylviculture, de la pêche et des activités de

services connexes, son secteur rural voit sa population diminuer à chaque année. En effet, les paysans cherchent de meilleures opportunités économiques et sont attirés par les attraits que la ville leur offre (INEC, 2010a). Ainsi, on observe que les jeunes sont très peu représentés dans les activités d'agriculture et d'élevage. La plus grande partie des producteurs ont plus de 45 ans (63 %) et un pourcentage important de ceux-ci ont plus de 65 ans (22 %) (MIDA, 2014). De plus, on observe qu'en Amérique latine, la pratique de l'agriculture de subsistance diminue et s'accompagne de l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en milieu rural (Thompson, 1992), de l'augmentation de la précarité des ménages, et du sous-développement des infrastructures rurales et du capital humain (Gravel et Patiño Hernández, 2003).

Les habitants des communautés rurales d'El Higo et de Chorchá Abajo, à Chiriquí, connaissent divers degrés de vulnérabilité sous diverses formes, souvent sociale et économique, liée à la ruralité. Par exemple, l'éloignement important de la ville la plus près et la déficience des infrastructures de transport rendent l'accès aux services de base déficient. Plusieurs caractéristiques socio-démographiques représentent également des facteurs de vulnérabilité. Par exemple, la moyenne d'environ trois enfants par femme est élevée si l'on prend en compte le maigre salaire moyen mensuel par ménage, qui n'est que de 312 \$ USD dans El Higo et de 251 \$ USD dans Chorchá Abajo (tableau 1) (INEC, 2010b, 2010c, n.s.). De plus, la précarité de l'emploi est élevée dans les milieux ruraux, où une grande partie des habitants possède un emploi informel ou travaille en agriculture. Le faible taux de scolarité est également notable, avec près de 20 pour cent des habitants de chaque communauté qui n'a pas terminé sa troisième année de l'école primaire. Le taux d'analphabétisme suit la tendance en étant assez élevé, avec un taux de 14 pour cent dans El Higo et de 8,5 pour cent dans Chorchá Abajo (*Idem*). Finalement, certaines caractéristiques des habitations en lien avec l'accès aux services de base traduisent un niveau de sous-développement important des communautés. En effet, 21,3 pour cent des habitations de Chorchá Abajo n'ont pas de services d'eau potable, 11,5 pour cent de celles d'El Higo n'ont pas de services d'assainissement et 32,1 pour cent de ces dernières sont sans électricité. Enfin, la couverture des télécommunications est grandement déficiente dans les deux communautés (*Idem*).

**Tableau 1 : Portrait des communautés d'El Higo et de Chorcha Abajo selon des caractéristiques démographiques, socio-économiques et selon les habitations**

<b>Caractéristiques démographiques</b>		
	<b>El Higo</b>	<b>Chorcha Abajo</b>
Nombre total d'habitants	455	271
Nombre de femmes	207	125
Nombre d'hommes	248	146
Moyenne d'âge	27	29
Population de moins de 15 ans	28,8 %	31 %
Population de plus de 65 ans	13 %	13,7 %
Moyenne d'enfants par femme	2,8	3,1
<b>Caractéristiques des habitations</b>		
Nombre d'habitations occupées	131	89
Moyenne d'occupants par habitation	3,5	3
Habitations avec un sol en terre battue	11,5 %	6,8 %
Habitations sans eau potable	4,6 %	21,3 %
Habitations sans services d'assainissement	11,5 %	5,6 %
Habitations sans électricité	32,1 %	3,4 %
Habitations sans téléphone résidentiel	96,2 %	97,8 %
<b>Caractéristiques socio-économiques<sup>1</sup></b>		
Population analphabète	14 %	8,5 %
Population ayant une scolarité de moins de 3 années du primaire	17,4 %	18,8 %
Population économiquement active	47,5 %	39 %
Population occupée	43 %	34,3 %
Population occupée qui travaille dans le secteur agricole	39,9 %	10,3 %
Population active inoccupée	9,5 %	12 %
Revenu mensuel moyen de la population occupée (USD)	238	240
Revenu mensuel moyen des ménages (USD)	312	251

Source : Adapté de INEC (2010b, 2010c, n.s.)

## QUESTION DE RECHERCHE

La question à laquelle cette étude tente de répondre est : Comment les systèmes alimentaires alternatifs permettent-ils d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des habitants des régions rurales vulnérables de Chiriquí?

<sup>1</sup> La population prise en compte est celle de 10 et ans et plus.

## HYPOTHÈSE

L'hypothèse de départ est la suivante : Les systèmes alimentaires alternatifs sont une solution socialement acceptée et efficace pour diminuer l'insécurité alimentaire des ménages et créer des moyens de subsistance dans les communautés rurales du district de David, à Chiriquí, tout en s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

## OBJECTIFS DE RECHERCHE

Pour tester l'hypothèse, un objectif de recherche principal ainsi que des objectifs secondaires ont été ciblés. L'objectif principal est : Comprendre comment les systèmes alimentaires alternatifs peuvent contribuer à la sécurité alimentaire des populations à l'étude et s'inscrire dans une dynamique de développement durable. Les objectifs secondaires sont les suivants :

1. Dresser un portrait des systèmes d'alimentation ruraux des communautés ciblées;
2. Évaluer les besoins et les attentes des membres des communautés;
3. Comprendre comment les systèmes alimentaires alternatifs peuvent permettre aux habitants des zones rurales d'améliorer leur résilience face aux inégalités socio-économiques et au manque d'appui aux secteurs rural et agricole de la part de l'État;
4. Mesurer l'acceptabilité sociale des jardins scolaires et familiaux comme moyens d'augmentation de la sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables, et
5. Comprendre les limites inhérentes au milieu ou les facteurs socio-culturels qui pourraient contraindre le succès de ces systèmes d'agriculture.

## TERRITOIRE ET PÉRIODE D'ANALYSE

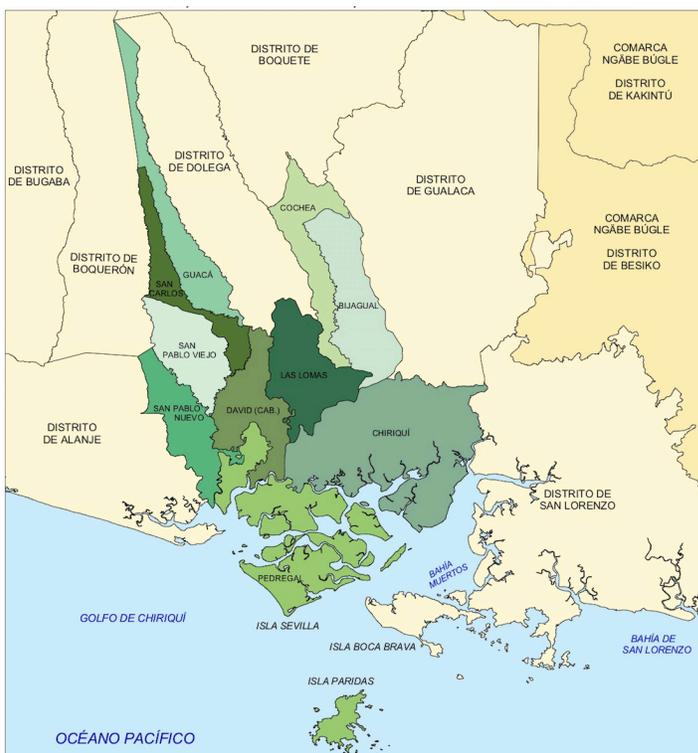
La province de Chiriquí, située complètement à l'ouest du Panama, est entourée de la province de Bocas del Toro et du territoire autochtone (*comarca*) Ngäbe-Buglé au nord, de la province de Veraguas à l'est, de l'océan Pacifique au sud et du Costa Rica à l'ouest. Cette province est constituée de 13 districts (figure 1), eux-mêmes divisés en *corregimientos* et ensuite en communautés (*lugar poblado*). La première communauté ciblée pour ce projet de recherche est celle d'El Higo, de 455 habitants, située dans le *corregimiento* de Cochea. La deuxième est Chorchá Abajo, de 271 habitants, du *corregimiento* de Chiriquí (figure 2) (INEC, 2010b, n.s.).

**Figure 1 : La division de la province de Chiriquí en districts**



Source : Adapté de INEC (2010d)

**Figure 2 : La division du district de David de la province de Chiriquí en corregimientos**



Source : Adapté de INEC (2010e)

La province de Chiriquí est la plus grande productrice agricole du Panama (MIDA, 2014). Les terres situées au nord de la province, près du plus haut sommet du pays, le volcan Barú, sont les plus fertiles. Le *corregimiento* de Cerro Punta, situé à plus de 1000 mètres d'altitude, est d'ailleurs particulièrement réputé pour sa production agricole abondante (Espinosa-Vega *et al.*, 2017). En plus des terres volcaniques très riches et fertiles, les hautes terres de Chiriquí jouissent d'un climat tempéré et humide idéal pour la production maraîchère, qui est difficilement accessible pour le reste du pays en climat tropical. Les basses terres de la province connaissent quant à elles une toute autre réalité. Avec leur climat tropical et leurs sols acides, elles se prêtent mieux à la culture de fruits tropicaux, de racines et tubercules et de grains (*Idem*). Chorcha Abajo est une communauté portuaire, située au niveau de la mer, qui donne sur le Golfe de Chiriquí (figure 2). El Higo, quant à elle, se trouve à l'entrée des hautes terres, soit à environ 300 mètres d'altitude, mais reste considérée comme un territoire des basses terres puisque le climat y est sensiblement le même qu'à Chorcha Abajo.

Ces communautés ont été ciblées en raison de leur vulnérabilité et de leur double participation aux programmes de création de jardins familiaux, *Familias Unidas*, et de jardins scolaires. Le programme de *Familias Unidas* offre du soutien aux participants pour une durée de deux ans. À El Higo, ce programme a débuté en 2018 et était en cours lors du séjour de recherche sur le terrain. À Chorcha Abajo, le programme est officiellement terminé depuis la fin de 2017. Le projet en milieu scolaire, quant à lui, n'a pas de durée maximale et peut donc être renouvelé sans limite. L'école primaire d'El Higo y participe depuis 2016 et l'école primaire et secondaire de Chorcha Abajo depuis 2011. L'étude d'El Higo permet d'observer les retombées à court terme du programme de *Familias Unidas* et celle de Chorcha Abajo permet d'en comprendre les impacts à moyen et long termes puisqu'elle a été étudiée après qu'ait eu lieu le retrait des porteurs du projet sur le terrain. La période d'analyse retenue débute en 1980, afin de comprendre les phénomènes liés à la globalisation et ses impacts sur la ruralité panaméenne, et se termine lors de la fin du séjour de recherche en 2019.

## INTÉRÊT ET CONTRIBUTION DE LA RECHERCHE

La présente recherche permettra d'attirer l'attention sur les enjeux agricoles et de développement rural, ainsi que sur la nécessité de combler les besoins nutritionnels et économiques des habitants ruraux vulnérables pour améliorer leur résilience, combattre les inégalités et enrayer la pauvreté endémique des zones rurales. Elle mettra en lumière les lacunes de l'appui public au secteur agricole et aux milieux ruraux et attirera l'attention sur le besoin vital de politiques publiques fortes pour appuyer le développement des communautés rurales afin de leur offrir de meilleures conditions de vie. Elle servira de manière générale à combler les lacunes dans la littérature concernant les études sur les systèmes alimentaires alternatifs et la création de moyens de subsistance durables dans les zones rurales. En outre, cette étude permettra plus précisément de pallier le manque de recherches qualitatives et de publications scientifiques sur le Panama qui soient récentes et basées sur une étude de terrain. Les milieux ruraux *latinos* – ceux qui sont non-autochtones – sont effectivement peu étudiés au Panama, l'attention étant donnée à la capitale ou aux milieux autochtones. Il semble naturel que les milieux autochtones, qui sont ceux qui souffrent le plus de la pauvreté et de la marginalisation, attirent davantage d'attention. Il reste tout de même que certaines populations *latinas* vivent des situations extrêmement précaires et soient souvent oubliées. De plus, les recherches en sciences humaines et en géographie menées au Panama sont majoritairement des études sociodémographiques quantitatives qui ne laissent pas la chance aux populations locales de s'exprimer sur les difficultés qui les touchent. À l'inverse, ce travail de recherche remet l'habitant rural au centre de la problématique observée en lui donnant la parole afin de comprendre le monde rural et ses enjeux à travers les yeux des habitants locaux et de penser des stratégies de développement adaptées. Dans une moindre mesure, cette étude permettra d'offrir un éclairage aux décideurs politiques afin de les diriger pour la création de politiques publiques mieux adaptées aux besoins ruraux et davantage inclusives.

## LIMITES DE LA RECHERCHE

Le présent projet de recherche comporte néanmoins quelques limites, principalement en lien avec le degré d'ouverture des populations locales quant à la discussion. En effet, la réalisation du projet dépend entièrement de la participation volontaire des populations locales, et il était impossible de savoir, avant d'entrer en contact avec les participants, si certains pourraient être rebutés par l'image que leur inspire une étudiante-chercheuse nord-américaine. Cependant, cela n'a pas été le cas et les participants ont plutôt fait montre d'une grande curiosité, d'ouverture et d'un désir de collaborer, d'autant plus que je représentais à leurs yeux le visage de la collaboration internationale. Cependant, la collaboration avec le MIDA dans le cadre de cette recherche a été un couteau à double tranchant. En effet, elle a permis d'entrer en contact avec les participants qui ont été mis en confiance rapidement et ont accepté de partager leur expérience suite aux encouragements des responsables du MIDA. Cependant, bien que le caractère confidentiel des entrevues et des données recueillies ait été précisé et mis de l'avant à maintes reprises, les participants ont parfois semblé considérer cette étude comme une extension de l'institution gouvernementale du MIDA. L'indépendance de la recherche ne semble donc pas avoir été bien assimilée par une minorité de personnes. Cela a sans doute influencé certains participants qui n'ont peut-être pas osé faire preuve de trop de critique envers les programmes du MIDA. Pour diminuer les impacts de cette limitation, les participants ont été rassurés et encouragés à s'exprimer librement et il leur a été expliqué que les discussions tenues lors des entrevues n'auraient aucune répercussion sur leur participation au programme auquel ils participent. Il leur a également été mentionné à chaque début d'entrevue, en concordance avec le protocole des Comités d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université Laval (CÉRUL), que le MIDA n'aurait aucun accès aux données recueillies.

Ensuite, vu la différence culturelle entre l'étudiante-chercheuse et les participants, qui pourrait laisser croire à une ingérence d'un pays riche nord-américain vers un pays du Sud global, il a été de mise de faire preuve de diplomatie et d'objectivité durant les entrevues. En outre, le caractère parfois personnel ou délicat des questions posées durant les entrevues a nécessité de faire preuve d'une grande prudence pour ne pas prendre position ou contrarier

les participants lorsqu'ont été abordés des thèmes pouvant être controversés, tels que la politique et les inégalités. Nonobstant ce contexte sensible, les participants ont très bien accueilli les entrevues et se sont montrés ouverts à la discussion de manière générale.

## CHAPITRE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE

Dans ce chapitre, un cadre conceptuel et théorique sera présenté afin d'offrir une définition des grands concepts et théories qui ont guidé ce travail et aborder leur évolution à travers les auteurs ayant contribué à leur élaboration. Les premiers concepts retenus sont la vulnérabilité et la résilience, afin de comprendre les sources de précarité rurale panaméenne et comment y répondre. Le deuxième concept est l'acceptabilité sociale. Celui-ci proposera des critères à considérer pour l'évaluation du modèle des jardins familiaux et scolaires comme systèmes adaptés à long terme pour les populations à l'étude. Ensuite, les concepts de sécurité et de souveraineté alimentaires seront discutés dans le but d'offrir une meilleure compréhension de leurs diverses dimensions et des conditions complexes dans lesquels ils évoluent depuis l'entrée dans l'ère néolibérale. Le dernier concept présenté sera celui de l'agroécologie, mouvement dont se veulent issus les projets de jardins familiaux et scolaires étudiés. Finalement, la théorie présentée permettra de mieux appréhender le problème dans ce projet de recherche, dans un contexte d'approfondissement de la démarche de développement durable et de recherche d'une sécurité alimentaire. Elle permettra entre autres de jeter les bases des conditions nécessaires à la création de moyens de subsistance durables dans le cadre panaméen étudié.

### 1.1. VULNÉRABILITÉ ET RÉSILIENCE

La vulnérabilité a longtemps été pensée comme étant une condition directement liée à la capacité de faire face aux aléas physiques tels que les catastrophes naturelles. Elle est définie par les auteurs comme l'incapacité à faire face à un aléa et elle varie selon la capacité à anticiper l'occurrence de l'aléa et à s'y adapter et se protéger par des mesures de réduction du risque ou d'exposition à celui-ci (Bidou et Droy, 2012 ; O'Keefe *et al.*, 1976 ; Veyret et Reghezza, 2005). Cependant, en 1976, O'Keefe *et al.* (1976) ont redéfini le concept en l'inscrivant dans les sciences sociales en affirmant que, puisque la probabilité d'occurrence des phénomènes physiques extrêmes est constante<sup>2</sup>, l'explication à l'augmentation des

---

<sup>2</sup> De nos jours, toutefois, ce n'est plus nécessairement le cas avec l'augmentation des catastrophes naturelles et des phénomènes climatiques extrêmes liés aux changements climatiques.

catastrophes doit être recherchée dans la vulnérabilité croissante des populations à ces phénomènes. Beck (2001) explique, dans un ouvrage d'abord publié en allemand en 1986, que les risques engendrés par la société contemporaine dépassent ceux provenant des catastrophes naturelles. En outre, le risque social augmente constamment avec la production sociale de richesses des États modernes (Beck, 2001). Selon l'approche de la vulnérabilité sociale, celle-ci devient alors une propriété interne à la société et est indépendante de l'aléa. Les chercheurs s'intéressant à cette nouvelle définition du concept tentent donc de déterminer les facteurs sociaux influant sur la vulnérabilité qui réduiraient la capacité de réponse de la société tels que les facteurs démographiques et socio-économiques (Reghezza, 2006). La vulnérabilité sociale prendrait alors en compte l'insécurité du bien-être des individus et des groupes face à un environnement changeant (Bidou et Droy, 2012).

Le degré de vulnérabilité varie selon le niveau de préparation de la société à faire face au risque. L'élaboration de plans de gestion de crise et d'exercices de simulation ainsi que la capacité d'adaptation et la réactivité de la société pendant la crise feront une différence. De plus, la résilience est un facteur important, traduisant la capacité à anticiper et à effectuer la reconstruction dans les meilleurs délais et à retrouver une vie normale (Veyret et Reghezza, 2005). Cependant, selon Reghezza (2006), le terme « vulnérabilité » reste polysémique et peut donc porter à confusion. En effet, on peut distinguer la vulnérabilité physique, qui comprend l'endommagement et le degré d'exposition de l'enjeu, et la vulnérabilité sociale, qui représente la capacité à faire face à la crise et la résilience. Dans le cadre de cette recherche, c'est le concept de vulnérabilité sociale qui est retenu.

Les chercheurs commencent à introduire dans leurs travaux le concept de vulnérabilité sociale principalement à partir des années 1990. Par exemple, en 1994, Chardon (1994) utilise des facteurs socio-économiques dans son étude de la vulnérabilité de la ville de Manizales en Colombie, pour mettre en lien les vulnérabilités physique et sociale. En effet, les quartiers qui combinent des facteurs de vulnérabilité physique tels que des terrains en forte pente et une sensibilité aux mouvements de terrain sont plus enclins à souffrir de facteurs de vulnérabilité sociale tels qu'un manque d'équipements et de services publics essentiels. Cela met en lumière l'importance d'avoir des politiques de gestion de risque non

seulement au plan technique, mais également social (Chardon, 1994). En 1996, D'Ercole et Thouret (1994) font ressortir un ensemble de facteurs caractérisant la vulnérabilité sociale dans la ville de Quito en Équateur. Ils expliquent l'importance des facteurs sociaux tels que l'âge, le genre, l'ethnie et les structures sociales, des facteurs cognitifs et perceptifs par rapport au risque ainsi que des facteurs politiques et institutionnels comme la stabilité de l'État, l'existence de mécanismes d'indemnisation et les assurances. Les réactions individuelles et collectives lors d'une crise sont également d'une importance capitale puisqu'elles peuvent contribuer à aggraver ou à réduire la vulnérabilité de la communauté (Chardon, 1994 ; D'Ercole et Thouret, 1994).

Bidou et Droy (2012) soutiennent que la vulnérabilité doit être pensée comme un sujet transdisciplinaire qui ne peut être appréhendé que par une approche intégrée, en prenant en compte tous les facteurs explicatifs. L'approche par les moyens d'existence (*livelihoods*) (Bernstein *et al.*, 1992), développée en 1992, répond à cette exigence puisque la vulnérabilité est définie comme comprenant les chocs (économiques, sanitaires, naturels), les tendances ou changements de contexte pouvant fragiliser les populations (libéralisation économique, changement technologique, instabilité politique, conflits violents) ainsi que les variations saisonnières de la production, des prix ou encore des perspectives d'emploi (Bidou et Droy, 2012). Cette approche est particulièrement utilisée dans le contexte rural et dans la prévention des crises alimentaires et nous intéressera donc grandement dans le cadre de cette étude.

Finalement, pour pouvoir diminuer leur vulnérabilité, les individus doivent augmenter leur résilience. Celle-ci se traduit par l'adoption de comportements faisant preuve de flexibilité (Sennett, 2002). Ainsi, un comportement humain résilient devrait avoir la même force élastique que la flexibilité d'un arbre qui a la faculté de fléchir et de se rétablir, d'éprouver sa forme et de la restaurer. La résilience des humains leur permet de s'adapter aux changements de circonstances sans se laisser briser par ceux-ci. Le risque de blessures et de déchirures du tissu social reste toutefois toujours présent sous ces conditions (De Nanteuil, 2002). Dans le cadre de ce travail de recherche, la résilience est un état recherché à travers l'adoption de systèmes alimentaires alternatifs. Ces derniers doivent permettre aux ménages étudiés d'améliorer leur flexibilité afin de pouvoir s'adapter aux divers enjeux qu'ils

rencontrent en milieu rural. La résilience pourrait, par exemple, permettre de diminuer la vulnérabilité économique et sociale des habitants ruraux découlant du manque d'opportunités économiques et de la pauvreté endémique.

## 1.2. ACCEPTABILITÉ SOCIALE

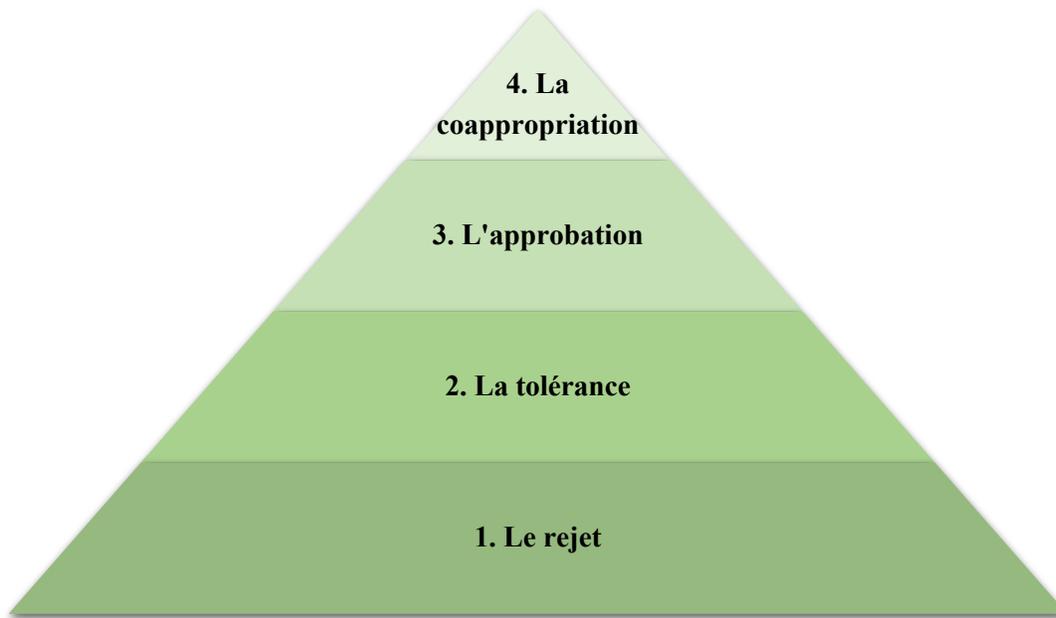
L'acceptabilité sociale traduit un jugement collectif favorable à propos d'une politique ou d'un projet (Shindler *et al.*, 2002). Bien que les préférences individuelles puissent jouer un rôle dans la formation de ce jugement collectif, Shindler *et al.* (2002) soutiennent tout de même que l'acceptabilité sociale repose sur une évaluation collective grâce à des valeurs et à des croyances partagées. Brunson (1996) inclut dans son explication du concept la notion de comparaison, qui sert à évaluer les projets en considérant leurs alternatives. C'est en prenant en compte cet aspect que Gendron (2014) définit l'acceptabilité sociale comme l'« assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, y compris le statu quo » (Gendron, 2014 : 124). Caron-Malenfant et Conraud (2009) soutiennent que l'acceptabilité sociale résulte d'un dialogue social entre le décideur et la communauté et proposent donc une définition qui s'inscrit dans ce principe : « Le résultat d'un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place pour qu'un projet, un programme ou une politique s'intègre harmonieusement, et à un moment donné, dans son milieu naturel et humain » (Caron-Malenfant et Conraud, 2009 : 14).

La controverse suscitée par les grands projets de développement provient de la diversité des valeurs des acteurs qui ont des visions différentes du développement et de ses impacts à court et long termes (Canel-Depitre, 2017 ; Maillebouis, 2003) et des perceptions différentes du progrès et du bien-être. Dans ce contexte, il est légitime que la population, qui va assumer les risques du projet et qui a une vision de son territoire différente de celle des décideurs, puisse faire entendre sa voix. Cependant, en réaction aux controverses concernant des décisions ou des projets forçant les décideurs à les revoir ou même à les abandonner, certains y voient le syndrome *not in my backyard* (NIMBY) (Gendron, 2014). Le syndrome NIMBY explique les mouvements d'opposition par l'égoïsme de personnes uniquement préoccupées

par les conséquences qu'un projet risque d'avoir sur leur bien-être personnel. Il dépeint donc une société civile incapable de saisir les dimensions techniques ou l'intérêt collectif. Cependant, le syndrome NIMBY présente beaucoup de limites quant à l'explication de la dynamique sociale observable lors de controverses. C'est pourquoi le concept alternatif d'acceptabilité sociale s'est énormément propagé durant les dernières années. Au-delà d'un repli sur des intérêts privés, la contestation reflète donc non seulement le refus d'un risque, mais aussi le désaccord avec une certaine vision du progrès, de la justice et du bien-être (*Idem*).

Malgré qu'il n'existe pas de définition de l'acceptabilité sociale commune puisque cette notion est plutôt récente (Raufflet, 2014), selon Boutilier et Thomson (2011), le concept d'acceptabilité sociale se traduit par quatre niveaux (figure 3). Le premier est le rejet, par lequel les activités économiques sont perçues comme non légitimes. Le deuxième niveau est la tolérance, alors que les communautés locales approuvent avec résignation les activités d'une entreprise. Ensuite, l'approbation se traduit par la fierté de la communauté envers les réalisations de l'entreprise et sa collaboration avec elle. Le dernier niveau, qui représente l'acceptabilité sociale à son plus haut degré, est la coappropriation. L'entreprise bénéficie alors du plein appui de la communauté locale et cette dernière participe à la gestion conjointe des projets de développement grâce à des tables rondes et la création d'institutions conjointes. À ce niveau, les intérêts et les perceptions de l'entreprise et de la communauté sont complètement liés (Boutilier et Thomson, 2011).

**Figure 3 : Les niveaux de l'acceptabilité sociale**



Source : Adapté de Boutilier et Thomson (2011)

Même si le concept d'acceptabilité sociale se voit de mieux en mieux défini par les auteurs au fil des ans, il fait tout de même face à plusieurs critiques. Par exemple, Raufflet (2014) perçoit plusieurs limites à la notion d'acceptabilité sociale comme élément central aux relations entre entreprises, société civile et pouvoirs publics. Premièrement, il l'a décrit comme étant relative dans le temps et dans l'espace ainsi que liée aux perceptions d'une communauté dont les contours sont flous. Ensuite, l'auteur critique les approches et les pratiques liées à l'acceptabilité sociale, qui proviennent souvent de techniques de médiation et de résolution de conflits qui ont comme objectif ultime de faire accepter un projet. Gendron (2014) abonde dans le même sens puisqu'il argumente que la notion d'acceptabilité sociale peut servir la volonté des décideurs de mieux maîtriser les contestations dont leurs décisions font l'objet. Certains l'assimilent donc à des stratégies qui visent à rendre acceptables des projets ou des politiques qui ne le sont pas. La troisième limite que reconnaît Raufflet (2014) porte sur la courte durée de ces préconisations. Une partie importante des recommandations a trait aux pratiques visant à obtenir l'acceptabilité sociale au début du projet pour le démarrer, souvent sans préoccupation pour la construction de relations à long terme. La quatrième limite est l'omission du rôle des pouvoirs publics dans ces recommandations alors

que le rôle de l'État est assimilé à celui d'un octroyeur d'autorisations ou d'une partie prenante parmi d'autres. Cependant, le rôle de l'État est souvent plus complexe lors de projets de grande envergure puisqu'il est également un promoteur et vante le projet comme élément de politique industrielle ou d'aménagement local.

Dans le cadre de cette étude, l'acceptabilité sociale concerne principalement la société civile (les habitants ruraux) et les pouvoirs publics (le MIDA), puisque le MIDA est l'investigateur et le collaborateur du programme de jardins familiaux et scolaires. Le MEDUCA et la Caisse d'épargne sont également impliqués dans les programmes étudiés, mais dans une moindre mesure puisque leur présence sur le terrain et leur relation directe avec les habitants ruraux sont inexistantes. Le rôle d'entreprises privées sera donc mis de côté dans le concept d'acceptabilité sociale utilisé. Le cadre qui sera retenu sera la conceptualisation de l'acceptabilité sociale de Boutilier et Thomson (2011), selon laquelle l'acceptabilité sociale se traduit par quatre niveaux. Ainsi, les projets d'agriculture familiale et scolaire seront considérés comme acceptables socialement par les communautés à l'étude s'ils atteignent le dernier niveau de l'acceptabilité sociale, soit la coappropriation. Effectivement, il sera considéré que l'adoption d'une stratégie de développement telle qu'un projet d'agriculture ne peut être imaginable que si les participants désirent l'adopter à long terme et dépasser le cadre temporaire d'aide instauré par les instances impliquées. Ce niveau d'acceptabilité permettrait ainsi de s'assurer que le projet soit intégré durablement dans les communautés étudiées.

### 1.3. SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES

Selon la définition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) émise lors du Sommet mondial de l'alimentation à Québec en 1996 :

La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (FAO, 2007, site Web).

La sécurité alimentaire repose ainsi sur quatre conditions :

1. La disponibilité alimentaire, qui comprend des aliments provenant de la production nationale ou des importations en quantité et qualité suffisantes;
2. L'accès à la nourriture, qui se traduit par les droits de tous de se procurer une nourriture adéquate et nutritive;
3. L'utilisation, qui se fait dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé afin de bénéficier d'un bien-être nutritionnel qui puisse satisfaire tous les besoins physiologiques, et, finalement,
4. La stabilité, qui se traduit par l'accès permanent à une nourriture adéquate et non menacé par des chocs soudains tels que des catastrophes naturelles ou des événements cycliques tel que l'insécurité alimentaire saisonnière (*Idem*).

En apparence simple, l'atteinte des quatre conditions ci-haut est complexifiée par la mondialisation des échanges avec le virage vers des politiques néolibérales. En effet, jusqu'aux années 1980, le concept d'autosuffisance alimentaire nationale, laquelle peut être atteinte en dépendant le moins possible des échanges commerciaux internationaux, a été préconisé par plusieurs États comme stratégie alimentaire (Jourdain-Fortier et Loquin, 2012). Les réformes néolibérales politiques et économiques dans le domaine agricole ont cependant favorisé l'adoption du concept de sécurité alimentaire nationale, qui peut être atteinte grâce aux mesures telles que le retrait de l'État des fonctions d'appui à l'agriculture et l'ouverture des marchés au commerce international qui engendre une augmentation de l'interdépendance entre pays exportateurs-importateurs (Gravel, 2009b ; Hrabanski, 2011 ; Jourdain-Fortier et Loquin, 2012).

En outre, avant 1986, l'agriculture bénéficiait d'un régime particulier, protégée par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui a vu le jour en 1948 et ayant précédé la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Calame, 2008). L'« exception agricole » permettait au besoin des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation des produits agricoles, qu'on distinguait des autres produits de commerce international (*Idem* : 49). Cependant, dans le cadre d'un nouveau cycle de négociations sur les échanges internationaux (Uruguay Round, 1986), le dossier agricole a été renégocié et la situation des produits agricoles normalisée (*Idem*). La libéralisation des échanges et la mise en concurrence des agricultures du monde ont alors mené à la récupération de la notion d'avantages comparatifs du modèle libéral (théorie de l'économiste britannique Ricardo,

1772-1823), qui veut qu'il y ait complémentarité de l'offre et de l'échange entre les nations (Hrabanski, 2011 ; Muller, 2000). À partir de ce moment, la sécurité alimentaire s'est vu dépendre principalement du libre-marché et de l'OMC plutôt que de l'État, provoquant ainsi un changement d'échelle du débat (Azoulay, 1998).

Selon les défenseurs du modèle néolibéral, l'autosuffisance n'est pas une option puisque plusieurs pays se retrouveraient dans l'incapacité de subvenir totalement à leurs besoins alimentaires sans avoir recours aux importations, comme les pays qui sont des importateurs nets. En effet, plusieurs obstacles se présentent à eux, tels que des défis environnementaux (par exemple : ressources agricoles – sol, eau, énergie – en quantité ou qualité moindre, climats froids, etc.) et des déficiences au niveau des infrastructures de stockage, de transport, de distribution, d'accès à l'eau, etc. (Jourdain-Fortier et Loquin, 2012). Il devient alors nécessaire de déplacer la production agricole de certains pays connaissant plus d'obstacles vers d'autres qui bénéficient de meilleures conditions au niveau de la production alimentaire. Selon cette thèse, il est donc nécessaire pour les pays connaissant des conditions plus difficiles en agriculture de se spécialiser dans des secteurs spécifiques dans lesquels ils connaissent des avantages par rapport aux autres États. Ces échanges entre les grands producteurs diversifiés et les producteurs spécialisés permettraient de partager les risques de perte des récoltes. Ces risques peuvent être liés aux aléas climatiques ou aux conditions sanitaires par exemple (*Idem*). Le droit du commerce international serait donc une solution à la sécurité alimentaire dans le monde puisqu'il permet un accès aux aliments libre et égal et contribue à la baisse des prix alimentaires par la concurrence entre les États. Cependant afin que la concurrence soit équitable entre tous les pays, qu'ils soient de grands exportateurs de produits diversifiés ou de plus petits exportateurs spécialisés, il a été perçu comme nécessaire par l'OMC d'abolir les barrières douanières et de réduire les subventions à l'exportation des produits agricoles (*Idem*).

D'un autre côté, la mondialisation des échanges entraîne une importante dépendance de certains États aux produits agricoles étrangers et la fluctuation des prix devient un enjeu. En effet, les pays dépendants peuvent se voir incapables de maintenir leur volume d'importations en période d'augmentation des prix des aliments. D'un autre côté, lors d'une

baisse significative des prix causée par exemple par l'augmentation des subventions à l'exportation qui crée une augmentation de l'offre de produits étrangers bon marché sur le marché local, les denrées agricoles étrangères peuvent déloger la compétition locale qui ne trouvera plus de points de vente. Dans les deux cas, l'État touché par ces phénomènes risque de voir sa population affectée par des difficultés d'approvisionnement alimentaire.

Un autre facteur d'importance affectant la sécurité alimentaire est l'implication forte des pouvoirs publics dans un accès équitable aux aliments. Selon Sen (1981), les famines ne sont pas simplement dues au manque de denrées, mais aussi aux inégalités provoquées par les mécanismes de distribution de la nourriture. Divers facteurs économiques et sociaux tels que les salaires peu élevés, le chômage et la hausse des prix de la nourriture peuvent faire en sorte que certaines catégories sociales n'aient pas accès à la nourriture de manière suffisante et adéquate (*Idem*).

L'émergence de la notion de souveraineté alimentaire s'oppose à la régulation par le marché et a été appropriée par différents acteurs pour servir des objectifs nationaux. L'apparition de cette notion profite donc à des intérêts localisés et réinscrit la question alimentaire au cœur du débat politique (Dezalay *et al.*, 2002 ; Hrabanski, 2011). Le concept de souveraineté alimentaire a été fortement popularisé par la Via Campesina, qui est un mouvement créé en 1992 et composé d'organisations paysannes de tous les coins de la planète réunissant leurs forces pour s'opposer à l'agriculture industrielle et former une alternative au modèle de développement économique imposé par la BM, le FMI et l'OMC (Borras et Franco, 2009 ; Desmarais, 2008). La Via Campesina a joué un rôle crucial dans l'élaboration du concept de souveraineté alimentaire en le présentant sur la scène internationale lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Ce concept se retrouve au cœur des préoccupations de l'organisation, qui l'a d'abord défini comme « le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire ses aliments de base, dans le respect de la diversité culturelle et culturelle » (Desmarais, 2008 : 46) et « le droit de produire sa nourriture sur son propre territoire » (*Ibid.*). Ce n'est que par la suite qu'elle a proposé une définition moins restrictive du concept, en y ajoutant « le droit des peuples de définir leur politique agroalimentaire » (*Ibid.*). Le concept de souveraineté alimentaire est une proposition

alternative au projet de mondialisation néolibérale qui a gagné en force depuis la normalisation du statut des produits agricoles avec l'abolition de l'« exception agricole » à l'OMC. Le concept a ensuite été adopté par des mouvements autochtones et paysans en Amérique du Sud, entre autres (Calame, 2008 ; Rubio, 2010).

Dans son *Manifesto on the future of food*, synthétisant les idées et les opinions des participants aux rencontres de l'*International Commission on the Future of Food* qui a eu lieu en 2002 et 2003, Vandana Shiva (2007) présente le concept de souveraineté alimentaire comme un principe menant à une agriculture et à des systèmes alimentaires écologiquement et socialement durables. Elle met l'accent sur l'importance de protéger les moyens de subsistance des petits agriculteurs et le devoir des acteurs locaux, régionaux et nationaux d'encourager la production de nourriture saine, suffisante et accessible à tous tout en protégeant les ressources et l'intégrité écologique du territoire. Vu sous cet angle, la souveraineté alimentaire sert à donner la priorité à la production comme moyen pour les populations rurales de satisfaire leurs besoins et ceux de populations vivant à proximité (Figuière et Metereau, 2012).

D'un autre côté, lors du Sommet mondial de l'alimentation de la FAO en 2002, le concept de souveraineté alimentaire a été présenté comme une idée qui n'est pas forcément opposée au néolibéralisme ou aux échanges commerciaux, mais plutôt opposée à la trop grande importance accordée aux exportations (Arias, 2009). La coopérative *Semillas*, une organisation colombienne non gouvernementale, rurale et environnementaliste créée en 1994 et qui appuie des organisations autochtones, afro-colombiennes et paysannes en Colombie (Grupo Semillas, 2021, site Web), met l'accent sur le rôle des échanges commerciaux dans sa définition de la souveraineté alimentaire (Arias, 2009). Elle soutient que des communautés souveraines alimentaires peuvent pratiquer des échanges de produits spécifiques ou de semences entre régions et ainsi mettre en valeur la diversité des cultures et des climats (*Idem*).

Cependant, bien que le concept de souveraineté n'exclue pas les échanges commerciaux d'aliments, certaines mesures doivent être prises pour assurer un commerce international juste, l'équité entre pays et des politiques agraires qui appuient l'agriculture paysanne

durable. La protection contre les ventes à prix de *dumping*<sup>3</sup> en fait partie ainsi que le droit à l'alimentation et la préservation de l'environnement (Grupo Semillas, 2021, site Web).

Dans le cadre de cette étude, je retiendrai les éléments contribuant à un système alimentaire juste et durable, soit la sécurité alimentaire des ménages et les principes de la souveraineté alimentaire, qui seront appliqués à l'échelle des communautés. Cette option a été retenue étant donné que les communautés à l'étude sont vulnérables et qu'elles représentent une entité territoriale marginalisée. La souveraineté alimentaire sera donc pensée à l'échelle locale dans le but de répondre aux besoins particuliers des communautés à l'étude. Ensuite, pour les besoins de la recherche, je retiendrai comme conceptualisation générale de la souveraineté alimentaire la plus récente définition donnée par la Via Campesina : « le droit des peuples de définir leur politique agroalimentaire » (Desmarais, 2008 : 46). En effet, pour qu'elles soient vraiment souveraines alimentaires et qu'elles atteignent une sécurité alimentaire, les communautés à l'étude doivent pouvoir choisir leur système alimentaire. L'approche de la coopérative *Semillas* semble également très pertinente pour sa valorisation des échanges commerciaux favorisant la diversité des cultures et des climats, l'équité entre pays et l'agriculture paysanne durable.

#### 1.4. AGROÉCOLOGIE

L'agroécologie a émergé comme modèle alternatif opposé à celui de l'agriculture biotechnologique engendré par l'industrialisation de l'agriculture (Stassart *et al.*, 2012). Les premières conceptualisations de l'agroécologie s'inscrivaient dans les théories du développement des années 1970-80, qui soutenaient l'usage de ressources locales afin de promouvoir une agriculture à petite échelle et plus durable d'un point de vue socio-environnemental. En effet, les premiers penseurs de l'agroécologie ont d'abord situé leur vision pour protéger les agroécosystèmes paysans des conséquences néfastes de la

---

<sup>3</sup> « Pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient. » (Larousse, s.d., site Web)

Révolution verte<sup>4</sup>, de la mondialisation et de la dépendance aux intrants externes – qui ont créé un modèle d’agriculture non durable et inéquitable – pour favoriser les dynamiques endogènes de développement (Bourguignon et Bourguignon, 2017 ; Stassart *et al.*, 2012). La promotion d'un développement endogène repose sur la critique du développement lié à la croissance, à l'accumulation des richesses matérielles, à la modernisation et au discours rationnel scientifique, qui auraient engendré deux phénomènes d'importance majeure : la pauvreté de masse et l'uniformisation socio-culturelle (Cao Tri *et al.*, 1988).

Le concept d’agroécologie a commencé à se propager surtout à partir de 1983 grâce à Miguel Altieri (1983), un agronome et entomologiste d’origine chilienne, qui a tenté d’intégrer les principes de l’écologie à la redéfinition de l’agronomie dans la publication de son ouvrage *Agroecology, the Scientific Basis of Alternative Agriculture*. Il définit l’agroécologie comme l’application des principes de l’écologie à l’agriculture afin de rendre l’agriculture plus durable (Altieri, 1983). Du côté technique, l’agroécologie peut se définir selon cinq principes, qui sont tirés du concept de *Low External Input Sustainable Agriculture* (LEISA), qui se veut un concept d’agriculture durable qui encourage le développement de techniques qui favorisent une utilisation optimale des ressources locales disponibles :

1. Assurer des conditions du sol favorables par la gestion de la matière organique et en augmentant la vie dans les sols;
2. Optimiser et équilibrer les flux de nutriments;
3. Maximiser l’usage des ressources renouvelables (solaire, organique, hydrique);
4. Minimiser les pertes causées par les épidémies grâce à la prévention et à des traitements sécuritaires, et
5. Favoriser la diversité génétique des ressources et leur complémentarité (Reijntjes *et al.*, 1992 : 61).

Même si l’agroécologie est traduite par le respect de ces cinq principes, selon Stassart *et al.* (2012), certains de ces principes pris isolément peuvent être appliqués dans l’agriculture conventionnelle. De plus, ces principes ne définissent pas entièrement les pratiques agroécologiques puisqu’ils sont centrés sur la dimension technique et qu’ils comportent donc des lacunes concernant la portée sociale de l’agroécologie.

---

<sup>4</sup> La Révolution verte est une « politique de transformation de l’agriculture fondée principalement sur l’intensification par l’utilisation de variétés de céréales à hauts rendements, d’engrais, de pesticides et d’irrigation » (Bourguignon et Bourguignon, 2017 : 11).

Pierre Rabhi, pionnier de l'agriculture durable en France, replace l'humain au centre de l'agroécologie en proposant une approche plus intégrée. Il considère que l'agriculture moderne répondant aux lois et aux besoins du marché néolibéral ainsi qu'à la recherche de croissance économique perpétuelle porte atteinte à l'intégrité physique, biologique et énergétique de ce qu'il appelle « la terre nourricière » (Rabhi, 2015 : 10). Selon lui, elle se conçoit sous l'idéologie productiviste et les éléments tels que la terre, les végétaux et les animaux ne représentent donc qu'une source de profits financiers. Les pratiques agricoles modernes qui favorisent les monocultures au détriment des cultures vivrières se révèlent inefficaces et ont des conséquences économiques, environnementales et sociales désastreuses : la transformation des petits paysans en ouvriers de l'industrie alimentaire, la destruction du patrimoine nourricier et des pratiques d'autosuffisance alimentaire, la destruction de l'humus et de la vie dans les sols, la pollution des eaux, la perte de biodiversité et des savoir-faire paysans, etc. L'agroécologie se présente alors comme un mouvement vers un nécessaire changement de paradigme. Rabhi définit ainsi l'agroécologie comme « la base d'une civilisation respectueuse des écosystèmes au sein desquels l'humain est un participant favorable et non plus contre elle » (Rabhi, 2015 : 12). Le changement de paradigme doit être fait dans un cadre mondial et la préservation de la fertilité doit être considérée comme un critère de première importance (Calame, 2008). Lydia et Claude Bourguignon, qui ont été des acteurs importants pour faire avancer le domaine de l'agroécologie, s'intéressent particulièrement à la conservation de la fertilité des sols et ont défini des critères de qualité et de vocation des sols pour faire avancer les connaissances dans le domaine de l'agriculture durable (LAMS, 2011). Pour eux, les sols les plus en équilibre qu'il soit sont les sols forestiers, qu'ils prendront comme modèle pour le travail sur la fertilité des sols agricoles.

L'organisme Terre & Humanisme, créé en 1994 par Rabhi (d'abord appelé « Les Amis de Pierre Rabhi ») (Terre & Humanisme, 2015b), offre une définition de l'agroécologie plus sociale. Sa définition du concept est basée sur le respect de la terre nourricière et la souveraineté alimentaire des populations sur leurs territoires pour permettre aux sociétés d'être équilibrées et durables. L'agroécologie est donc un mouvement réconciliant l'écologie et l'agronomie ainsi que l'humanité et toute forme de vie, et qui doit veiller à la qualité des

interrelations entre ces éléments (Terre & Humanisme, 2015a, site Web). Les techniques utilisées permettent de :

1. préserver la biodiversité, la diversité culturelle et des connaissances;
2. contribuer à la production alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la nutrition;
3. restaurer les services écosystémiques;
4. renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique, et
5. insister sur le rôle des femmes et des jeunes dans le secteur agricole (FAO, 2018, site Web).

Finalement La Via Campesina apporte un élément original au concept en argumentant que la biodiversité ne s'applique pas seulement à la faune et à la flore, mais qu'elle comprend également plusieurs facettes de la diversité humaine telles que la culture, les systèmes de production, les relations humaines et économiques et les formes de gouvernement (Desmarais, 2008).

## 1.5. LA THÉORIE DES MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES

Les moyens de subsistance représentent une approche pour le développement rural et l'élimination de la pauvreté. Ils encouragent les personnes à construire leurs propres forces et à réaliser leur potentiel tout en prenant en compte les effets des politiques et des institutions, les chocs et les tendances externes (Carney, 1999). Chambers et Conway (1992), les pionniers de la conceptualisation des moyens de subsistance durables, ont inspiré cette définition du concept :

*A livelihood comprises the capabilities, assets (including both material and social resources) and activities required for a means of living. A livelihood is sustainable when it can cope with and recover from stresses and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, while not undermining the natural resource base (Chambers et Conway dans Scoones, 1998 : 5).*

Pour que les moyens de subsistance soient durables, la coexistence de cinq éléments-clés est nécessaire. Ces éléments sont les suivants :

1. « La création de travail rémunéré;
2. La réduction de la pauvreté;
3. Le bien-être et l'aptitude (*capability*);
4. L'adaptation des moyens de subsistance, la vulnérabilité et la résilience, et
5. La durabilité des ressources naturelles » (traduction libre) (*Idem* : 5-6).

L'aptitude à laquelle se réfère le troisième élément traduit ce qu'une personne est capable de faire avec ses habiletés. Pour ce qui est du quatrième élément, il s'agit de la capacité d'une personne à faire face à un stress ou à un choc et de s'en remettre par le maintien ou l'amélioration de son moyen de subsistance. Cette résilience permet l'adaptation des moyens de subsistance aux aléas. Les moyens de subsistance qui n'offriraient pas cette résilience à ceux qui la pratiquent seraient considérés vulnérables et donc incapables d'être durables (Davies, 1996). Par exemple, le moyen de subsistance d'un paysan du Sud pratiquant la monoculture serait considéré comme non durable si sa parcelle était dévastée par une tempête tropicale qui gâchait toutes ses récoltes. Finalement, le cinquième élément est particulièrement important pour les communautés rurales, dont les moyens de subsistance dépendent souvent des ressources naturelles. La durabilité des ressources naturelles réfère à la capacité d'un système à maintenir sa productivité lorsqu'elle est sujette à des stress et des chocs. Cela comprend d'éviter d'appauvrir les stocks de ressources naturelles à un point qui résulterait en un déclin permanent du taux de production de celles-ci (Conway, 1985 ; Holling, 1993).

L'approche des moyens de subsistance durables dans le monde rural connaît plusieurs défis, qui touchent entre autres à la sécurité alimentaire. Les moyens de subsistance devraient pouvoir contribuer à améliorer la productivité de l'agriculture et l'accès à la nourriture pour les plus pauvres par des systèmes agricoles améliorés et diversifiés qui permettent d'augmenter la résilience des paysans. La dégradation des ressources est également un enjeu important et c'est pourquoi l'approche des moyens de subsistance met l'accent sur l'importance de la durabilité des ressources naturelles (Carney, 1999 ; Scoones, 1998). Cependant, déterminer de manière objective des usages durables des ressources est un défi d'envergure pour les populations vulnérables qui ont peu d'options pour vivre qui permettraient de ne pas augmenter leur utilisation des ressources naturelles (Carney, 1999).

L'approche par les moyens de subsistance durables est particulièrement utile dans le cadre de cette étude. En effet, la recherche de voies de développement durable pour les communautés vulnérables à l'étude exige de trouver des stratégies durables à long terme pour l'amélioration des conditions de vie des habitants ruraux. Investir dans une agriculture

durable qui préserve les sols peut être une stratégie efficace pour générer des emplois, des moyens de subsistance et des retombées positives sur la sécurité alimentaire des habitants.

## CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

La recherche proposée adopte la forme d'une étude hypothético-déductive afin de vérifier l'hypothèse de départ en se basant sur les méthodes d'analyse qualitative. L'étude de cas est employée comme méthodologie afin d'étudier les dynamiques des communautés à l'étude à l'intérieur de la perspective complexe de développement durable. Cette stratégie permet de prendre en compte des facteurs multidisciplinaires tels que les contextes politique, historique, socio-économique, environnemental, culturel, ainsi que les dynamiques entre les acteurs des projets étudiés et les communautés. Il n'est pas possible de généraliser à partir de l'étude de cas, mais celle-ci aide à guider la réflexion sur les perspectives de développement rural. Dans cette section, les stratégies d'enquête et les diverses techniques de collecte, d'analyse et d'interprétation des données qui ont permis de mener ce travail de recherche seront exposées.

### 2.1. STRATÉGIE D'ENQUÊTE

Les méthodes de collecte de données primaires sont l'observation sur le terrain dans les communautés à l'étude et la tenue d'entrevues semi-dirigées avec des participants aux programmes de jardins familiaux et scolaires ainsi qu'avec des acteurs-clés du milieu agricole et rural panaméen. La collecte de données secondaires est basée sur une revue de littérature scientifique et grise, l'analyse des données de sites web du gouvernement panaméen et d'autres organisations, et finalement la création d'un réseau d'experts sur le terrain grâce à un réseautage local. Un séjour sur le terrain de six mois dans la province de Chiriquí a permis de recueillir les principales données primaires. La durée considérable du séjour ainsi que les aller-retours multiples dans les communautés à l'étude ont permis de créer un lien de confiance avec les participants et les collaborateurs, sans quoi cette étude n'aurait jamais pu voir le jour. L'objet de cette étude a été précisé davantage à l'arrivée sur le terrain puisque cela a permis de prendre le pouls de la région et de rencontrer divers collaborateurs qui ont su offrir un éclairage local à la problématique soulevée. La prise de contact préalable au séjour de recherche avec une professeure d'expérience de l'Université autonome de Chiriquí (*Universidad Autónoma de Chiriquí*, [UNACHI]), à David, a été d'une aide sans égal. En effet, celle-ci a joué un rôle crucial de guide personnel à l'arrivée sur le

terrain, mais surtout de porte d'entrée à un réseau de contacts quasi infini au sein de ministères locaux, de professeurs et d'intervenants de toutes sortes dans les secteurs du développement social et agricole. L'appui de la professeure a finalement mené à une collaboration avec une agente d'un bureau d'extension du MIDA à David. Celle-ci a offert une première prise de contact avec les participants aux projets de *Familias Unidas* et des jardins scolaires avec lesquels elle travaille. Suite à un accord entre le MIDA, la professeure de l'UNACHI et la directrice de ce mémoire, professeure de l'Université Laval, j'ai pu participer aux ateliers et visites sur le terrain du MIDA. L'agente du MIDA a donc joué le rôle de la principale collaboratrice sur le terrain.

### **2.1.1. Collecte de données primaires**

Le séjour sur le terrain a eu lieu entre les mois de juillet 2018 et janvier 2019. La collecte de données primaires a été effectuée par des entrevues semi-dirigées et par observation sur le terrain dans les communautés rurales d'El Higo et de Chorcha Abajo, dans la province de Chiriquí au Panama. Un total de 30 entretiens individuels d'une durée de 30 minutes à une heure a été réalisé. Ceux-ci sont divisés en trois catégories et comprennent :

1. 20 entretiens avec des participants de *Familias Unidas*, soit 10 par communauté;
2. quatre entretiens avec le personnel des écoles participant aux jardins scolaires, soit la directrice et une enseignante de chaque école, et
3. six entretiens avec des acteurs-clés du milieu (tableau 2).

L'échantillon retenu pour les participants de *Familias Unidas* est la totalité de ceux d'El Higo, et la moitié de ceux de Chorcha Abajo. Ce choix s'explique par le groupe de participants deux fois plus important dans la dernière communauté et la lourdeur du travail supplémentaire que cela aurait entraîné d'en interroger la totalité. De plus, le choix d'interroger 10 participants par communauté s'inscrit dans un souci d'équilibre dans l'échantillonnage. La dernière catégorie comprend deux représentants municipaux (*representantes de corregimiento*) de Cochea et de Chiriquí, un professeur de géographie humaine de l'UNACHI, le représentant du directeur général du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (*Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza*, [CATIE]) au Panama, un agent de vulgarisation de l'IDIAP et une agente agricole de l'agence

d'extension agricole de David, du MIDA. Dépendamment du type de répondants, les entrevues ont eu lieu à l'extérieur de la demeure des répondants de *Familias Unidas*, à l'école des participants aux jardins scolaires et au bureau des intervenants. Afin de préserver l'anonymat des répondants des jardins scolaires et familiaux, des noms fictifs leur ont été attribués dans le cadre de ce travail.

**Tableau 2 : Classification des répondants**

<b>Familias Unidas d'El Higo</b>	<b>Familias Unidas de Chorcha Abajo</b>	<b>Jardin scolaire d'El Higo</b>	<b>Jardin scolaire de Chorcha Abajo</b>	<b>Acteurs-clés</b>
Antonio	Alberto	Directrice Díaz	Directrice Rodríguez	Représentant du <i>corregimiento</i> de Cochea
Sara	Gloria	Enseignante Morales	Enseignante Espinoza	Représentant du <i>corregimiento</i> de Chiriquí
Mireya	Francisco			Professeur de géographie humaine de l'UNACHI
Lucía	Oscar			Représentant du directeur général du CATIE au Panama
Elizabeth	Anastasio			Agent de vulgarisation de l'IDIAP
Mónica	Alba			Agente agricole de l'agence

				d'extension agricole de David, du MIDA
Hector	Carolina			
Zoila	Diana			
Miguel	Eridenia			
Yariela	Lourdes			

Les participants de *Familias Unidas* d'El Higo ont été recrutés dans leur communauté lors des rencontres hebdomadaires et des ateliers offerts par l'équipe du MIDA. Une fois le premier contact établi par l'agente du MIDA dans El Higo et après une brève explication de la présente étude, une lettre de recrutement (annexe A) leur a été distribuée afin d'offrir des précisions sur le cadre de la recherche et l'implication de leur participation. Les sujets intéressés à participer à l'étude ont été invités à fournir leur numéro de téléphone pour planifier un futur entretien individuel. La technique boule de neige, une méthode qui met de l'avant les relations personnelles alors que les personnes interrogées recrutent leurs pairs, a également été utile dans ce contexte (Heckathorn, 1997, 2002 ; Trochim, 2006). En effet, une répondante a joué un rôle important de facilitatrice pour le recrutement en encourageant ses collègues les plus méfiants à prendre part à cette étude. Comme elle a apprécié l'entrevue à laquelle elle a pris part, elle n'a pas hésité à passer le mot aux plus récalcitrants qui se montraient difficilement disponibles. Le recrutement a ainsi été accéléré et facilité.

La technique de recrutement à Chorchá Abajo a été similaire, malgré quelques différences provenant du fait que le projet de *Familias Unidas* était terminé lors du séjour sur le terrain. Ainsi, dans cette communauté, les sujets ont été approchés individuellement à leur demeure. L'agente agricole de l'agence d'extension agricole de David, du MIDA, a introduit un premier couple d'anciens participants au projet et, par la technique boule de neige, d'autres participants ont été abordés et ont accepté d'être interrogés. En ce qui concerne les jardins scolaires, le recrutement des directrices et des enseignantes s'est fait dans les écoles lors des réunions avec le MIDA. Il a été assez aisé grâce à la présence régulière du MIDA dans les deux écoles, au petit échantillon retenu et au caractère moins personnel des entrevues qui ne

concernaient pas directement les personnes interrogées. Finalement, la participation des représentants municipaux et des intervenants provenant de ministères et d'instituts de recherche a été possible grâce à la création de réseaux de contacts sur le terrain et à la prise de contact directe par téléphone ou courriel.

Pour guider les entrevues, la préparation de guides d'entretien a été réalisée. Ceux élaborés pour les participants de *Familias Unidas* (annexe B) et des jardins scolaires (annexe C) portent principalement sur leurs perceptions de l'agriculture familiale et scolaire, de la sécurité alimentaire, de leurs attentes et besoins par rapport à leurs moyens de subsistance, du rôle de l'agriculture de subsistance dans leur vie et finalement de l'acceptabilité sociale des systèmes alimentaires alternatifs pour répondre à leurs besoins de création de moyens de subsistance durables et de sécurité alimentaire. Les acteurs-clés du milieu ont été interrogés plus globalement sur les grands enjeux du monde rural panaméen, sur la sécurité alimentaire, sur les freins au développement agricole et rural, ainsi que sur les perspectives d'avenir envisageables. Ils ont ainsi permis d'illustrer le contexte plus large de la problématique, tout en définissant le rôle des instances représentées dans les enjeux abordés. Les entretiens avec les représentants municipaux ont permis de peindre un portrait socio-économique global des communautés à l'étude et ceux avec les experts et intervenants ont offert un regard critique qui a été particulièrement utile pour l'interprétation des données.

La totalité des entretiens a permis d'arriver à la saturation de l'information, soit l'atteinte d'un point où la collecte de données ne fournit plus aucun élément nouveau pour l'étude (Morange et Schmoll, 2016 : 52). Les guides d'entretien et les entrevues menées répondent aux exigences et aux règles du CÉRUL (numéro d'approbation 2018-273). Les entrevues ont été enregistrées avec la permission des participants pour faciliter l'analyse des données. Toutes les entrevues se sont déroulées en espagnol, langue natale des sujets à l'étude, et la présence d'un interprète n'a pas été nécessaire étant donné mon niveau suffisamment élevé d'expression et de compréhension orale de l'espagnol. La communication directe et sans filtre a ainsi été favorisée et le lien de confiance avec les participants amélioré. Cela a été profitable pour les entrevues, qui ont bénéficié d'un caractère plus personnel et intime, diminuant ainsi quelque peu l'inévitable distance culturelle.

### **2.1.2. Collecte de données secondaires**

La collecte de données secondaires de cette étude a débuté avec la revue de littérature scientifique et grise pertinente sur le sujet de recherche et l'analyse des données de sites web du gouvernement panaméen et d'autres organisations afin de connaître les stratégies de développement rural déjà mises en place. Puis, tel que mentionné précédemment, la prise de contact avec la professeure de l'UNACHI a favorisé la rencontre de plusieurs intervenants des secteurs du développement agricole et rural, permettant ainsi la création d'un réseau d'experts sur le terrain. Ce réseautage a également permis d'étoffer la revue de littérature précédemment constituée et d'offrir un point de vue local sur les enjeux étudiés.

## **2.2. MÉTHODES DE TRAITEMENT DES DONNÉES**

Les données recueillies ont d'abord été transcrites et codées dans un tableau afin de trier l'information et de ne garder que celle pertinente au travail de recherche. Ce tableau a servi d'outil de travail et d'analyse durant toute la rédaction des résultats. Ensuite, les méthodes de traitement de l'information qui ont été utilisées sont variées et basées essentiellement sur l'analyse de discours et de perceptions des habitants, des autorités locales et des leaders, et sur l'analyse de contenu de sources écrites telles que des journaux locaux ainsi que des publications gouvernementales (Paillé et Mucchielli, 2016). L'analyse de discours est une méthode communément utilisée dans les sciences humaines et sociales et sert à étudier le contexte et le sens du contenu de l'information recueillie durant les entrevues et dans la documentation écrite étudiée. Cette méthode permet entre autres de comprendre les relations de pouvoir et de dépendance entre les habitants et les instances gouvernementales panaméennes et les dynamiques sociales à l'intérieur des communautés à l'étude. La méthode des échelles d'analyse spatiale est également utilisée afin de caractériser la vulnérabilité des communautés étudiées. La complexité du concept de vulnérabilité est présentée à travers les interactions entre l'échelle micro, représentée par les systèmes alimentaires dans les communautés à l'étude et l'échelle macro, représentée par les enjeux de gouvernance et d'organisation du territoire. La technique de triangulation des données, une méthode consistant à combiner différentes sources, regards et lectures afin de s'assurer de la

robustesse des données recueillies (Morange et Schmoll, 2016), est utilisée afin de comparer les informations récoltées à l'intérieur des entrevues et entre les entrevues pour identifier des tendances et des contradictions et pour vérifier la véracité des faits.

L'analyse en mode écriture est également une méthode de traitement des données qui a été employée pour la première phase de rédaction des résultats et de l'interprétation. Elle consiste à utiliser l'écriture et la réécriture comme moyen d'analyse, de reformulation, d'explicitation et d'interprétation des données récoltées (Paillé et Mucchielli, 2016 : 184). Cette technique a permis de produire une première analyse brute des données, qui ont ensuite été classifiées grâce à une analyse par thèmes émergents. Celle-ci procède d'un codage ouvert des données et participe à faire ressortir des tendances. Il s'agit d'une méthode de tri et de classement selon des thèmes fixés *a posteriori* qui permettent de classer les informations selon leurs similitudes et leurs divergences (*Idem*). Les thèmes ayant émergé sont discutés et interprétés par la suite.

La représentation des données qualitatives est exécutée au moyen d'un texte présentant des vignettes des résumés d'entrevues et l'analyse thématique des données recueillies dans lesquels les éléments importants et pertinents à l'étude sont rapportés. Certains extraits des entrevues sont retranscrits *verbatim* lorsque nécessaire et inclus dans le texte. Afin de placer les données dans leur contexte, des photos et des cartes des communautés étudiées sont présentées avec leur description. Finalement, des tableaux synthétisant certaines informations de type quantitatif sont présentés afin de faciliter la compréhension du lecteur.

### 2.3. CADRE OPÉRATOIRE

Dans le but de tester l'hypothèse, un cadre opératoire identifiant les variables et les indicateurs choisis dans le cadre de cette recherche a été élaboré. Ceux-ci sont présentés dans le schéma à la page suivante et sont justifiés par la suite.

**Tableau 3 : Cadre opératoire**

- Variable antécédente: **La force du rôle de l'État en milieux ruraux**

- Indicateurs:

1. Les appuis économiques de l'État dans les milieux ruraux
2. L'investissement dans le secteur agricole
3. La distribution territoriale des appuis
4. Les inégalités socio-économiques nationales



- Variable indépendante : **La vulnérabilité des communautés rurales**

- Indicateurs:

1. L'accès aux services et infrastructures de base
2. La capacité des habitants ruraux à faire face aux aléas environnementaux et sociaux
3. La capacité de ceux-ci à répondre à leurs besoins alimentaires par l'agriculture communautaire



- Variable intermédiaire : **L'acceptabilité sociale des systèmes alimentaires alternatifs**

- Indicateurs:

1. Les attentes et l'opinion populaire concernant les jardins familiaux et scolaires
2. La perception des habitants ruraux quant à l'accueil de systèmes alimentaires alternatifs dans les communautés
3. La disposition de ceux-ci à intégrer et entretenir des systèmes alimentaires alternatifs



- Variables dépendantes : **La construction d'une résilience rurale**

**1) par l'amélioration de la sécurité alimentaire**

- Indicateur:

1. Le pourcentage des participants ayant augmenté leur sécurité alimentaire grâce aux jardins

**2) par la création de moyens de subsistance durables**

- Indicateurs:

1. La proportion des participants vivant des activités de petite agriculture
2. L'amélioration de la capacité des participants à faire face à la précarité depuis l'adoption du projet des jardins familiaux et scolaires

La force du rôle de l'État est variable selon les régions du Panama et elle varie principalement selon les facteurs d'urbanisation ou de ruralité. Cette tendance trouve ses racines dans la stratégie de développement économique du pays. Celle-ci explique les retards dans le développement rural des communautés à l'étude et permet ainsi de placer l'objet de cette étude dans son contexte en offrant une meilleure compréhension de la marginalisation des habitants ruraux.

La vulnérabilité des habitants ruraux traduit leur degré de marginalisation et permet de comprendre leur besoin de recherche de solution d'un moyen de subsistance durable. Elle servira donc à justifier l'hypothèse de départ. Évaluer les conditions de vie des populations à l'étude permet également de comprendre les besoins des habitants ruraux et d'évaluer le potentiel du modèle d'agriculture communautaire mis en place.

Étant donné que les communautés rurales ont des besoins particuliers et souffrent souvent de marginalisation socio-économique, elles ont besoin de stratégies d'approvisionnement alimentaire adaptées à leur situation. Leur ouverture à la recherche de solutions telles que les jardins familiaux et scolaires est essentielle puisqu'elle permettra de cibler leurs besoins et leurs attentes. Les indicateurs d'acceptabilité sociale permettront de déterminer si les populations sont enclines à embrasser un modèle d'agriculture communautaire comme stratégie alimentaire et comme création de moyens de subsistance pour un mode de vie durable. Cela permettra d'ancrer la recherche dans le contexte socio-culturel des communautés et de mesurer l'acceptabilité sociale de la mise en place du projet d'agriculture et d'évaluer la participation des communautés.

Finalement, les variables dépendantes seront mesurées afin de valider le potentiel de l'implantation d'un système alimentaire alternatif comme solution aux besoins des populations locales. Les indicateurs permettront de déterminer si les populations sont enclines à embrasser un modèle d'agriculture familial et scolaire comme stratégie alimentaire et comme création de moyens de subsistance pour un mode de vie durable.

## CHAPITRE 3 : CADRE HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT RURAL AU PANAMA

Dans ce chapitre, un bref contexte de l'histoire politique et économique du Panama des dernières décennies sera présenté afin d'offrir une meilleure compréhension des résultats de cette étude dans le chapitre suivant. L'adoption par l'État du courant néo-libéral sera discutée afin de situer le Panama par rapport au phénomène de la globalisation et de comprendre l'orientation de son secteur économique et les impacts qui en découlent. Par la suite, le rôle de l'État ainsi que son implication dans le milieu rural seront abordés afin de mettre en lumière les tendances, les enjeux socio-politiques ainsi que les inégalités profondes ancrées au pays.

### 3.1. L'ENTRÉE DU PANAMA DANS L'ÈRE NÉO-LIBÉRALE

La stratégie de développement rural du Panama est passée du modèle d'exportation, à travers la stratégie d'industrialisation par substitution des importations dans les années 1970, à l'application des politiques néo-libérales à la fin des années 1980 (González, 2016). Le Panama fait ainsi son entrée dans la mouvance de la globalisation, de l'ouverture des marchés et de l'élimination des barrières tarifaires tel que proposé par les institutions financières internationales avec les plans d'ajustement structurel (PAS<sup>5</sup>). Ce changement se traduit par un remodellement du rôle de l'État panaméen qui a propulsé le pays sur le chemin du néo-libéralisme à travers un processus de transition d'un État interventionniste à celui favorisant le libre marché (Castillo, 2003).

---

<sup>5</sup> Les PAS sont des mesures à mettre en place conditionnelles à l'octroi de prêts provenant du Fonds monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (BM) pour les pays en voie de développement. Les mandats de ces instances étaient de financer des projets favorisant l'essor économique des pays en voie de développement. L'ajustement structurel comprend deux niveaux d'intervention : la stabilisation à court terme en réponse à des déséquilibres macro-économiques et l'amélioration sur le long terme des structures de l'économie. Les PAS comprennent généralement des mesures telles que réduire le déficit budgétaire du gouvernement, libéraliser le commerce international en réduisant les barrières protectionnistes, éliminer les contrôles de prix, éliminer les subventions, privatiser les entreprises d'État, adopter un cadre légal favorisant le respect des droits de propriété privés, réduire l'ampleur de la corruption gouvernementale, etc. (Domptin, 1994 ; Gogué, 1997).

Le ministère de la Planification et de la Politique économique (*Ministerio de Planificación y Política Económica* [MIPPE]) publiait en 1990 sa stratégie nationale pour le développement et la modernisation économique à travers un programme de privatisation. Le gouvernement de l'époque considérait que le problème majeur de l'économie panaméenne résidait dans l'État, jugé trop interventionniste, s'opposant ainsi au système libre de l'offre et de la demande. Pour améliorer le taux d'emploi et la productivité du secteur économique, le document proposait donc de privatiser les entreprises et les services publics, d'ouvrir les marchés et d'adapter l'organisation de la production aux conditions du marché (MIPPE, 1990). Cependant, le gouvernement de l'époque n'a pas été en mesure de mettre en marche son plan de privatisation. En effet, le gouvernement de Guillermo Endara était affaibli par le régime d'occupation antérieur d'une durée de sept ans (1983-1989) ayant mené à une détérioration de l'économie causée principalement par les sanctions économiques provenant des États-Unis qui s'opposaient au règne du général et dictateur panaméen Manuel Noriega (Mayorga, 2000). Malgré tout, l'État panaméen avait déjà bien amorcé son virage économique et son adhésion de plus en plus forte aux concepts néolibéraux (*Idem*).

Le plan de privatisation s'est finalement concrétisé avec le gouvernement suivant, dirigé par le président Ernesto Pérez Balladares. Celui-ci a élaboré une nouvelle stratégie de politiques publiques pour le développement intégral, communément appelée le « plan Chapman » en l'honneur du ministre du MIPPE, qui avait comme objectifs de réduire la pauvreté et d'augmenter la croissance économique par l'efficacité et la productivité du secteur (MIPPE, 1994). Ces aspirations néo-libérales se sont finalement traduites par l'adoption de PAS et la privatisation des télécommunications, de l'électricité, de l'eau et des activités portuaires, afin de contrer l'inefficacité et les coûts élevés des services publics qui étaient jugés comme des obstacles à la compétitivité du secteur économique (Mayorga, 2000).

Les retombées des mesures adoptées n'ont cependant pas été celles escomptées. En effet, le pouvoir du secteur public s'est vu affaibli par cette stratégie d'organisation privée et les services d'électricité et de téléphonie ont vu leurs coûts augmenter considérablement sans que leur qualité et leur efficacité soient réellement améliorées (Castillo, 2003 ; Santamaría-Guerra et González, 2017). De plus, les PAS ont provoqué un transfert de pouvoir

d'acquisition vers les secteurs détenant des ressources économiques élevées et donc un fort pouvoir d'achat. Ce sont donc les secteurs panaméens traditionnellement forts qui ont été favorisés, c'est-à-dire ceux qui sont liés au secteur financier et aux grandes multinationales. Cela a eu un effet de concentration des ressources économiques, creusant ainsi davantage le fossé des inégalités avec les secteurs les plus pauvres (Castillo, 2003).

### 3.2. L'INÉGALE RÉPARTITION DE LA RICHESSE SUR LE TERRITOIRE

Le Panama se démarque de la région latino-américaine par son développement économique. Depuis le début des années 2000, le pays connaît une croissance fulgurante qui surpasse largement la moyenne de la région. Entre 2004 et 2018, sa croissance économique annuelle moyenne a été de 7,0 pour cent contre un taux de 3,3 pour cent en Amérique latine (Astudillo *et al.*, 2019 : 3). L'économie panaméenne trouve sa vitalité dans la production de son secteur tertiaire, dont l'apport au produit intérieur brut (PIB) national s'est renforcé au fil des dernières décennies, passant de 68 pour cent en 1980 à 82 pour cent en 2000. L'apport des secteurs secondaires et primaires a diminué proportionnellement – celui des activités agricoles accusant la plus forte baisse – et la domination du secteur des services a continué de s'accroître dans les dernières années (Castillo, 2003 ; Chacón *et al.*, 2019). Bien que la valeur totale du secteur agricole soit en augmentation, son apport au PIB national n'a cessé de diminuer dans les dernières décennies, creusant toujours davantage l'écart entre la croissance du PIB national et celle du secteur agricole (Santamaría-Guerra et González, 2017). Cela signifie que le reste de l'économie, en particulier le secteur des services et de la construction, croît de façon encore plus substantielle (Chacón *et al.*, 2019).

Le pays n'en a pas toujours été un de services, alors que l'apport du secteur agricole représentait, avant 1950, 25 pour cent du PIB national. Depuis, cet apport n'a cessé de décroître jusqu'à atteindre un maigre 2,1 pour cent en 2015, l'un des plus faibles taux de l'Amérique latine et des Caraïbes (*Idem*). La tendance des exportations de produits agricoles est également à la baisse et les importations augmentent en conséquence, plaçant le Panama en importateur net d'aliments (Chacón *et al.*, 2019). Malgré la modeste participation du secteur agricole à l'économie, celui-ci représente une part considérable des activités de la

population. En effet, en 2019, près du tiers (31,9 pour cent) de la population panaméenne vivait en zones rurales et 14,4 pour cent des Panaméens œuvraient dans le secteur agricole (Banque mondiale, 2021a, site Web, Banque mondiale, 2021b, site Web).

En dépit de l'impressionnante croissance de l'économie du pays, son hypertrophie, illustrée par la faiblesse de ses secteurs de production, engendre des iniquités économiques sévères qui se traduisent dans la sphère sociale. En effet, le Panama se retrouve en troisième position en Amérique latine dans la liste des pays les plus inéquitables (*Idem*). Ces inégalités sont basées sur des déséquilibres territoriaux qui s'accroissent gravement depuis plusieurs années. Par exemple, le taux de pauvreté des habitants des zones rurales, qui représentent le tiers de la population totale, est quatre fois plus élevé qu'en zones urbaines (39,8 pour cent contre 9,3 pour cent) (Chacón *et al.*, 2019 : 10). La différence de revenus des habitants des différents territoires et provinces est élevée et place le Panama au troisième rang des pays d'Amérique latine avec les inégalités territoriales les plus fortes en termes de PIB par habitant. Cela est tristement étonnant si l'on considère que d'un point de vue physique, les liens économiques régionaux devraient être aisés vu la petite taille du pays et sa topographie plutôt homogène (Astudillo *et al.*, 2019).

Malheureusement, plutôt que de compenser ces inégalités territoriales par l'injection de fonds publics pour l'amélioration des conditions de vie des habitants ruraux, l'État concentre ses projets de développement et ses investissements dans la plus riche des provinces, celle de Panama. Cette dernière, qui contient la capitale, domine de loin les autres provinces et territoires et a reçu 28 pour cent plus de fonds publics que la moyenne nationale entre 2013 et 2017 (Astudillo *et al.*, 2019 : 3). Au Panama, plus le PIB par habitant est élevé dans une région, plus celle-ci reçoit d'investissement public. Le même type de relation paradoxale peut être observé entre la quantité d'investissements publics et le poids de la population d'une région. La province de Panama est également la seule qui reçoit un pourcentage des investissements publics plus élevé que le poids de sa population. Avec environ la moitié de la population, elle reçoit plus de 68 pour cent des investissements à elle seule (*Ibid.*). Les investissements publics se concentrent dans les secteurs du transport et de la santé, et dans une moindre mesure, dans l'éducation.

Les projets panaméens d'envergure dans les dernières années sont principalement concentrés dans la capitale. Parmi ceux-ci, on compte l'instauration du Centre bancaire international (*Centro Bancario Internacional*), la passation du Canal aux Panaméens en 1999 après son occupation états-unienne, l'agrandissement de celui-ci en 2016 et la forte croissance du secteur de la construction, principalement dans des projets de transport public d'envergure tels que le développement d'un réseau de métro (Fernández, 2011). La part d'investissements publics dédiée au secteur agricole ne représentait que 1,7 pour cent en 2017 (Astudillo *et al.*, 2019 : 14). De plus, il n'est pas étonnant d'observer que la croissance des dépenses publiques pour le développement social ne suit pas celle du secteur économique. En effet, son taux par rapport au PIB national stagne, demeurant largement derrière celui des autres pays de la région. Les salaires n'augmentent pas non plus de manière proportionnelle à la productivité économique (*Idem*), la majorité des Panaméens ne voyant donc pas les fruits de la fameuse croissance du pays. Les producteurs ruraux et les Autochtones sont sans aucun doute ceux qui souffrent le plus de ces déséquilibres territoriaux.

### 3.3. LA PLACE DE L'ÉTAT DANS LES MILIEUX RURAUX

La priorisation des investissements dans le Canal et dans le secteur financier a participé à faire diminuer l'importance de l'apport du secteur agricole, qui occupe aujourd'hui une part marginale des activités économiques au Panama. En effet, le rôle principal du pays, en termes géopolitiques, autant d'un point de vue national qu'international, semble être celui d'une zone stratégique reliant deux océans (Harrisson, 1998). Comme nous l'avons vu, cette vocation de facilitateur du commerce international a certes ses bénéfices économiques, mais ses retombées excluent les groupes les plus vulnérables de la société tels que les habitants ruraux. Bien que le secteur agricole représente aujourd'hui le moyen de subsistance d'une portion considérable de la population nationale, avec une participation croissante des femmes, l'appui au secteur agricole au Panama ne représente que 0,77 pour cent du PIB national (Chacón *et al.*, 2019 : 42 ; INEC, 2010a, n.s.). Il s'agit du taux le plus bas dans la région centraméricaine après le Guatemala. Les diverses formes d'appui au secteur sont :

1. les appuis directs aux producteurs, qui se traduisent en majeure partie par le financement d'intrants agricoles;

2. les investissements dans les biens publics, qui impliquent des apports au secteur agricole de manière générale plutôt qu'à des producteurs individuels, tels que l'amélioration des infrastructures physiques et hydrologiques, le contrôle phytosanitaire, les systèmes d'éducation, la recherche et le transfert de technologie, et
3. les mécanismes de protection des prix du marché, qui permettent aux producteurs agricoles de vendre leur production à des prix plus élevés grâce à l'imposition de droits tarifaires à l'importation (Chacón *et al.*, 2019).

La troisième forme d'appui au secteur est la plus importante et compte pour 73 pour cent de la totalité des appuis (*Idem* : 39). Elle se traduit par l'augmentation des coûts des produits agricoles à travers le Système tarifaire centraméricain (*Sistema Arancelario Centroamericano* [SAC]), ce qui résulte en des revenus plus élevés pour les producteurs. Le SAC a été adopté par le Système d'intégration centraméricain (SICA), organisation politique et économique pour l'intégration de la région de l'Amérique centrale depuis 1991 (Chacón *et al.*, 2019 ; SICA, site Web). Les mécanismes de protection des prix du marché comme appui au secteur agricole ont gagné en importance dans les dernières années au Panama et la proportion de l'appui qui y est accordée concorde avec la tendance du reste de l'Amérique centrale (Chacón *et al.*, 2019). Le faible taux d'appui public au secteur agricole peut être expliqué par le fonctionnement des mécanismes de protection des prix du marché, intervention de l'État qui engendre un transfert de capital depuis les consommateurs plutôt que depuis les contribuables à travers le financement de l'État. Le financement direct du secteur agricole par l'État reste donc faible, avec peu d'appuis financiers directs aux producteurs et d'investissements dans les biens publics pour le développement du secteur (*Idem*).

Le lien entre l'État panaméen et les milieux ruraux est garanti par le ministère du Développement agricole (*Ministerio del Desarrollo Agropecuario*, [MIDA]), principale instance étatique rurale. La mission du MIDA est d'implanter des mesures afin de favoriser l'amélioration et la compétitivité du secteur rural de façon durable (MIDA, 2021a). Jusqu'à aujourd'hui, ses fonctions correspondent donc principalement à développer les programmes et les projets qui ont été définis dans le Pacte national pour le secteur agricole (*Pacto Nacional por el Agro*), établi en 2014 (MIDA, 2015a, 2015b, sites Web). Ce pacte est composé de cinq axes principaux, qui comprennent :

1. l'éducation agricole;
2. les services d'appui et de soutien au producteur;
3. l'optimisation de la production et de la compétitivité;
4. la gestion du développement rural et social, et
5. le renforcement et la modernisation institutionnelle (traduction libre) (*Idem*).

Pour atteindre ses objectifs, le MIDA travaille en coordination avec les autres institutions publiques agricoles et les regroupements de producteurs (Chacón *et al.*, 2019). Parmi ceux-ci on compte l'Institut d'innovation agricole du Panama (*Instituto de Innovación Agropecuaria de Panamá*, [IDIAP]). Les objectifs de l'IDIAP s'articulent autour du renforcement des technologies agricoles pour la compétitivité du secteur agroalimentaire, pour la durabilité et la résilience socio-écologique de l'agriculture et pour la souveraineté alimentaire (IDIAP, 2020). Ainsi, la collaboration entre cet institut gouvernemental et le MIDA permet un transfert de ressources et de technologies aux producteurs. Malgré la mise en place du Pacte national pour le secteur agricole et bien que le secteur soit supporté par plusieurs instances et institutions, l'État n'a établi aucun plan de développement rural global et explicite. Cette absence de direction rurale nationale résulte entre autres en un déficit de politiques publiques qui soutiennent et incitent la production au pays et ainsi en la faiblesse du secteur agricole panaméen (Ríos Vargas, 2018). Le manque de politiques rurales peut engendrer à son tour de l'insécurité alimentaire, un exode rural, une augmentation des crimes urbains, une dés-intensification agricole et une augmentation du chômage en milieux ruraux et urbains (Gravel, 2007).

### 3.4. LES JARDINS FAMILIAUX ET SCOLAIRES COMME STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Les décisions économiques passées du Panama ainsi que sa position géographique semblent maintenir le pays dans son rôle traditionnel d'économie de service basée sur le secteur financier et de plaque tournante du commerce international grâce au Canal. Ainsi, les secteurs de production se détériorent au profit du secteur tertiaire (Castillo, 2003). Face aux disparités territoriales majeures et au manque de soutien du secteur agricole par l'État, la vulnérabilité des communautés rurales croît dangereusement depuis plusieurs années. Les territoires ruraux voient leur population diminuer à chaque année alors que leurs habitants cherchent de

meilleures opportunités de vie et sont attirés par les attraits que la ville leur offre (INEC, 2010a). La province de Chiriquí au Panama est celle qui compte le plus d'habitants vivant de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, de la sylviculture, de la pêche et des activités de services connexes. Les jeunes sont très peu représentés dans les activités d'agriculture et d'élevage, ce qui signifie que la relève n'est pas aux rendez-vous dans le secteur agricole (MIDA, 2014). Les femmes, quant à elles, sont des actrices de plus en plus importantes pour le développement économique des milieux ruraux. En effet, ce sont elles qui, traditionnellement, supportent le poids économique des enfants et le taux de femmes panaméennes actives économiquement est en augmentation depuis les dernières années dans les milieux ruraux (INEC, 2010a).

Face à cette réalité complexe pour les habitants ruraux et particulièrement pour les femmes, il est crucial de se pencher sur les besoins et les attentes des communautés rurales. L'augmentation de la résilience de ces communautés semble nécessaire afin de répondre à la précarité économique et sociale des habitants ruraux. Pour s'y faire, ceux-ci doivent pouvoir jouir d'un niveau de vie suffisant qui leur permette de bien vivre à l'intérieur de leur communauté sans avoir à rejoindre la masse de main-d'œuvre bon marché qui s'exile dans la ville de Panama. Des stratégies de développement et de valorisation des milieux ruraux doivent donc être pensées afin de leur offrir des moyens de subsistance décentes. Les avenues proposées doivent être particulièrement adaptées aux petits producteurs agricoles (deux hectares ou moins), qui représentent plus de 60 pour cent du nombre de producteurs total (MIDA, 2014 : 14), aux femmes, qui jouent souvent le rôle de pilier familial au Panama, et aux jeunes, qui représentent l'avenir des milieux ruraux et qui nécessitent de meilleures opportunités économiques futures (*Idem*). Elles doivent également posséder un fort potentiel de durabilité afin de permettre un développement rural et une amélioration des conditions de vie à long terme.

Les systèmes alimentaires alternatifs tels que les jardins familiaux et scolaires sont une avenue pertinente. Ils peuvent augmenter la résilience des habitants ruraux à travers la création d'un moyen de subsistance durable qui améliore l'accès alimentaire et, par conséquence, la diète et la santé de ceux qui la pratiquent. Bien que la petite agriculture ne

fasse pas partie des préoccupations principales des gouvernements latino-américains, il n'en reste pas moins qu'elle engendre des impacts positifs en favorisant un ancrage au territoire et en diminuant ainsi les flux migratoires de la campagne vers la ville des populations pauvres (Gravel, 2007 ; Grinspun, 2003). Les jardins familiaux peuvent en effet être une source de revenus et ainsi participer à diminuer la précarité financière des habitants ruraux en plus de diversifier la diète. De plus, adopter des moyens permettant de garantir la sécurité alimentaire et la création de moyens de subsistance s'inscrit dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui ont vu le jour lors de la Conférence de Rio sur le développement durable en 2012. Les jardins familiaux et scolaires participent directement aux ODD « faim zéro » et « travail décent et croissance économique », et, dans une moindre mesure, à l'amélioration de la santé et de l'éducation, ainsi qu'à la réduction des inégalités et de la pauvreté (PNUD, 2018).

Une nutrition convenable est une composante essentielle au développement des enfants et à leurs futurs moyens de subsistance puisque la faim limite les capacités intellectuelles et l'activité physique, impactant ainsi négativement l'éducation des jeunes élèves (FAO, 2009). La malnutrition peut donc engendrer le décrochage scolaire et participe globalement à la réduction de la productivité, des revenus et du développement communautaire. Dans ce contexte, le jardin scolaire se présente comme une source de sécurité alimentaire, mais également comme un terrain d'apprentissage multidisciplinaire pour de nombreux acteurs. En effet, il peut jouer un rôle de point de rencontres et de convivialité par la pratique d'activités collaboratives pour toute la communauté scolaire, telles que la culture, la récolte et la cuisine (Armienta Moreno *et al.*, 2019). Il peut ainsi en résulter le développement de meilleures relations communautaires entre le personnel scolaire, les parents, les enfants et les acteurs externes impliqués dans le travail du jardin (Feito, 2011 ; Ozer, 2006 ; Saracostti et Villalobos, 2013).

Les jardins scolaires peuvent également participer à créer des habitudes alimentaires saines à long terme en modifiant par exemple la perception portée aux fruits et légumes et en dépassant le cadre scolaire pour atteindre les familles des élèves (FAO, 2009). En plus de son apport à l'éducation sur les matières scolaires traditionnelles telles que la biologie,

l'écologie et l'environnement (Armienta Moreno *et al.*, 2019), la pratique de l'agriculture en milieu scolaire pourrait sensibiliser les jeunes à l'importance de la ruralité par la valorisation de ses ressources, telles que les sols et les savoir-faire paysans. Les bénéfices directs sur l'alimentation, les fruits concrets de la production ainsi que la fierté qui en découle peuvent aussi participer à éveiller l'intérêt des jeunes pour ce type d'activité et son mode de vie.

## CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE *FAMILIAS UNIDAS*

Dans ce chapitre, les résultats du travail de recherche concernant le programme de jardins familiaux *Familias Unidas* seront détaillés. Tout d'abord, le projet à l'étude sera présenté. Suivra un portrait socio-économique de chaque communauté ciblée et de l'échantillon des participants retenu. Pour terminer, le portrait des systèmes d'alimentation des familles étudiées sera exposé. Les résultats présentés ont été obtenus grâce aux observations faites sur le terrain, aux entrevues avec les participants des jardins familiaux ainsi que celles effectuées avec les acteurs-clés des communautés et du secteur agricole.

### 4.1. DES FAMILLES UNIES PAR LA PETITE AGRICULTURE DE SUBSISTANCE

*Familias Unidas* est un programme panaméen supporté par la Direction du développement rural du MIDA et la Caisse d'épargne, avec la collaboration des familles participantes. Le programme concorde avec la mission de la Direction du développement rural, qui est de « promouvoir et développer des actions qui contribuent à améliorer les conditions de vie de la population rurale, base d'un développement humain durable (traduction libre<sup>6</sup>) » (MIDA, 2021b, site Web). *Familias Unidas* a vu le jour en 2005 et plus de 19 000 familles en ont bénéficié depuis les 15 dernières années (MIDA, 2019, site Web). La couverture du programme est nationale et il est présent dans les 40 districts les plus pauvres du pays. Son objectif principal est de contribuer à la production alimentaire des familles rurales et autochtones vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. Le programme est orienté vers l'unité familiale grâce à l'autoproduction agroécologique pour assurer une alimentation suffisante et nutritive grâce à des aliments sains (*Idem*). Nous verrons cependant dans les pages qui suivent que plusieurs principes agroécologiques semblent mal compris par les porteurs des programmes et ne sont pas respectés. Cette situation sera discutée et critiquée plus amplement dans le chapitre suivant, lors de l'interprétation des données.

---

<sup>6</sup> *Promover y desarrollar acciones que contribuyan a mejorar las condiciones de vida de la población rural, base para un desarrollo humano sostenible.*

Le programme de *Familias Unidas* s'étale sur deux ans, durant lesquels les instances mentionnées précédemment apportent du soutien technique et matériel aux bénéficiaires pour qu'ils puissent développer et entretenir leur propre jardin en milieu familial. Elles s'engagent à fournir les éléments suivants aux participants :

- Des semences;
- Un programme avicole, qui comprend 20 poules et leur nourriture;
- Des outils pour le travail agricole;
- Des intrants biologiques et de synthèse (engrais organiques et azoté, fongicides, fertilisants),
- Un système d'irrigation pour une famille par communauté, et
- Des réunions, démonstrations et formations techniques sur divers aspects de la production agricole et avicole (figure 4) (entrevue avec l'agente du MIDA).

Tout le matériel, les semences et les intrants sont remis durant la première année. Les formations données sont variées et servent principalement à faire connaître les méthodes de production de diverses cultures, préparer et utiliser les engrais, connaître les fertilisants et leur usage adéquat, repérer les difficultés de production, enseigner les méthodes d'irrigation et optimiser la production avicole. Par exemple, durant la première année d'El Higo au projet de *Familias Unidas*, les formations ont été très diversifiées. Une des premières formations offertes a porté sur le repérage des freins à la production de la région, tels que le non-traitement des semences, le manque de main d'œuvre agricole et le prix élevé des fertilisants. Cela permet de commencer à semer en étant préparé aux divers défis qui se présenteront lors du commencement du projet et de pouvoir échanger en groupe sur ces difficultés. Des ateliers participatifs ont également été offerts tels que celui sur les bénéfices des engrais organiques, qui incluait une activité de préparation de compost à partir de déchets alimentaires réalisée en groupe.

**Figure 4 : Démonstrations et formations du MIDA sur le traitement des semences au fongicide (à gauche) et la production avicole (à droite) dans El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Afin de bénéficier du projet, les participants d'une même communauté doivent respecter certaines conditions particulières et avoir un profil familial particulier. Les critères demandés sont les suivants :

- Avoir des ressources limitées, c'est-à-dire être en situation de pauvreté ou de pauvreté extrême;
- Posséder un minimum de 2500 m<sup>2</sup> de terrain;
- Avoir des enfants mineurs inscrits dans un établissement scolaire;
- Ne pas participer à un autre programme de développement du même type, et
- Avoir un minimum de connaissances en agriculture (entrevue avec l'agente du MIDA).

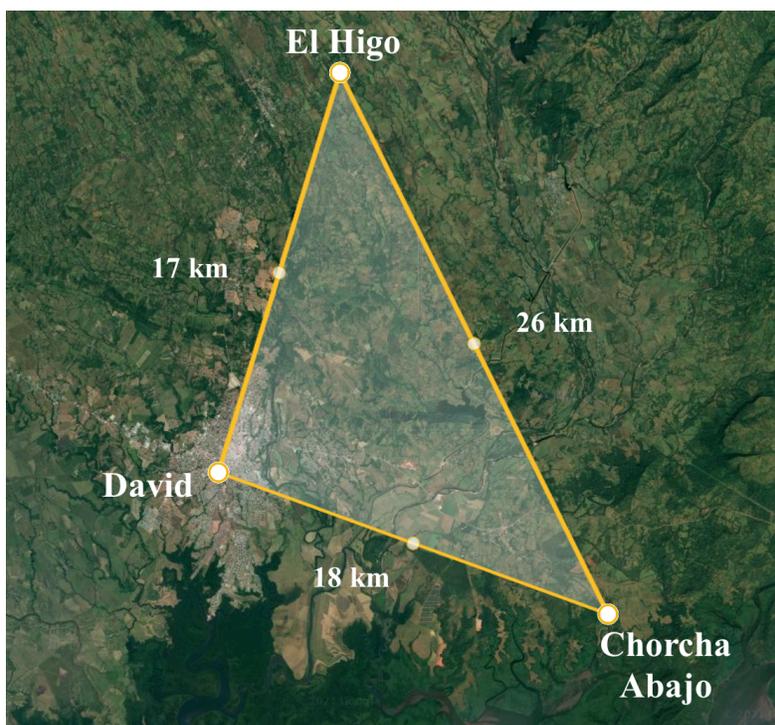
Ces conditions sont mises en place afin de cibler des participants dans le besoin qui pourront tirer avantage le plus possible de l'aide offerte. Une superficie de terrain cultivable est exigée afin que les participants puissent produire une quantité minimale d'aliments et soient en mesure d'utiliser les semences offertes par le MIDA. Les techniciens du MIDA s'assurent également que les bénéficiaires possèdent des connaissances de base sur l'agriculture ou qu'ils aient un minimum d'expérience puisqu'ils offriront par la suite des ateliers techniques plus poussés sur divers aspects de l'agriculture et ils doivent s'assurer que tous les participants puissent suivre ces formations sans causer du retard au reste du groupe dans son apprentissage. Le projet de *Familias Unidas* doit avoir une parcelle démonstrative, soit celle qui servira d'exemple aux participants pour faire les démonstrations des diverses manipulations et activités. C'est aussi l'endroit où se feront la plus grande part des réunions

avec les participants. Normalement, la parcelle démonstrative est celle qui est la mieux entretenue par les participants et elle est choisie par les techniciens du MIDA.

Les communautés où ont lieu les projets de *Familias Unidas* sont choisies à proximité de l'agence d'extension du MIDA par l'agent de vulgarisation agricole de ce ministère. Dans le cadre de ce projet de recherche, les communautés étudiées sont situées à moins de 20 km de l'agence d'extension du MIDA à David (figure 5). Cependant, El Higo reste bien plus difficile d'accès que Chorcha Abajo en raison de ses piètres infrastructures routières. Pour mener cette étude, j'ai travaillé en collaboration avec l'agente de vulgarisation de l'agence d'extension agricole de David, du MIDA, qui est bachelière en administration des affaires agricoles. Elle est la chargée des projets de *Familias Unidas* dans les communautés étudiées. Celle-ci joue un rôle central dans le bon fonctionnement du projet puisqu'elle est la porteuse de projet et représente le principal lien entre le MIDA et la communauté. Lorsqu'elle a été mise en charge du projet de *Familias Unidas* en 2016, elle a été mandatée à reprendre le flambeau avec la communauté de Chorcha Abajo, dont le projet de jardins familiaux était déjà entamé depuis quatre à cinq mois et avait été sous la direction de deux autres agents. Le groupe formé était de 14 personnes provenant de Chorcha Abajo et de 6 de la communauté voisine de Bijagual. Ce sont les participants de Bijagual qui se déplaçaient vers leur communauté voisine afin d'assister aux réunions.

L'agente du MIDA a terminé le projet avec la communauté de Chorcha Abajo, qui s'est échelonné de 2016 à 2017, et elle a ensuite créé un nouveau groupe de *Familias Unidas* de 10 participants dans El Higo. Suite à une recherche préliminaire, elle a choisi cette communauté après avoir tâté le terrain en discutant avec divers habitants et évalué leurs critères d'admissibilité et leur degré d'intérêt pour le projet. Il est important pour elle de se faire un contact sur place qui puisse lui présenter la réalité de la communauté et la mettre en contact avec d'autres possibles participants qui répondent aux conditions exigées. Par exemple, dans le cas d'El Higo, cette personne-clé a été Yariela, dont le profil sera présenté dans les prochaines pages. Cette étude ne prend en compte que la première année de projet d'El Higo, puisque le travail de recherche sur le terrain a été effectué à la fin de l'année 2018, alors que le projet allait bientôt boucler sa première année d'application.

**Figure 5: Distance qui sépare les communautés à l'étude et la ville de David**



Source : Adapté de Google Earth (2021)

Bien que le projet soit le même dans les deux communautés à l'étude, la réalité de ces dernières diffère considérablement selon des facteurs sociaux, économiques, spatiaux ainsi qu'environnementaux, et c'est pourquoi il est important de prendre en compte leur contexte respectif dans les résultats obtenus. Ci-dessous, un bref portrait socio-économique des communautés à l'étude et de leurs habitants a été dressé afin de mettre un visage sur les participants et de mieux comprendre les enjeux auxquels ils font face.

#### 4.2. EL HIGO : UNE COMMUNAUTÉ AGRICOLE ISOLÉE

La communauté d'El Higo a été visitée pour la première fois en août 2018, où plusieurs aller-retours ont été faits durant les mois qui ont suivi, jusqu'en décembre 2018, afin d'assister à des rencontres et des formations entre le MIDA et les bénéficiaires de *Familias Unidas* et du jardin scolaire, de mener des entrevues et de faire de l'observation sur le terrain. Comme le projet de *Familias Unidas* en était à mi-parcours lors de notre séjour, j'ai eu l'opportunité de suivre l'équipe du MIDA à plusieurs reprises sur le terrain dans ses activités et d'y observer

la progression des participants et leur relation avec les techniciens du MIDA. Cette présence périodique échelonnée sur une période longue de cinq mois dans la communauté et ma participation dans certains ateliers donnés ont permis de développer un lien de confiance avec les participants qui se sont habitués à ma présence.

De manière générale, j'ai été très bien reçue par les habitants d'El Higo, qui ont rapidement accepté de prendre part à cette étude lorsque j'ai été introduite par l'agente du MIDA. Tous ont donc accepté de fournir leur numéro de téléphone afin d'être contactés et ils se sont montrés disponibles par la suite pour être interrogés. De plus, dès que les premières entrevues ont été menées et que les participants ont vu en quoi consistaient les questions, ils ont gagné en confiance et ils ont éprouvé une certaine satisfaction du devoir accompli à avoir fait leur part pour cette étude. Certains participants, tel que Yariela, ont d'ailleurs particulièrement apprécié l'entrevue et ont montré beaucoup d'enthousiasme en encourageant leurs collègues à y participer le plus rapidement possible également. Cela a aidé à gagner en crédibilité et à obtenir la participation des bénéficiaires les plus récalcitrants au départ ou ceux ayant un emploi du temps très occupé. L'accueil a également été chaleureux dans l'école d'El Higo, où la directrice et la chargée du jardin scolaire ont tout de suite accepté de planifier un moment dans leur horaire très chargé afin d'être interrogées et de présenter le fonctionnement de leur jardin et ses retombées.

#### **4.2.1. Des paysans modestes qui travaillent la terre**

Afin de brosser un portrait général du mode de vie dans El Higo, sont considérées les informations obtenues grâce aux entrevues effectuées avec les participants des jardins familiaux et avec le représentant du *corregimiento* de Cochea, ainsi qu'aux observations sur le terrain. Les conclusions tirées indiquent que l'habitant moyen d'El Higo est un paysan qui possède un niveau de vie modeste. Il arrive généralement à combler ses besoins de base sans toutefois être assez confortable financièrement pour se procurer des commodités qui nécessitent davantage de ressources telles qu'une voiture ou une maison de meilleure qualité. Dans le *corregimiento* de Cochea, le secteur économique principal est celui de l'agriculture et de l'élevage. Le résident de la communauté d'El Higo s'inscrit dans cette lignée, avec

comme occupation principale l'agriculture de subsistance. On y retrouve entre autres des producteurs de *panela* (du sucre de canne moulu en petits pains), des producteurs bovins et porcins et des producteurs d'œufs de poule. La majorité des résidents vivent de l'agriculture de subsistance ou de rente et peu nombreux sont ceux qui ont un emploi en ville. Selon le représentant du *corregimiento* de Cochea, la plupart des habitants possèdent une parcelle de 800 à 1000 mètres carrés et peu sont ceux qui n'ont aucun moyen d'avoir des cultures. Je présenterai cependant plus bas des difficultés d'accès à la terre partagées par les participants qui viendront s'opposer au jugement tenu par le représentant du *corregimiento* de Cochea et qui permettront entre autres de faire la lumière sur l'enjeu complexe en Amérique latine de la propriété foncière.

Le secteur agricole bien développé d'El Higo pourrait s'expliquer par la qualité générale de ses sols assez élevée pour l'agriculture. Selon le représentant du *corregimiento* de Cochea, la sécurité alimentaire dans El Higo est « bonne » grâce à la grande fertilité de la terre qui permet d'entretenir des cultures productives (*Idem*). Une particularité d'El Higo et qui la distingue des communautés voisines est qu'elle abrite une production d'ananas d'exportation. L'entreprise panaméenne qui gère cette monoculture d'environ 15 hectares est la *Fruit Company* et elle exporte principalement ses produits vers l'Europe. Les ouvriers qui y travaillent sont presque tous sans exception des Autochtones vivant dans El Higo ou provenant de la réserve voisine Ngöbe Buglë. Aucun participant interrogé dans le cadre de cette recherche n'y travaillait au moment où les entretiens ont été menés. Les résidents d'El Higo affirment qu'il s'agit d'un travail physique très exigeant que seuls les Autochtones acceptent d'effectuer.

Il est également ressorti des entretiens tenus avec les participants de *Familias Unidas* que le travail en tant que *jornalero* joue un rôle central dans la région. Le terme français de journalier, désigne normalement un ouvrier agricole qui est payé à la journée. Les *jornaleros* dans le contexte rural panaméen sont généralement des travailleurs occasionnels dont on sollicite les services pour diverses tâches manuelles, agricoles ou non, pour une durée indéterminée. Ce titre implique évidemment une grande part d'instabilité financière puisque les *jornaleros* vivent dans l'incertitude d'être engagés à nouveau à la fin de chaque travail

effectué. Les entrevues avec les participants ont révélé que plusieurs de ces derniers doivent vivre avec cette précarité et faire preuve d'une grande créativité et de résilience afin de s'adapter constamment.

Il faut également mentionner que les deux communautés à l'étude bénéficient de programmes d'aide nationale tout comme le reste du pays. Il s'agit de la bourse universelle (*beca universal*), destinée aux jeunes élèves se maintenant au-dessus de la note de passage scolaire, et du programme d'aide aux aînés, communément appelé « *el 120 a los 65* » (120 \$ à 65 ans), qui offre un montant de 360 \$ à chaque trois mois aux aînés n'ayant pas cotisé à un régime de retraite, ce qui équivaut à 120 \$ par mois (entrevue avec le représentant du *corregimiento* de Cochea). Ces aides, même si elles ne semblent pas représenter de grands montants de prime abord, représentent tout de même des revenus supplémentaires considérables pour les récipiendaires et une source de stabilité financière dans ces communautés où la précarité de l'emploi est sévère. Le phénomène de l'exode rural est également très présent dans El Higo, puisque beaucoup de jeunes ne souhaitent pas vivre de l'agriculture et préfèrent s'exiler afin d'aller travailler en tant que salariés pour de grandes entreprises où ils seront mieux payés. Certains restent à proximité dans la province de Chiriquí, mais d'autres doivent s'éloigner davantage afin de trouver du travail, et émigrent à la capitale. L'attrait de Panama est également fort pour les jeunes qui sont à la poursuite d'une meilleure qualité de vie (enquête de terrain 2018).

#### **4.2.2. Des défis de transport et d'accès aux aliments**

Bien qu'El Higo soit située dans le même district que la capitale de la province, il n'en reste pas moins que sa situation géographique est difficile de par son isolement causé par l'unique route accidentée qui permet de s'y rendre. El Higo n'est située qu'à quelque 21 km de route de la ville de David et à 5 km de Dolega (figure 6), la municipalité la plus proche. Cependant, il ne faut pas moins de 40 minutes en voiture pour se rendre dans la capitale de la province et 20 minutes pour se rendre à Dolega, et cela sans prendre en compte le temps supplémentaire pour les habitants qui vivent dans la partie la plus éloignée d'El Higo ! Bien que le transport en commun soit présent dans la communauté, il est d'une fiabilité déficiente

et les autobus passent à des intervalles longs. La route de mauvaise qualité (figure 7) abîme également les véhicules, ce qui réduit les effectifs et par conséquent la fréquence de passage des autobus.

**Figure 6 : Vue satellite d'El Higo et de Dolega**



Source : Adapté de Google Earth (2021)

Le besoin d'une route asphaltée est urgent puisque le commerce de la production agricole est impacté négativement par les difficultés de transports des produits à l'extérieur de la collectivité. Le piètre état de la route est également la raison pour laquelle les résidents se sont habitués à ne pas se rendre en ville régulièrement. Lors d'une entrevue tenue avec le représentant municipal du *corregimiento* de Cochea, celui-ci a affirmé qu'un projet de route de 10 km dans Cochea a été approuvé et que la nouvelle route se rendra jusqu'à El Higo. Selon lui, une route asphaltée aidera à sortir de la communauté en 15 minutes plutôt que 25. Cependant, la date de début des travaux semble nébuleuse puisque le représentant du *corregimiento* de Cochea se confond dans les délais durant l'entrevue en affirmant d'abord que le projet débutera dans deux mois, puis dans trois à quatre mois, et finalement dans seulement quelques jours. Le manque de clarté par rapport à la date d'entrée de la route dans Cochea pousse à se demander s'il existe réellement une date précise ou si le projet aura réellement lieu. Il sera vu plus bas que les participants de *Familias Unidas* attendent cette route promise depuis plusieurs années et qu'ils n'en ont pas encore vu la couleur jusqu'à maintenant.

**Figure 7 : Plusieurs habitants n'ont pas accès à un transport motorisé et se déplacent à pied, à cheval ou à bicyclette sur la route de terre battue d'El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Bien que plusieurs habitants d'El Higo cultivent une partie de leurs aliments, il n'en reste pas moins rare que leur production comble la totalité de leurs besoins alimentaires. Les habitants ont donc besoin de s'approvisionner dans des supermarchés. Cependant, la médiocrité du réseau de transport affecte l'accessibilité alimentaire pour les résidents puisque l'offre alimentaire dans la communauté est très restreinte. En effet, El Higo compte trois petites épiceries de quartier (*tienditas*) qui n'offrent que quelques denrées sèches telles que du sucre et des biscuits ainsi que des boissons sucrées (figure 8). Pour trouver des aliments frais, il faut donc se rendre à Dolega, où quelques petits marchés offrent une petite sélection de fruits et légumes. Cependant, la plupart des habitants d'El Higo préfèrent se rendre directement à David afin de faire leurs provisions puisque la capitale offre une sélection de produits plus grande et économique.

**Figure 8 : Une petite épicerie de quartier (*tiendita*) dans El Higo, qui offre une maigre sélection de denrées, de produits ménagers et de produits cosmétiques**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

#### **4.2.3. Portrait des participants interrogés d'El Higo**

Un tableau (tableau 4) a été élaboré afin de mettre un visage sur les 10 participants à l'étude, qui sont des bénéficiaires du projet de *Familias Unidas* dans El Higo. Ceux-ci sont identifiés grâce à des noms fictifs afin de préserver leur anonymat et sont présentés selon des critères socio-économiques généraux qui permettent d'établir leur profil familial et de mesurer leur vulnérabilité.

**Tableau 4 : Portrait des participants à l'étude d'El Higo**

Nom fictif	Sexe	Statut civil	Nombre de membres dans le domicile	Tranche d'âge	Lieu d'origine	Niveau d'éducation atteint	Source principale de revenu familial
Antonio	M	Uni civilement	7	35-49	David	Inconnu	<i>Jornalero</i>
Sara	F	Unie civilement	7	18-24	Guayabal	1 <sup>e</sup> année universitaire	Son mari est ouvrier en construction
Mireya	F	Mariée	4	25-34	Gualaca	6 <sup>e</sup> année du secondaire	Son mari travaille comme gardien de sécurité à Panama
Lucía	F	Unie civilement	5	25-34	El Higo	5 <sup>e</sup> année du secondaire	Son mari est <i>jornalero</i>
Elizabeth	F	Mariée	4	35-49	Bijagual	6 <sup>e</sup> année du primaire	Son mari est employé en élevage de bétail
Mónica	F	Unie civilement	5	35-49	El Higo	6 <sup>e</sup> année du secondaire	Enseignante de maternelle et de prématernelle, son mari est ouvrier en construction
Hector	M	Marié	9	35-49	El Higo	5 <sup>e</sup> année du secondaire	Ouvrier en construction
Zoila	F	Séparée	3	35-49	<i>Comarca Ngöbe Buglë</i>	3 <sup>e</sup> année du secondaire	Femme de ménage
Miguel	M	Marié	4	65+	El Higo	4 <sup>e</sup> année du primaire	<i>Jornalero</i> , petit producteur laitier et son épouse vend des produits alimentaires transformés
Yariela	F	Unie civilement	3	25-34	El Higo	6 <sup>e</sup> année du primaire	Employée en entretien ménager et son mari est <i>jornalero</i>

Ce tableau permet de voir que les principaux bénéficiaires (7/10) du projet de *Familias Unidas* dans El Higo sont des femmes et qu'ils sont originaires d'El Higo ou des *corregimientos* alentour. Une seule participante provient d'un territoire autochtone, la

*comarca* Ngöbe Buglë. La prédominance de participants de sexe féminin s'explique de plusieurs façons. Dans le cas étudié, la plupart des femmes interrogées occupent le rôle de femme au foyer, ce qui est typique dans les régions rurales panaméennes. Les femmes ont donc l'opportunité de participer aux ateliers offerts par le MIDA les jours de semaine, ce qui n'est souvent pas le cas pour leur mari qui possède un emploi. La littérature scientifique confirme également cette tendance du genre dans les initiatives d'agriculture communautaire et de subsistance. Les auteurs remarquent effectivement une division sexuelle du travail, alors que les hommes sont dominants dans la grande exploitation maraîchère et que les femmes se vouent à la petite production d'autosubsistance individuelle ou collective (Horvoka, 1998 ; Smit *et al.*, 1996) Cependant, dans le contexte de cette étude, peu importe le sexe de la personne responsable du projet, le travail de la terre est presque toujours effectué en collaboration avec le conjoint et les enfants.

La presque totalité des participants (9/10) déclaraient avoir un conjoint lorsqu'ils ont été interrogés. Il est également possible de remarquer en observant le tableau que la plupart des participants possèdent une famille nombreuse. La moyenne de 5,1 personnes par foyer peut s'expliquer par un taux de natalité considérable de 2,8 enfants par femme dans El Higo (INEC, 2010c, n.s.), ainsi que par la tradition de la cohabitation intergénérationnelle, qui perdure au Panama et tout particulièrement dans les régions rurales. Ainsi, j'ai interrogé des participants qui vivent avec leur conjoint, leurs enfants ainsi que leurs beaux-parents. On retrouve donc parfois jusqu'à trois générations par foyer.

La moyenne d'âge des participants se situe entre 35 et 49 ans, avec près de la totalité (9/10) des participants qui ont moins de 50 ans, presque la moitié (4/10) du total qui ont en bas de 35 ans, et une seule personne âgée de 65 ans et plus. Les participants font donc majoritairement partie de la population d'âge actif et les aînés sont peu présents. Leur niveau d'éducation est plutôt bas, avec moins du tiers des participants (3/10) qui ont complété leurs études secondaires et trois participants qui n'ont fait que l'école primaire au complet ou en partie, ce qui concorde avec la tendance de faible scolarité de la communauté (INEC, 2010b). On observe également que la majorité des ménages (9/10) possède au moins un membre occupant un emploi de travail manuel ou d'occupation irrégulière (*jornalero*), principalement

dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage ainsi que dans la construction. Cela traduit une précarité des moyens de subsistance puisque les participants ont peu de sécurité d'emploi.

#### 4.3. CHORCHA ABAJO : UNE COMMUNAUTÉ DE PÊCHEURS CONNECTÉE A LA VILLE

J'ai été introduite pour la première fois dans la communauté de Chorchá Abajo par l'agente du MIDA en novembre 2018. J'y ai fait plusieurs aller-retours afin d'effectuer de l'observation sur le terrain et de mener les entrevues avec les participants jusqu'en décembre 2018. Bien que le projet de *Familias Unidas* se soit terminé deux ans plus tôt, il n'en restait pas moins que l'agente continuait d'effectuer des tournées dans Chorchá Abajo de manière régulière afin de poursuivre l'approvisionnement et l'accompagnement de l'école de la communauté dans son projet de jardin scolaire. Elle a également gardé contact avec un couple d'anciens participants de *Familias Unidas* avec qui elle continue de collaborer afin de les aider avec leur approvisionnement en semences ou en intrants.

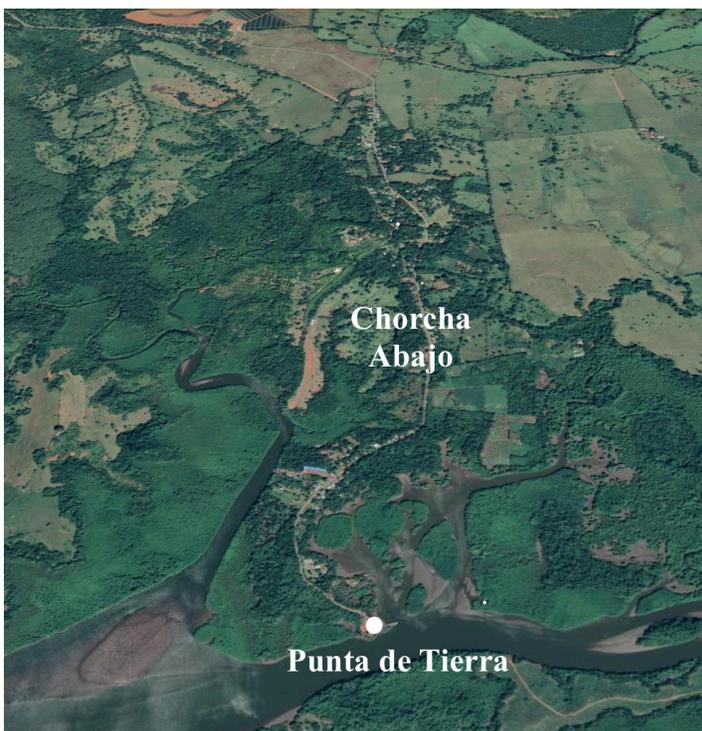
À première vue, si on ne prend pas en compte les spécificités locales des deux communautés à l'étude, on pourrait croire que la communauté de Chorchá Abajo connaît un contexte similaire à celui d'El Higo. En effet, les deux communautés sont rurales, quelque peu éloignées de la ville tout en se situant dans le même district. Elles bénéficient du même climat tropical, donc possèdent les mêmes avantages et difficultés environnementales. De plus, elles bénéficient toutes deux des mêmes programmes d'aide gouvernementale du MIDA dans le cadre des projets de *Familias Unidas* et des jardins scolaires. C'est cette liste d'arguments que j'avais en tête lors de ma première visite à Chorchá Abajo et c'est aussi pourquoi cette communauté a été choisie afin d'y mener cette étude. Je croyais pouvoir bien évaluer les projets du MIDA en les observant dans deux communautés différentes, mais de même environnement et contexte socio-économique. Cependant, la tâche n'est pas si simple et c'est ici que l'analyse géographique prend tout son sens. En effet, bien que les communautés se ressemblent en apparence, dans les faits, elles connaissent des situations assez différenciées et c'est ce qui sera exposé dans les prochains paragraphes.

#### 4.3.1. Une communauté semi-rurale portuaire

Premièrement, la communauté de Chorcha Abajo rencontre des défis similaires à ceux d'El Higo, de par sa ruralité et les difficultés qui en découlent. Les difficultés rencontrées comprennent par exemple l'éloignement par rapport à la ville, les difficultés liées à l'embauche et l'accès à certains services de base tels que la proximité des points de service alimentaires. Cependant, les conditions géographiques de Chorcha Abajo la différencient grandement de celles d'El Higo sur plusieurs points. Tout d'abord, Chorcha Abajo est une communauté portuaire puisque la pointe de son territoire donne sur le Golfe de Chiriquí. C'est pourquoi on retrouve un grand nombre de pêcheurs parmi ses habitants. Ceux-ci représentent environ 85 à 90 pour cent des résidents de Chorcha Abajo selon le représentant municipal du *corregimiento* de Chiriquí. Les activités d'agriculture et d'élevage sont également présentes dans la communauté en moindre importance, représentant 10 pour cent des activités de la population occupée (INEC, 2010b, 2010c, n.s.).

Un autre trait géographique important qui distingue davantage la réalité de Chorcha Abajo de celle d'El Higo est son réseau de transport. La construction en 2017 d'une route asphaltée qui fait toute la longueur de la communauté a été un point tournant pour Chorcha Abajo, puisqu'elle a engendré des retombées sociales et économiques notables qui ont façonné le visage de la communauté. En effet, la route qui se rend jusqu'au petit port à Punta de Tierra, à la pointe sud de la communauté et qui donne sur le Golfe de Chiriquí (figure 9), a permis au tourisme local de se développer dans les dernières années.

**Figure 9: Vue satellite de la communauté de Chorcha Abajo et de Punta de Tierra**



Source : Adapté de Google Earth (2021)

Chaque fin de semaine, des touristes panaméens des alentours et des résidents de la communauté se rendent au petit port de Punta de Tierra, attirés par les kiosques improvisés qui vendent des mets traditionnels à base de poisson et de fruits de mer ainsi que de la bière. Les voitures s'entassent et les automobiles avec des haut-parleurs intégrés projettent une musique locale assourdissante qui met de l'ambiance. Des pêcheurs profitent également de cet engouement pour proposer des tours de bateau pour aller visiter les îles des alentours dans le Golfe de Chiriquí ou observer les baleines (figure 10).

**Figure 10 : Le port de Punta de Tierra, désert durant la semaine (à gauche), déborde de visiteurs le dimanche après-midi (à droite)**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Lors de l'entrevue avec le représentant du *corregimiento* de Chiriquí, ce dernier explique que depuis la construction de la nouvelle voie routière, la qualité du transport en commun s'est grandement améliorée et que le tourisme a augmenté comme jamais auparavant. Le secteur touristique représente aujourd'hui le moyen de subsistance de plusieurs habitants de Chorcha Abajo qui tiennent maintenant des kiosques de nourriture à Punta de Tierra durant la fin de semaine. Ils y aménagent de petits restaurants temporaires et y vendent des repas typiques et des boissons alcoolisées. Même si le tourisme reste principalement local, il y a tout de même de plus en plus de gens qui se déplacent depuis l'extérieur du *corregimiento* de Chiriquí afin de profiter de l'ambiance et des services offerts à Punta de Tierra, alors que le tourisme s'effectuait autrefois principalement à Boca Chica et Dolega, deux *corregimientos* situés dans des districts voisins. Le premier, à l'est du district de David, donne sur le Golfe de Chiriquí et ses îles, et le deuxième, plus au nord, mène vers les hautes terres. La communauté de Chorcha Abajo restait cependant en retrait des circuits touristiques, car peu de gens osaient s'y aventurer en raison du mauvais état de la route. La récente voie routière permet également à la portion d'habitants détenant un emploi en ville de se déplacer à David plus aisément. En effet, la proximité de Chorcha Abajo avec la capitale offre davantage d'opportunités d'emploi aux habitants qui peuvent se rendre à David en 20 minutes et qui ont accès à un transport en commun fiable et régulier depuis l'amélioration des infrastructures routières.

#### **4.3.2. Des habitudes de consommation alimentaire modernes**

Les besoins en commerces alimentaires des habitants de Chorcha Abajo restent importants puisque selon le représentant du *corregimiento* de Chiriquí, la majorité de ceux-ci ne produit pas ce qu'elle consomme. Selon lui, les gens qui possèdent des parcelles de terre cultivent quelques produits en quantité insuffisante pour subvenir à leurs besoins. La coutume traditionnelle de semer suffisamment de produits de base tels que le riz afin de jouir d'une certaine autonomie alimentaire s'est perdue au fil du temps et a laissé place au mode de consommation moderne basé sur la simplicité d'accès aux aliments grâce aux supermarchés. Cependant, l'offre alimentaire dans Chorcha Abajo est déficiente et il faut sortir de la communauté afin de pouvoir se procurer des aliments frais tels que des fruits et légumes ainsi que de la viande. Même si de petits marchés offrent des produits frais dans la communauté voisine, la plupart des résidents se rendent dans la ville de David afin de faire leurs courses à des prix plus avantageux et pour avoir accès à une meilleure diversité.

#### **4.3.3. Portraits des participants interrogés de Chorcha Abajo**

À la page suivante se trouve la liste des participants à l'étude dans Chorcha Abajo (tableau 5), soit 10 bénéficiaires sur 20 du projet de *Familias Unidas* de la communauté. Tout comme ceux d'El Higo, ils sont identifiés par des noms fictifs afin de préserver leur anonymat et sont présentés selon les mêmes critères socio-économiques.

**Tableau 5 : Portrait des participants à l'étude de Chorcha Abajo**

Nom fictif	Sexe	Statut civil	Nombre de membres dans le domicile	Tranche d'âge	Lieu d'origine	Niveau d'éducation atteint	Source principale de revenu familial
Alberto	M	Uni civilement	3	65+	Chorcha Abajo	5 <sup>e</sup> année du primaire	Pension de retraite
Gloria	F	Mariée	3	35-49	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du secondaire	Pension de retraite du mari
Francisco	M	Marié	3	50-64	Chorcha Abajo	3 <sup>e</sup> année du secondaire	Pêche
Oscar	M	Marié	6	35-49	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du primaire	Petite production ligneuse et vente d'alcool au port de Punta de Tierra
Anastasio	M	Uni civilement	3	35-49	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du primaire	Pension de sécurité sociale pour un handicap de la vue
Alba	F	Veuve	6	65+	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du primaire	Pension de sécurité sociale
Carolina	F	Unie civilement	4	25-34	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du secondaire	Le conjoint est chauffeur
Diana	F	Célibataire	1	65+	El Valle	Inconnu	Le fils est pêcheur
Eridenia	F	Unie civilement	2	35-49	Chorcha Abajo	6 <sup>e</sup> année du primaire	Le conjoint est producteur agricole
Lourdes	F	Mariée	2	65+	Chorcha Abajo	2 <sup>e</sup> année du secondaire	Pension du conjoint

Dans Chorcha Abajo, les participants interrogés sont majoritairement des femmes (6/10) et des personnes originaires directement de Chorcha Abajo (9/10). Le nombre de membres par foyer est plutôt bas, avec une moyenne de 3,3 personnes et un nombre important de familles composées de 3 membres ou moins (7/10). Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que les participants sont plutôt âgés, si on les compare à ceux d'El Higo, et ont donc moins d'enfants demeurant à la maison. En effet, les familles sont moins jeunes et un seul participant est âgé de moins de 35 ans. Les personnes âgées, qui vivent parfois seules ou avec un conjoint, sont également plus représentées dans Chorcha Abajo (4/10) que dans El Higo. La moyenne d'âge

de l'échantillon des participants interrogés n'est toutefois pas représentative de celle de la communauté, de 29 ans (INEC, 2010c, n.s.). Même si les familles sont petites, les participants ont majoritairement déclaré avoir un conjoint (8/10). Leur niveau d'éducation est bas, avec seulement 2 participants sur 10 ayant terminé leurs études secondaires et la moitié qui n'ont pas dépassé le niveau du primaire. Cette tendance concorde avec le faible taux de scolarité de la communauté. Les emplois dans la communauté sont basés principalement sur la pêche, ce qui est reflété par la source de revenus de certains participants (2/10). Un autre secteur économique d'importance croissante dans la communauté, qui est le tourisme, est également illustré par un participant qui profite de l'afflux de touristes la fin de semaine à Punta de Tierra pour revendre des bières à l'unité, achetées en packs, afin d'en tirer des profits. Cependant, l'échantillonnage des participants n'est pas tout à fait représentatif des secteurs économiques d'importance dans la communauté puisque la moitié des participants à l'étude tirent leurs revenus d'une pension de retraite, d'aide sociale pour les personnes âgées ou pour un handicap. Cependant, il illustre bien la part importante (61 pour cent) de la population inactive économiquement à Chorcha Abajo (INEC, 2010b, 2010c, n.s.).

#### 4.4. PORTRAIT DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION DES FAMILLES

La plupart des participants avaient déjà l'habitude de faire de la petite agriculture de subsistance avant leur participation au projet de *Familias Unidas*. Seuls deux participants sur 20 ne possédaient pas de parcelles en production avant l'instauration du projet. Les parcelles agricoles des participants sont généralement situées sur le terrain de leur domicile ou sur une parcelle prêtée ou dont ils sont les propriétaires à proximité de leur maison. Un seul participant sur 20 a une parcelle située en dehors de sa communauté.

##### 4.4.1. Une production économique ancrée dans les traditions alimentaires

Même s'ils avaient déjà l'habitude de travailler la terre avant l'instauration du projet gouvernemental, les participants à l'étude possédaient peu de diversité de cultures et travaillaient la terre de façon spontanée et plutôt désorganisée, selon leurs envies et ressources du moment. Leurs principales cultures étaient des aliments de la diète

traditionnelle panaméenne tels que les bananes plantains, le manioc et les haricots. La coutume de s'échanger des semences entre voisins ou membres de la famille est chose courante dans les communautés rurales et certains participants pouvaient obtenir un nouveau légume à cultiver de temps en temps. La plupart de l'agriculture se faisait sans intrants externes, puisque peu sont ceux qui ont accès à des fertilisants, pesticides ou engrais de synthèse. Cependant, certaines personnes œuvrant dans le secteur de l'agriculture ou ayant un contact avec un agriculteur arrivaient parfois à se procurer certains intrants afin de traiter des problèmes tels que des épidémies ou un manque de fertilité du sol, cette dernière difficulté ayant été observée dans Chorchá Abajo. Bien que certains aient conscience des impacts négatifs de la surexploitation des sols et de l'usage excessif d'intrants, la perception des participants reste néanmoins ancrée dans la stratégie d'usage de fertilisants pour l'amélioration des sols.

La plupart des participants ont également dans leur cour arrière divers arbres et plantes à fruits qui complètent leur alimentation. Les fruits que l'on retrouve le plus couramment sont les avocats, les bananes, les citrons, les oranges, les goyaves, les mandarines, les mangues, les ramboutans, les ananas, le corossol, le *nance* (fruit du *Byrsonima crassifolia*) et les noix de coco. Bien que les participants bénéficient d'un climat permettant une bonne diversité dans les cultures des fruits et une production à l'année longue, ces aliments ne tiennent pas une place très importante dans la diète de la plupart des participants interrogés. En effet, lorsqu'ils sont interrogés sur leurs cultures, ils omettent souvent de mentionner leur production de fruits et ne semblent pas les considérer comme faisant partie intégrante de leur diète, contrairement à la production maraîchère ou à l'élevage. Par exemple, un seul participant sur 20 a affirmé préférer la culture pérenne d'arbres fruitiers, dont il possède des dizaines, aux cultures annuelles de légumes. Il considère ses arbres fruitiers comme offrant une meilleure durabilité puisque sa descendance héritera de ses terres et ses arbres matures.

D'autres types de culture viennent compléter l'alimentation des participants ou sont transformés pour la vente. Par exemple, les fines herbes telles que la coriandre, qui est au cœur de la diète panaméenne, et l'origan, sont utilisées pour assaisonner les viandes et les soupes. Il en va de même pour les *ajís*, une sorte de piment de type chili fort apprécié pour

relever le goût des plats dans la cuisine locale. La culture de la canne à sucre est également présente dans les communautés à l'étude et pratiquée par quelques participants interrogés. Celle-ci est généralement destinée à la production de *raspadura* ou *panela*, un pain fait de jus de canne à sucre cuit à haute température.

En ce qui concerne l'élevage, tout comme pour l'agriculture, on observe qu'une grande part des participants pratique un petit élevage irrégulier de certaines bêtes telles que des poules, des porcs et des vaches. L'élevage le plus commun reste néanmoins sans aucun doute la production avicole, les participants possédant souvent des *gallinas de patio*, c'est-à-dire des poules en liberté qui demeurent sur leur terrain et aux alentours et qui se nourrissent essentiellement d'insectes, de plantes et de restes alimentaires des propriétaires. Il s'agit donc d'un élevage très économique puisqu'il ne nécessite aucun investissement mis à part l'achat de l'animal. Ce type d'élevage est très prisé au Panama et les paysans raffolent du goût des *gallinas de patio*, qui sont souvent cuisinées en soupes, élément important de la diète traditionnelle.

Pour ce qui est de la production porcine et bovine, elles sont moins accessibles physiquement et financièrement puisqu'elles nécessitent des infrastructures plus importantes, une alimentation spécifique pour les bêtes ainsi qu'un investissement de départ plus important. Ces types d'élevage n'étaient donc pratiqués que par quelques participants lors de notre séjour sur le terrain, et une seule personne détenait des vaches pour la production de lait et de fromage pour l'autoconsommation et la vente. La production en agriculture et en élevage des participants n'est toutefois pas suffisante pour subvenir aux besoins de leur famille et ces derniers ont principalement recours aux circuits alimentaires conventionnels pour s'alimenter, soit les marchés alimentaires de quartier et les épiceries à grande surface dans la capitale de David. La plupart des participants sortent de leur communauté environ une fois par quinzaine pour se rendre dans la capitale afin de faire leurs achats alimentaires et d'autres courses au besoin. Même s'il existe quelques marchés qui offrent des produits frais dans les communautés voisines (figure 11), il n'en reste pas moins que les épiceries à grande surface de David offrent des prix plus avantageux et une diversité qui attirent la plupart des participants, créant ainsi une demande pour les produits de l'extérieur.

**Figure 11 : Un marché et son offre alimentaire à Dolega, près d'El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

#### **4.4.2. Une amélioration de la production à travers *Familias Unidas***

Dépendamment des habitudes de production de base des participants et des ressources à leur portée, leur pratique de petite agriculture est légèrement ou grandement modifiée avec l'implantation du projet de *Familias Unidas*. En effet, en plus des participants qui ne possédaient pas de terre en production avant leur participation au programme, ceux qui ne semaient que quelques variétés de cultures ont pu améliorer la diversité de leur production puisque l'équipe du MIDA leur a fourni de nouvelles semences, souvent hybrides et transférées par l'IDIAP, institut d'innovation agricole qui participe entre autres au transfert de connaissances et de technologies agricoles. Cela a permis de répondre au manque d'accès physique à certains types de semences telles que celles de tomates, d'aubergines, de concombre, de courges, de fèves et de diverses variétés de haricots. Ces aliments sont souvent appréciés par les participants, mais ne font pas partie intégrante de leur diète puisqu'ils sont rarement accessibles à proximité de leur communauté à moins de les cultiver soi-même.

Les familles participantes ont également affirmé avoir pu améliorer leur production agricole en quantité puisqu'ils ont reçu de la part du MIDA un nombre de semences élevé, que certains n'ont même pas assez de superficie de terre pour tout semer, et qu'ils peuvent donc conserver pour semer plus tard. Un élément important qui joue aussi en faveur d'une production supérieure en quantité est le suivi rigoureux que l'équipe du MIDA effectue auprès des

participants du programme et de leur culture. Les visites hebdomadaires de l'agente du MIDA dans les communautés et les ateliers donnés par différents experts sur divers aspects de l'agronomie et de l'élevage avicole encouragent les participants à rester à jour avec les protocoles et les calendriers de production suggérés et donnent un rythme à suivre au groupe. Ces divers éléments ont pour conséquence d'améliorer les rendements agricoles des participants durant la durée du projet.

Enfin, les participants ont également affirmé voir leurs cultures gagner en qualité puisque des outils et intrants facilitant la production qui étaient physiquement ou financièrement peu accessibles pour certains sont fournis par le MIDA. Cela est le cas par exemple pour l'engrais que les participants ont reçu en quantité importante et les produits permettant de traiter les semences. La préparation de compost en groupe a aussi permis aux participants d'apprendre à créer leur propre engrais à moindre coût. Les ateliers d'apprentissage ainsi que tous les dons du MIDA permettent donc aux participants de faire des économies durant les deux ans de participation au programme et d'avoir accès à de meilleurs outils de travail.

## CHAPITRE 5 : ANALYSE DES RÉSULTATS DE *FAMILIAS UNIDAS*

Dans cette section, les résultats obtenus en lien avec le programme de jardins familiaux *Familias Unidas* seront analysés selon les thèmes d'analyse émergents. Ceux-ci se divisent en deux grandes catégories, soit l'apport des jardins familiaux à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, et la capacité de durabilité du projet. Ces thèmes seront exposés à l'aide de vignettes présentant le cas de quatre participants interrogés ainsi que de *verbatim* tiré d'entrevues avec des participants et l'agente du MIDA.

### 5.1. L'APPORT DES JARDINS A LA SÉCURITE ALIMENTAIRE ET AUX MOYENS DE SUBSISTANCE

Les jardins familiaux du programme de *Familias Unidas* s'avèrent être des sources d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les deux communautés à l'étude. Près de la moitié (9/20) des participants ont mentionné souffrir de carences alimentaires avant leur participation au projet et la totalité des participants ont affirmé que l'alimentation de leur famille s'est améliorée durant leur participation au projet. Dans cette section, des vignettes des résultats obtenus sur la perception de la sécurité alimentaire auprès des participants seront présentées afin d'illustrer les caractéristiques et tendances dominantes dans les communautés à l'étude.

#### 5.1.1. Pallier l'insécurité financière avec l'agriculture de subsistance : le cas d'Hector d'El Higo

Les difficultés d'alimentation relevées chez les participants sont parfois liées à l'accès économique aux aliments. Les participants ayant connu des carences affirment que sans leur jardin, ils doivent parfois se limiter dans leurs achats alimentaires à cause du manque de ressources économiques qui sont très souvent en lien avec la précarité de l'emploi autant dans El Higo que dans Chorchá Abajo. Beaucoup de participants n'ayant pas d'emploi permanent, les revenus familiaux fluctuent selon leur capacité à se trouver du travail et la quantité

d'aliments qui se retrouvent sur la table varie en conséquence. C'est le cas de Hector, un participant d'El Higo.

Hector a sept enfants et il a passé toute sa vie dans El Higo. Il y vit avec sa femme et ses enfants dans une petite maison dont sa mère est la propriétaire, sur un terrain partagé avec sa sœur qui habite dans une maison adjacente (figure 12). Je n'ai pas eu beaucoup l'occasion de le côtoyer avant mon entrevue avec lui puisqu'il est souvent absent lors des ateliers donnés par le MIDA. L'agente responsable du projet de *Familias Unidas* a expliqué qu'elle n'exige pas sa présence lors de ces activités normalement obligatoires puisque Hector travaille comme journalier et décroche de petits contrats en construction qui rendent son emploi du temps imprévisible et qu'elle ne veut pas interférer avec sa source de revenus. C'est qu'Hector avait il y a quelques années, avant d'être remercié, un poste permanent dans une centrale hydroélectrique de la région qui lui permettait de tirer des revenus fixes et suffisants. Cela n'est malheureusement plus le cas avec les petits salaires qu'il arrive à cumuler comme journalier. L'agente du MIDA a décrit Hector comme le participant connaissant le plus de précarité, avec de nombreuses bouches à nourrir et des ressources limitées. Je suis donc allée à la rencontre de ce participant afin qu'il me partage sa propre version de sa réalité.

Lorsque je me rends chez Hector pour l'interroger, je suis accueillie par une marée de jeunes enfants, qui sont ceux de Hector et de sa sœur voisine. J'arrive en retard pour le rendez-vous fixé, car je me suis trompée de chemin pour me rendre à sa demeure située dans une portion éloignée d'El Higo, sur un chemin de terre très accidenté. Visiblement non habitués à voir des personnes de l'étranger, les enfants me fixent d'un regard gêné en attendant qu'Hector revienne de sa parcelle où il est reparti travailler en pensant que notre rencontre serait annulée suite à mon retard. Tous les pieds nus et certains recouverts de piqûres d'insectes, les enfants s'amuse sur le terrain de terre battue devant leur demeure, où des déchets jonchent le sol aux côtés de jouets d'enfants. À son arrivée, Hector explique qu'il a l'habitude des grandes familles puisqu'il a lui-même neuf frères et sœurs.

**Figure 12 : Maison dans laquelle vivent Hector, sa femme et leurs sept enfants**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Hector a travaillé durant un an comme aide technique pour le jardin scolaire de l'école d'El Higo. Il avait été engagé par le Conseil communautaire du *corregimiento* de Cochea et c'est dans le cadre de cet emploi qu'il a rencontré l'agente du MIDA qui lui a fait connaître le projet de *Familias Unidas*. Son contrat avec le Conseil communautaire n'a toutefois pas été renouvelé l'année suivante. Étant tout de même satisfait des résultats obtenus à l'école avec des cultures qu'il n'avait pas l'habitude de semer, il s'est laissé convaincre de participer à la version du projet pour les familles. Hector cultive une parcelle prêtée par un voisin, située à une vingtaine de minutes à pied de sa maison. Après notre entrevue, nous nous y rendons à pied, seul moyen d'y accéder à moins d'avoir accès à un cheval. Depuis qu'il est jeune, Hector a toujours aimé cultiver la terre. Cependant, les cultures du participant se limitaient autrefois à la production de riz et de maïs.

Depuis qu'il participe à *Familias Unidas*, il cultive également du manioc, divers types de haricots, des bananes plantains, du concombre, des fèves et du malanga, qui servent principalement à l'autosubsistance de sa famille. Il arrive cependant à vendre des portions de certaines productions qui sont cultivées en plus grandes quantités telles que le maïs et les haricots. Il tire également des revenus de la transformation de ses cultures de maïs en *tamales*, un plat traditionnel fait à base de maïs pilé et de *gallinas de patio*, cuit dans des feuilles de bananier, qu'il vend dans la communauté. Sa participation à *Familias Unidas* lui a donc

permis d'obtenir de nouvelles variétés de semences afin de varier ses cultures et la diète de sa famille. Il a maintenant plus de diversité alimentaire et il n'a plus besoin d'acheter certains produits tels que le maïs, le manioc et les haricots, en plus d'avoir assez de maïs pour nourrir ses poules. Cela lui a permis de contrer certaines carences alimentaires dont sa famille souffrait puisque ses moyens financiers ne sont pas toujours au rendez-vous et qu'il doit parfois réduire les achats. Maintenant, il arrive à faire des économies avec son jardin qui lui permettent par exemple d'acheter des vêtements ou des chaussures à ses enfants. Le jardin représente donc pour lui une source de sécurité alimentaire puisque sa famille peut s'y approvisionner et qu'il a le temps nécessaire à lui dédier pendant qu'il ne possède pas un emploi permanent.

Hector reste cependant réaliste en affirmant qu'il sera difficile de s'occuper de son jardin lorsqu'il décrochera un emploi, ce à quoi il aspire. Il espère pouvoir continuer le projet suite au retrait du MIDA si son emploi du temps le lui permet, malgré qu'il aimerait recevoir davantage d'aide du ministère dans l'accès aux intrants. En effet, il affirme qu'il est facile de se procurer des semences et d'avoir accès à de nouvelles variétés de cultures dans la communauté, mais que ce sont les intrants qui sont inaccessibles économiquement. Le MIDA rend accessibles certains produits comme des insecticides pour la fumigation, mais certaines épidémies exigent des intrants spécifiques qui ne sont pas fournis comme c'est le cas pour la *arriera (atta)*, une fourmi champignoniste qui attaque les feuilles de beaucoup de plantes au Panama et qui fait des ravages considérables aux cultures.

**Figure 13 : Les feuilles d'un plant d'haricots de Hector attaquées par la *arriera***



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

### **5.1.2. Une diète diversifiée et un accès à de nouveaux aliments : le cas de Yariela d'El Higo**

L'accès physique à des aliments diversifiés est un enjeu que rencontrent plusieurs participants, tout particulièrement dans El Higo. En effet, dans cette communauté, les défis d'approvisionnement alimentaire sont aggravés par le réseau de transport déficient dû au mauvais état des infrastructures routières qui rend les déplacements longs et ardues vers les épiceries de David. Les participants me confient qu'il n'est pas rare que les heures de passage déjà limitées pour entrer ou sortir d'El Higo soient réduites considérablement, car un minibus sur les trois qui desservent la communauté n'est plus en fonction puisqu'il s'est abîmé à cause de la route accidentée. Les jardins familiaux permettent donc de pallier cette difficulté en offrant une autonomie alimentaire pour certains produits et une meilleure résilience pour faire face aux problèmes engendrés par les problèmes de transport. Ils permettent également d'avoir accès à des aliments qui sont difficiles à se procurer dans les petites communautés rurales comme El Higo. Par exemple, la participante Yariela a grandement augmenté sa diversité d'alimentaire et elle a inclus des aliments dans la diète de sa famille qu'elle pouvait difficilement se procurer auparavant.

Yariela est une femme d'une trentaine d'années qui vit avec son conjoint et sa fille adolescente souffrant d'une déficience intellectuelle (figure 14). Son conjoint travaille comme journalier et Yariela travaille pour l'école d'El Higo comme concierge, accompagnée de sa fille qu'elle ne laisse jamais seule. Elle a été le contact de l'agente du MIDA dans El Higo afin de faciliter le recrutement des participants pour le projet. En effet, comme elle travaille à l'école, elle côtoie les enfants et leurs parents et elle connaît donc bien la plupart des résidents de la communauté. Elle a également joué un rôle important de facilitatrice pour le recrutement des participants grâce à la technique boule de neige. En effet, comme elle a apprécié l'entrevue menée auprès d'elle, elle n'a pas hésité à passer le mot aux plus récalcitrants qui se montraient difficilement disponibles, ce qui a rendu la tâche de recrutement plus aisée. C'est également la participante qui détient le jardin de démonstration, où les participants se réunissent à l'occasion avec le MIDA pour recevoir des formations et mettre en pratique les enseignements du ministère.

**Figure 14 : La participante Yariela devant sa maison où elle a été interrogée**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Yariela utilisait déjà une terre près de sa maison dont son conjoint est le propriétaire pour pratiquer une petite agriculture de subsistance. Cependant, avec la venue du MIDA, elle a grandement amélioré sa diversité de cultures puisqu'elle ne possédait auparavant que quelques plants de manioc. Depuis sa participation à *Familias Unidas*, elle a cultivé du maïs, des haricots, du manioc, du concombre, des fèves, des bananes plantains, du riz, des piments,

de la coriandre, des courges et des oignons. Yariela me fait faire le tour de sa parcelle avec beaucoup d'enthousiasme, visiblement très fière de posséder le jardin de démonstration et de l'entretenir de manière impeccable selon les attentes de l'équipe du MIDA. Son conjoint et elle se relaient dans les tâches à y effectuer. Leurs cultures sont destinées principalement à la consommation familiale, mais Yariela en vend une partie en plus de faire de la transformation pour la vente de *tamales* et de *bollos*, un petit pain de maïs bouilli en forme de cylindre, et d'utiliser une partie de ses récoltes de maïs pour nourrir ses poules. Sa participation au projet lui a donc permis d'obtenir un meilleur accès à des aliments de qualité, d'économiser sur ses achats alimentaires et d'accroître la diversité de sa diète puisqu'elle cultive de nouveaux aliments qu'elle ne consommait pas autrefois tel que le concombre. En plus de l'agriculture et de la production avicole dans le cadre du projet de *Familias Unidas*, Yariela possède un petit élevage de porcs que sa famille consomme et dont elle tire des revenus. Lorsqu'elle est questionnée sur les améliorations qui pourraient être apportées au projet, Yariela affirme que le projet lui semble déjà très bien et qu'elle n'y apporterait pas de modifications. Elle avoue tout de même rencontrer quelques déceptions de production comme les concombres et les piments qui n'ont pas des rendements suffisants, ce qui pourrait être lié à un problème de pollinisation, vu la nature de ces cultures. Elle a tout de même la ferme intention de poursuivre le travail d'agriculture suite au retrait du MIDA.

### **5.1.3. Un accès permanent à des aliments frais : le cas d'Eridenia de Chorcha Abajo**

La proximité des aliments est un avantage des jardins familiaux que plusieurs participants ont mentionné durant les entrevues. En effet, la petite agriculture de subsistance permet un accès permanent à des aliments de qualité. Même sans posséder une grande diversité de cultures, faire pousser dans son jardin quelques aliments de base est appréciable et fait une différence lorsqu'il est temps de cuisiner. C'est le cas pour la participante Eridenia, qui n'avait que trois cultures dans son jardin lorsqu'elle a été interrogée, soit du manioc, des bananes plantains et de la coriandre. Eridenia vit seule avec son conjoint dans la maison de ce dernier dans Chorcha Abajo. Son conjoint travaille comme agriculteur dans des plantations d'ananas dans une communauté voisine et il aide à entretenir le jardin familial. Elle possédait

déjà un jardin avant sa participation au projet sur une parcelle qui appartient à son frère, mais elle a décidé de se joindre à *Familias Unidas* afin de parfaire ses connaissances en agriculture. Lors de sa participation au projet, elle possédait des haricots en plus du manioc, des bananes plantains et de la coriandre qu'elle continue à cultiver aujourd'hui. Après le retrait du MIDA sur le terrain, elle n'a pas continué sa production agricole de manière assidue puisqu'elle a perdu la motivation lorsqu'elle s'est retrouvée à devoir travailler seule sans l'accompagnement du MIDA et de ses confrères de *Familias Unidas*. Les quantités qu'elle récolte aujourd'hui sont donc très faibles et ne servent qu'à la subsistance alimentaire de sa famille. Elle poursuit toutefois son élevage de poules de chair. Même si la diversité et la quantité ne sont pas au rendez-vous dans ses cultures, Eridenia considère qu'elle tire des bénéfices considérables des aliments traditionnels qu'elle cultive et qui sont la base de bien des plats panaméens. Elle explique par exemple qu'au moment de préparer une soupe, il lui est possible de s'approvisionner en manioc dans son jardin. Elle enchaîne ensuite en énumérant les bénéfices d'avoir des bananiers de plantains à proximité, qui lui permettent de préparer des petits déjeuners à base de *patacones*, des tranches de bananes plantains écrasées et frites :

**Eridenia** : Les bananes plantains... Tu vas couper un régime et tu as des bananes pour frire, préparer le petit déjeuner à l'heure que tu souhaites, frire des *patacones*.

**Enquêteuse** : Je suppose que cela permet également d'avoir moins d'achats à faire? On peut acheter moins parce que ça pousse [dans le jardin].

**Eridenia** : Oui parce qu'ici, je dis toujours à mon conjoint qu'ici, nous n'achetons pas de bananes plantains, non. Regarde, ici il y a un régime coupé là. C'est rare qu'ici il n'y ait pas de bananes plantains. Des fois elles mûrissent alors je les donne [...] Nous ici nous n'achetons pas de bananes plantains. Ouf ! C'est rare qu'on en achète (traduction libre)<sup>7</sup> !

---

<sup>7</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Eridenia :

*Plátano... va y corta una plátana y ya tiene para freír, hacer desayuno a la hora que quiera, freír patacones. ¿Supongo que también permite comprar menos? Uno puede comprar menos porque crece acá. Sí porque aquí siempre le digo a mi señor, aquí no compramos plátanos, no. Ve aquí está plátana cortada de allí. Eso es raro que aquí no hay una plátana. A veces se maduran, yo los regalo. De aquí mismo así. Que él siembra allí na más hay que... Allí se maduran las plátanas. Nosotros aquí no compramos plátanos. ¡Uuuuh! ¡Es raro que se compre plátanos!*

**Figure 15 : Préparation d'un déjeuner de *patacones*, faits à partir de bananes plantains, aliment central de la diète panaméenne**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Eridenia rencontre tout de même certains obstacles dans ses activités agricoles tels que le manque de superficie de terre, les dommages causés par les insectes et le manque d'accès à des semences maintenant que le MIDA ne lui en fournit plus.

#### **5.1.4. La transformation d'aliments comme complément de revenu : le cas d'Antonio d'El Higo**

La contribution des jardins familiaux aux moyens de subsistance passe principalement par l'apport à la diète, qui est considérable. Les participants à l'étude affirment voir leurs dépenses diminuer considérablement dans des sources alimentaires externes telles que les épiceries locales ou dans la ville de David et la proximité avec une terre en production leur permet de toujours avoir des aliments de base à cuisiner à moindre coût. Cependant, la contribution du projet de *Familias Unidas* aux moyens de subsistance en termes de création de travail rémunéré est faible. En effet, aucun participant ne peut vivre de son jardin familial comme moyen de subsistance, et tous sont dépendants d'un emploi, d'une pension ou d'un revenu d'aide sociale pour subvenir à leurs besoins. En effet, la production des participants n'est pas assez considérable pour leur permettre de retirer des profits significatifs grâce à la vente de produits primaires ou transformés. Beaucoup de participants affirment vendre une partie de leur production brute ou transformée, mais la majeure partie des cultures sert à

alimenter la famille ou des proches. Les participants sont conscients des limites de leurs ressources de production et la plupart d'entre eux se sentent donc satisfaits de leurs récoltes. Le désir de rentabilisation économique de leurs cultures ainsi que l'esprit entrepreneurial ne semblent pas habiter les participants qui font de la transformation d'aliments à petite échelle dans un contexte familial. C'est le cas d'Antonio qui transforme la canne à sucre.

Antonio est un homme dans la quarantaine qui provient de la ville de David, mais qui habite à El Higo depuis 18 ans. Il travaille comme journalier en effectuant des travaux dans le domaine de l'élevage et de la construction et il s'occupe de ses cultures dans ses temps libres. Il partage une maison où trois générations cohabitent. Leur famille intergénérationnelle est composée d'Antonio, de sa conjointe, de ses deux fils et de leurs femmes respectives ainsi que de son petit-fils de sept ans. Antonio est le propriétaire de la maison où il habite, mais la terre qu'il utilise pour ses cultures est située en dehors de la communauté d'El Higo, dans les terres profondes et éloignées de Cochea Abajo. Autrefois, Antonio cultivait la terre d'une de ses nièces à proximité de sa demeure, mais maintenant qu'elle a décidé de récupérer sa parcelle, celui-ci n'a eu d'autre choix que d'utiliser la terre de son père pour ses cultures. Il y sème des haricots, du maïs, du riz, des bananes plantains, du manioc, des fèves, de la canne à sucre, des avocats, des noix de coco et des bananes. Pour se rendre sur sa parcelle, il faut s'enfoncer dans l'intérieur des terres de Cochea Abajo sur une route extrêmement accidentée et compter 30 minutes en camionnette à partir d'El Higo.

Lors de l'entrevue avec Antonio, je lui ai demandé s'il était possible de se rendre sur sa parcelle pour prendre des photos, mais celui-ci m'a expliqué qu'il n'est pas possible de s'y rendre avec une voiture de ville vu l'état de la route et que lui-même met près d'une heure pour s'y rendre à cheval. Il m'a toutefois invité à aller voir sa récolte de haricots à un autre moment et aussi à observer le processus de fabrication de la *raspadura*. C'est qu'Antonio possède un *trapiche* familial, soit un moulin traditionnel fait de bois qui sert à extraire le jus de la canne à sucre pour en faire de la *raspadura*. Lorsqu'il est interrogé sur l'origine de sa culture de canne à sucre, le participant explique qu'il s'agit d'un travail de longue date qui se passe de génération en génération :

**Enquêtrice :** Vous aviez déjà de la canne à sucre [dans votre parcelle], elle ne provient pas de *Familias Unidas* ?

**Antonio :** Non, ça fait une cinquantaine d'année qu'elle pousse là [...] Seulement les personnes [qui s'en occupent] ont changé... Le grand-père, le père et maintenant le fils. Et ça continue comme ça.

**Enquêtrice :** Donc ça fait beaucoup de temps que votre parcelle est en culture ?

**Antonio :** Oui, bien sûr. Oui... La terre nous l'avons travaillée toute notre vie (traduction libre)<sup>8</sup>.

**Figure 16 :** Les bénéficiaires de *Familias Unidas* d'El Higo participent à une démonstration de production de jus de canne à sucre avec le moulin d'Antonio



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Antonio a hérité de la responsabilité de la production de *raspadura* de son oncle, travail qu'il effectue maintenant lui-même avec l'aide de sa famille. Il espère passer éventuellement le flambeau de cette pratique traditionnelle à ses descendants. Avec les avocats, c'est le seul produit issu de ses cultures qui n'est pas dédié qu'à la subsistance alimentaire de sa famille et dont il tire des revenus en les vendant. J'ai eu la chance de visiter la parcelle d'Antonio

---

<sup>8</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Antonio :

*La caña ya crecía allí, ¿no viene de Familias Unidas?*

*No, esto tiene unos cincuenta años de estar allí [...] Diferentes personas na' más han cambiado... Pues abuelo, papá, ahora hijo. Y allí pues.*

*¿Así que el huerto tiene mucho tiempo que lo cultivan?*

*Sí, como no. Sí... La tierra toda la vida la trabajamos.*

grâce au MIDA afin d'observer le processus d'extraction du jus de canne avec son *trapiche*. Entassés dans la boîte arrière d'une camionnette du MIDA avec plusieurs autres participants et leur famille, nous nous sommes rendus dans Cochea Abajo pour participer à une journée d'atelier sur la culture du maïs qui s'est donnée directement dans la ferme de Antonio, près de ses champs. Nous avons également pu observer les différentes cultures de Antonio et ce dernier a reçu les commentaires et conseils des agronomes du MIDA présents sur place.

**Figure 17 : Le participant Antonio, accompagné de collègues de *Familias Unidas* et de leurs enfants, récolte ses cultures de maïs et de canne à sucre**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Antonio affirme qu'il n'a jamais souffert de carences alimentaires puisqu'il a toujours eu une terre à cultiver. Il a toutefois décidé de participer au programme de *Familias Unidas* parce qu'il était intéressé par l'apport du MIDA, qui offre des intrants tels que des engrais, et l'appui économique que cela représente pour lui puisqu'il n'a plus à déboursier pour se procurer ces produits. Selon lui, les avantages les plus significatifs d'avoir un jardin sont la disponibilité des aliments, qui permet un soutien alimentaire. Ainsi, il ne manque jamais d'aliments de base tels que les grains dans son foyer, ce qui est important pour lui puisque l'alimentation est à la base de la survie. Le programme lui a également permis d'accumuler davantage de connaissances sur le travail de la terre grâce aux ateliers et aussi de connaître de nouvelles cultures telles que celle des fèves, qu'il ne cultivait pas avant sa participation au projet. D'un autre côté, lorsqu'il est questionné sur les améliorations à apporter à *Familias Unidas*, Antonio soulève quelques déficiences du projet liées à la remise du matériel. Il souhaiterait que le programme offre un système d'irrigation complet afin de lui permettre de pratiquer l'agriculture en été, durant la saison sèche. Il a accès à une rivière mais le système

d'irrigation offert par le MIDA est incomplet et nécessiterait donc qu'il investisse dans l'achat de tuyauterie supplémentaire, ce qu'il n'a pas les moyens de faire. La quantité d'outils remis par le MIDA est également incomplète selon lui et les intrants tels que les fertilisants ne sont pas livrés à temps afin de respecter les saisons de croissance des cultures. Le participant doit donc déboursier de sa poche afin d'éviter des retards de production.

## 5.2. LA FAIBLE DURABILITÉ DE *FAMILIAS UNIDAS*

Un des objectifs du programme de *Familias Unidas* est la durabilité du système de production proposé. Effectivement, la formule proposée se veut durable pour que les participants puissent poursuivre le projet suite au retrait du MIDA. L'étude de Chorchá Abajo, où le projet de *Familias Unidas* était terminé depuis deux ans lors du séjour sur le terrain, a permis d'évaluer la durabilité du programme. Ainsi, on remarque qu'à la fin des deux années du programme, la volonté et la motivation des participants à continuer la production agricole est variable et les facteurs qui influencent la capacité des participants à poursuivre le projet à long terme sont nombreux.

### 5.2.1. Une mauvaise continuité engendrée par un manque de motivation

Peu sont ceux qui continuent de cultiver de manière assidue suite au retrait du MIDA sur le terrain et de son appui technique et matériel. En effet, une seule famille sur 10 dans Chorchá Abajo poursuit sa production de manière assidue et organisée selon les recommandations du ministère alors que les autres retournent à leurs anciennes habitudes de production souvent très occasionnelles et désorganisées. Lorsque je la questionne sur les causes du faible taux de continuité dans Chorchá Abajo, l'agente du MIDA explique que le ministère est explicite depuis le départ avec les participants sur le fonctionnement du projet :

Nous disons aux bénéficiaires que lorsque nous leur remettons les semences, un des principaux critères, l'objectif, c'est que ceux-ci doivent garder des semences afin de continuer de cultiver durant les prochaines années et rendre le projet durable. Le programme remet [des semences et des intrants] seulement la première année. [Les participants] sèment, récoltent et sélectionnent des

semences qu'ils gardent. Tout, les intrants et les semences, se donne durant la première année (traduction libre)<sup>9</sup>.

Autant dans Chorcha Abajo que dans El Higo, la plupart des participants (18/20) s'entendent pour dire que la petite agriculture de subsistance est une activité durable, même si la plupart y voient certains défis. Lors des entretiens dans Chorcha Abajo, je note un obstacle qui semble récurrent, soit le manque de motivation des participants lorsqu'ils ne bénéficient plus de l'encadrement et du support du MIDA. En effet, malgré leur enthousiasme pour le projet et ses bénéfices, plusieurs affirment simplement qu'ils ne poursuivent pas leur production, car ils sont démotivés, ou même par paresse. C'est le cas de la participante Eridenia, qui croit que la production dans un jardin familial peut être une activité durable à long terme, à la condition d'y mettre l'énergie nécessaire. Cela n'est pas le cas pour elle et son mari qui ont cessé la plupart de leurs activités de production après la fin du projet :

**Eridenia** : Je vous le dis. Si on continue, si on décide de continuer à semer, ça continue, tout continue si on sème. Mais, c'est pour ça que je vous dis... On laisse tomber, on devient comme paresseux. On laisse ça de côté pour un temps. On arrête alors de cultiver.

**Enquêteuse** : Il est donc important d'avoir la motivation ou l'envie de travailler afin de pas laisser tomber [la production] ?

**Eridenia** : Oui (traduction libre)<sup>10</sup>.

L'implication des participants de *Familias Unidas* est faite sur une base volontaire et même si le MIDA possède certains critères d'exigence concernant l'admissibilité des candidats au projet, une grande part du succès du projet repose sur la bonne volonté et les efforts de travail fournis par les participants et leur famille. Gloria et son mari, la seule famille de Chorcha

---

<sup>9</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec l'agente du MIDA :

*Familias Unidas, lleva el punto de sostenibilidad. Se les dice a los beneficiarios que cuando se les entrega las semillas, uno de los principales criterios, objetivo, es que ellos deben de guardar semillas para seguir los próximos años sembrando y hacer el proyecto sostenible. El programa entrega solamente el primer año. Ellos siembran, cosechan y seleccionan semillas y guardan. Todo, insumos y semillas, se entrega el primer año.*

<sup>10</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Eridenia :

*Ya le digo. Si uno sigue, uno decide de estar sembrando cosas, sigue, sigue todo, sembrando cosas. Pero, por eso le digo... Uno deja eso, y ya le da como pereza. Deja eso por un tiempo. Ya no siembra más entonces. ¿Una parte importante sería tener la motivación o las ganas de trabajar para no dejarlo? Sí.*

Abajo ayant continué le projet, n'ont d'ailleurs pas hésité à faire montre de critiques envers certains compagnons qui n'ont selon eux pas pris avantage de l'opportunité qui leur a été offerte en ne s'impliquant pas suffisamment dans le projet. Ils ont également affirmé que vers la fin des deux années de projet, l'agente du MIDA n'allait faire des tournées que dans leur propre jardin puisque les autres participants ne travaillaient pas dans leur jardin comme ils le devaient.

### **5.2.2. Un accès à la terre restreint**

Un autre obstacle important lié à la durabilité du projet est l'accès à la terre, qui est un enjeu courant en Amérique latine. En effet, des difficultés à garder un accès stable à une parcelle ont été mentionnées par plusieurs répondants. Par exemple, sept participants sur 20 affirment que leur conjoint ou eux-mêmes ne sont pas propriétaires de la parcelle qu'ils cultivent. Des participants restants, quatre autres possèdent une parcelle en leur nom, mais qui n'est pas suffisante pour leurs cultures et ils se voient donc prêter une parcelle dont ils ne sont pas les propriétaires. Ce sont donc plus de la moitié des producteurs qui dépendent d'un prêt de terre par une personne tierce. Ces prêteurs peuvent être un parent, un frère ou une sœur, une fille, un voisin ou même un ancien résident de la communauté qui prête sa parcelle à la condition que celui qui s'en serve la maintienne propre et débroussaillée. Ce phénomène a pour conséquence de créer de l'insécurité pour les participants qui craignent de perdre leurs cultures et leur moyen de production à tout moment si le propriétaire de la parcelle décidait de reprendre sa terre. La perpétuité du jardin familial se trouve donc entre les mains d'une personne externe et les participants ont peu de moyens de pallier cette difficulté puisqu'ils ne disposent pas des moyens d'acheter leur propre terre. Il arrive également parfois aux participants d'utiliser une terre sans en obtenir la permission, les plaçant ainsi dans une situation encore plus précaire alors qu'ils augmentent leurs risques de perdre leurs récoltes si le propriétaire foncier devait être mis au courant de la situation et décidait de les expulser. Par exemple, la participante Zoila d'El Higo m'a mentionné que son mari a utilisé une parcelle isolée du centre de la communauté afin d'y semer le maïs distribué par le MIDA, ils ne disposent pas d'une superficie assez grande dans leur propre parcelle :

**Zoila :** Là-bas, dans les terres très reculées, mon époux a trouvé une parcelle, mais il n'y a presque personne qui va là-bas. C'est là qu'il a semé le maïs.

**Enquêteuse :** Vous ne vouliez pas continuer à cultiver là-bas par la suite?

**Zoila :** Non. Non parce que c'est comme très solitaire par là-bas. Ça me fait peur d'aller dans un endroit pareil [...]

**Enquêteuse :** Elle appartient à qui cette terre ? Le savez-vous ?

**Zoila :** On dit qu'elle appartient à un monsieur, un Américain peut-être. Et il ne s'est jamais rendu compte de... Je veux dire, il a acheté cette terre et il ne l'utilise pas. Il y a beaucoup de terres comme ça, abandonnées. Qui sont achetées et laissées à l'abandon

**Enquêteuse :** Il y a beaucoup de gens qui ont besoin de ces terres...

**Zoila :** Oui, mais si quelqu'un décide de s'y installer, il se peut que le propriétaire foncier réapparaisse (traduction libre)<sup>11</sup>.

Les participants sont souvent dépendants de personnes externes pour leur prêter des terres, mais ils sont également parfois prêts à se placer dans des situations de vulnérabilité encore plus importante en faisant usage de terres isolées et dont ils ne connaissent pas le propriétaire comme c'est le cas du mari de Zoila. Un autre cas de précarité lié à la propriété foncière est celui du mari de la participante Gloria de Chorchá Abajo, qui a eu la chance de se voir prêter des parcelles chez ses différents employeurs avant de participer à *Familias Unidas*. Cela lui a permis de cultiver plusieurs produits pour l'autosubsistance de sa famille, tels que des bananes plantains, du riz et des légumineuses. Cependant, même s'il a l'opportunité de cultiver grâce à des terres prêtées, il reste dépendant de la bonne volonté de son patron et cette situation peut être modifiée lors d'un changement de propriétaire ou de sa propre position au sein de l'entreprise. Il explique qu'il a commencé à cultiver une parcelle que son patron canadien lui a prêté et qu'il a continué de la cultiver lorsque l'entreprise d'élevage de

---

<sup>11</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Zoila :

*Por allá, metido, bien bien metido por allá, mi esposo consiguió un pedazo de tierra pero hay nadie que se mete casi por allí. Entonces fue allí que sembró el maíz.*

*¿Y después no quisieron seguir con los otros cultivos?*

*No, no porque eso está como muy solitario allí. Da como miedo meterse por estos lugares [...]*

*¿Esa tierra de quién es? ¿No saben?*

*Dicen que de un señor, como un gringo así no sé. Y él nunca se ha dado cuenta de... Digo... Compró eso como que no... No lo usa. Hay muchas tierras así, abandonadas. Que las han comprado, las han dejado.*

*Hay mucha gente que necesita esas tierras...*

*Pero sí pero de repente si uno se mete allí también puede aparecer el dueño.*

bétail est passée aux mains d'un nouveau propriétaire russe. Cependant, il a été remercié en 2012 et ses bananiers sont restés sur place :

Lorsque j'ai commencé à planter ces bananes plantains, c'était le Canadien le patron. Il m'a dit de défricher et de semer. Quand il a vendu, je suis resté travailler là-bas et j'ai continué à cultiver mes bananes plantains. Quand je suis revenu [à Chorcha], les plantains sont restés là-bas. Après que je sois revenu on m'a apporté des bananes plantains comme trois ou quatre fois (traduction libre)<sup>12</sup>.

L'héritage de la terre au Panama est important. La plupart des habitants ruraux n'ont pas les moyens d'acheter des terres et les terres se passent donc de génération en génération. Alors que certains n'ont tout simplement pas de terre qui leur appartienne, comme c'est le cas de la participante Zoila mentionnée plus haut, qui n'a aucune propriété foncière, qui est locataire d'une chambre et qui cultive une parcelle prêtée par sa mère, d'autres ont d'importantes quantités de terres dont le partage devient difficile dans une famille nombreuse. Nous pouvons ici citer le cas de la participante Alba, une aînée qui a une grande famille et qui a graduellement distribué des morceaux de terre à ses enfants. Elle possédait deux parcelles, dont une d'un demi-hectare sur laquelle ses enfants ont construit leur maison et utilisent l'espace restant pour leurs propres cultures. Sa deuxième terre est celle sur laquelle est bâtie sa propre maison et où il lui restait une superficie assez spacieuse qui lui permettait d'avoir une bonne diversité de cultures lors de sa participation à *Familias Unidas*. Cependant, depuis qu'elle a permis à sa fille d'y bâtir sa maison, il ne lui reste que l'espace pour cultiver quelques bananes plantains et du manioc.

### 5.2.3. Une dépendance envers l'aide externe

La problématique de l'accès à la terre nous amène inévitablement à parler de l'état de dépendance dans lequel vivent les habitants ruraux, ce qui accentue leur vulnérabilité. Plusieurs participants semblent avoir mal compris le principe du projet de *Familias Unidas* qui veut que les participants bénéficient d'une aide de départ pendant une durée de deux ans

---

<sup>12</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Gloria et son mari :  
*Cuando yo empecé a sembrar esos plátanos, era el Canadiense el jefe. Él me dijo que tumbara y sembrara. Cuando él vendió yo quedé allí trabajando y sembrando mis plátanos. Cuando yo me vine eso se quedó. Después de que me vine me trajeron plátanos como tres o cuatro veces.*

qui leur permet d'obtenir un support technique et des ressources pour pouvoir ensuite continuer leur production après le retrait du MIDA sur le terrain. En effet, lorsqu'ils sont questionnés sur les raisons pour lesquelles ils n'ont pas poursuivi leurs activités agricoles suite à la fin du projet, les participants ont parfois de la difficulté à émettre une explication claire, prétendent souvent une diminution de la motivation et certains vont même jusqu'à affirmer qu'ils espèrent que le MIDA revienne dans leur communauté avec le même projet pour qu'ils participent à nouveau. Le projet et l'encadrement de *Familias Unidas* semblent donc être suffisamment appréciés pour que les participants aient envie d'y participer une deuxième fois, mais l'idée de continuer le programme par soi-même n'en attire pas beaucoup. C'est le cas de Alba, qui n'a pas donné suite à des projets du MIDA deux fois plutôt qu'une. En effet, en plus de *Familias Unidas* en 2016, elle a participé à un ancien projet du MIDA qui s'est donné dans Chorchá Abajo dans les alentours de 2011. Dans les deux cas, elle n'a pas continué sa production agricole après la fin du programme. Lorsque je la questionne sur les causes qui l'empêchent de continuer les activités par elle-même, elle explique qu'elle trouve qu'il lui manque de l'appui et du travail de groupe :

**Alba :** Que quelqu'un soit ici pour aider, parce que sinon, quand tu es seule, tu es moins d'humeur à continuer de travailler. Je ne sais pas... On laisse les semences se perdre.

**Enquêteuse :** Lorsque le programme se termine, vous sentez qu'il vous manque un peu de motivation à continuer par vous-même ou que c'est plus difficile ?

**Alba :** Oui. Je vous dis que quand [l'agente du MIDA] nous a dit « bon, je m'arrête ici parce qu'on va m'envoyer travailler ailleurs », eh bien tout le monde a continué avec les poules, le manioc, les bananes plantains et tout ça, mais on ne se réunissait plus comme avant. [L'agente du MIDA] emmenait les gens de [la communauté d'à côté], elle les emmenait ici pour les réunions qui se donnaient avec l'ingénieur et tout (traduction libre)<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Alba :

*Sí. Que esté alguien allí ayudando porque sino, uno solo, a uno se le quita el ánimo de seguir trabajando, no sé... Deja perder las semillas...*

*¿Cuando se acaba el programa siente que como que falta un poco la motivación de seguir o es más difícil? Sí. No le digo que cuando [la agente del MIDA] dijo "bueno ya hasta aquí llego porque ya me van a mandar pa otro lado", bueno ya todo el mundo siguió con los pollos y con las yucas y los plátanos y eso, pero ya no nos reunimos ni así como antes. [La agente del MIDA] traía la gente de por allá de no sé de qué lugar, los traía acá a las reuniones que se hacían con el ingeniero y todo.*

La participante Alba reste dépendante de l'aide fournie par le MIDA et de la motivation que lui apporte le travail de groupe, ce qui l'empêche de poursuivre ses activités agricoles de manière autonome. Les réunions et la coopération entre les différents participants du projet sont en effet non négligeables puisqu'elles sont sources d'aide et de solidarité. Il en va de même pour l'entraide entre les différents membres de la communauté, qui est un élément tout aussi important pour la réussite du projet du MIDA. Par exemple, plusieurs participants affirment avoir reçu de l'appui sous forme de prêt de matériel, de dons de semences, d'intrants, ou de main-d'œuvre de la part d'un voisin ou d'un agriculteur de leur communauté. Cette aide informelle et ponctuelle, qui est souvent sollicitée lors des périodes importantes de production agricole telles que le temps des semences, du traitement aux pesticides ou des récoltes, permet à certains participants de compenser des difficultés ou un manque de ressources matérielles ou de main-d'œuvre.

#### **5.2.4. La déficience du volet avicole comme source de financement**

Le volet avicole du projet de *Familias Unidas* est supposé être un carburant pour la continuité de la production des bénéficiaires en servant de source de financement des activités agricoles pour l'achat des semences, des intrants et de tout autre besoin connexe. Les poussins servent de capital de départ pour les participants, qui doivent les élever jusqu'à maturité et ainsi obtenir des gains financiers lors de la vente des oiseaux. La procédure à suivre pour l'élevage est importante à respecter afin de pouvoir en tirer des revenus et des ateliers sur la production avicole donnés par des professionnels leur sont offerts. Lorsque je m'entretiens avec elle, l'agente du MIDA m'explique que son équipe est claire dès le départ avec les participants sur l'importance de suivre le cycle de la production avicole pour obtenir de bons résultats :

On leur donne 20 poules [...] On leur explique, par exemple... Ces poules lorsqu'elles atteignent cinq livres et demie, six, tu dois les vendre. Tu dois t'en débarrasser. Pourquoi ? Parce que tu sais que tu vas dépenser pour leur alimentation. Et tu devras chercher d'où tu sortiras l'argent pour acheter les grains parce que tu as toujours ces poules chez toi. Ces poules tu dois les vendre. Et aussi pour la consommation... Parce que tu vas en vendre et en consommer, pour ta famille. Et de celles que tu vends, tu vas obtenir de l'argent et alors tu pourras en racheter. Tu en as vendues, tu en rachètes six, sept de plus et les grains. Et celles-là tu commences à les engraisser pendant que tu vends celles qu'il te

reste du premier élevage. Tu en manges, tu en mets de côté et tu t'en rachètes quelques-unes de plus [...] Pour continuer à produire et rendre le projet durable (traduction libre)<sup>14</sup>.

Bien que le principe du volet avicole de *Familias Unidas* semble théoriquement fonctionner et répondre à l'objectif de durabilité, dans les faits, la production de volaille comme produits de rente n'est pas efficace et présente plusieurs obstacles. Par exemple, le MIDA distribue les 20 poussins à tous les participants de la même communauté au même moment. Par conséquent, ceux-ci sont matures et prêts à être abattus et vendus tous en même temps. Dans de petites communautés rurales telles que celles à l'étude, les habitants ont peu de commerçants vers qui se tourner pour vendre leur volaille. Le manque d'opportunités de vente ainsi que l'offre élevée créent une réelle compétition entre les petits producteurs qui ne trouvent pas d'acheteurs. Ceux qui ont de bons contacts trouveront un revendeur qui agit comme fournisseur auprès de restaurants. Cependant, la plupart n'ont pas cette chance et vendront la viande à bas prix afin de trouver un acheteur rapidement ou décideront d'attendre avant d'abattre leurs oiseaux et ils augmenteront ainsi les dépenses pour l'alimentation des volailles devenues matures. Dans tous les cas, les risques d'y perdre de l'argent plutôt que d'en tirer des revenus est élevé. Une autre difficulté relevée par les participants est l'élevage ardu des poules durant la période humide, puisque celles-ci tombent facilement malades. Cela réduit donc la période d'élevage à la saison estivale, qui ne dure que trois mois, à moins que les participants aient des installations adaptées aux conditions climatiques de la saison humide. Cela est rarement le cas puisqu'ils ont généralement des installations extérieures grillagées dans lesquelles les oiseaux sont à la merci des intempéries. Les participants ne peuvent pas non plus se permettre d'investir dans de meilleures installations puisque se

---

<sup>14</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec l'agente du MIDA :

*Se les dan 20 pollos [...] A ellos se les explica, por ejemplo.... Estos pollos desde que tienen cinco libras y media, seis, tienes que venderlos. Tienes que salir de ellos. ¿Por qué? Porque tu sabes que vas a estar gastando alimento. Y de repente tu tienes que ver de donde sacas para comprar el alimento porque el pollo lo tienes allí. Ese pollo tú tienes que venderlo. Y también para consumo... Porque vas a vender y vas a consumir, para tu familia pues. Este... Y entonces de esos que vendes, tu vas a sacar, y de repente compras. Vendiste, te compras seis, siete pollos más y tu alimento. Entonces, ya esos los vas creciendo mientras vendes los que te quedaron de la otra, allí también. Comes, guardas y te compras otro par de pollos [...] Para seguir produciendo y hacer sostenible pues el proyecto.*

procurer du grillage de fer et une toiture de tôle peut être compliqué pour certains participants qui n'en ont pas l'accès économique ou physique.

Malgré des formations offertes par le MIDA sur divers thèmes offrant une éducation de base aux participants sur les différents éléments abordés à l'intérieur des deux ans du programme de *Familias Unidas*, certains participants ont connu des difficultés à offrir un environnement adéquat aux poules qui leur ont été offertes. La participante Gloria et son époux ont par exemple critiqué quelques-uns de leurs confrères qui n'ont pas respecté les conditions des soins à apporter aux volailles. Ils ont affirmé qu'une participante a placé ses 25 poules avec celles de deux autres consœurs, totalisant 75 oiseaux dans le même enclos avec un seul distributeur d'eau et de nourriture. Sous ces conditions, les poules n'ont pas pu croître de manière égale et certaines ont connu un retard de croissance. Un autre participant aurait placé ses poules sous deux paniers de pêche. Malgré les formations offertes par le MIDA concernant les soins à donner aux poules pour leur bien-être et leur rentabilité, les participants ne sont pas toujours correctement outillés, n'ayant par exemple pas les infrastructures nécessaires aux bons soins des animaux. Le manque de ressources, financières ou matérielles, est un critère défavorable au bon fonctionnement du projet puisque même si les participants reçoivent les poules ainsi que leur nourriture gratuitement, ils doivent puiser dans leurs poches et dans leur savoir-faire personnel afin d'offrir un habitat propice aux animaux. De plus, on pourrait penser que le niveau d'éducation peu élevé des participants ainsi que leur manque d'expérience dans le milieu agricole pour certains pourraient influencer leurs décisions erronées et leurs choix imprudents.

#### **5.2.5. Des semences inadaptées et des sols pauvres**

Un autre frein à la durabilité du projet qui a été mentionné par les participants est le type de semences offerts par le MIDA. En effet, ce sont souvent des semences hybrides, qui sont plus exigeantes en intrants et dont les fruits ne peuvent pas être récupérés par les producteurs pour être ressemés pour la récolte suivante. C'est pourquoi plusieurs producteurs préfèrent se tourner vers des variétés patrimoniales, qui sont souvent plus adaptées aux climats et aux sols locaux et dont les fruits peuvent être replantés l'année suivante. Par exemple, les fruits des

semences de maïs hybrides mettent 120 jours à atteindre leur maturité et il faut par la suite attendre que les épis sèchent pour la récolte de maïs sec, tandis que la variété patrimoniale a une croissance entre 60 et 90 jours, ce qui en fait une culture bisannuelle. Les coûts sont aussi moindres avec les cultivars traditionnels pour les producteurs qui ne peuvent pas toujours se procurer des semences hybrides, dont le coût est plus élevé. De plus, les saveurs de ces cultivars traditionnels sont souvent très appréciées des petits producteurs. Divers participants, principalement dans Chorcha Abajo, se sont également plaints que certaines variétés maraîchères qui leur ont été remises ne sont pas adaptées pour leur type de sol et de climat. En effet, des variétés plus délicates telles que la tomate, le concombre, le poivron et la laitue, qui sont sensibles aux excès de pluie de la saison humide du climat tropical des basses terres panaméennes, pourrissent ou sont attaquées par des champignons.

Plusieurs participants de Chorcha Abajo ont également mentionné que leur sol est trop acide, dur ou qu'il a été surtravaillé, ce qui amoindrit sa fertilité. Les producteurs doivent donc prendre plus de temps pour préparer la terre avant de semer en labourant ou en reposant davantage sur des fertilisants. S'ils en ont l'occasion, les résidents de Chorcha Abajo préfèrent même cultiver des terres en dehors de la communauté, sur la péninsule de l'autre côté du port de Punta de Tierra, dans le Golfe de Chiriquí. Aux dires des participants, les terres y sont beaucoup plus fertiles. Il faut cependant s'y rendre en bateau et ce sont généralement les résidents qui y travaillent déjà pour de grands producteurs qui peuvent se le permettre et qui ont accès à un lopin de terre. Les problèmes liés à la mauvaise fertilité des sols n'ont toutefois pas été relevés dans El Higo.

#### **5.2.6. Une acceptabilité sociale faible du projet**

La pratique de l'agriculture était déjà ancrée chez la plupart des participants. Cela favorise donc l'approbation du projet et la bonne participation des bénéficiaires, qui reçoivent des bénéfices supplémentaires en étendant leurs connaissances agricoles et en ayant des pratiques plus encadrées. De plus, les différents membres de la famille, autant les conjoints que les enfants, participent toujours pour aider la personne responsable du jardin dans les différentes tâches. Même les plus jeunes mettent la main à la pâte et apprennent souvent depuis leur plus

jeune âge. On peut donc dire que le projet est apprécié et bien accueilli par les familles. Toutefois, bien que le projet soit bien accepté durant ses deux années d'exécution, le mauvais taux de continuité après la fin du projet traduit une mauvaise acceptabilité sociale globale. En effet, le projet a suffisamment de lacunes pour que les participants ne se l'approprient pas au départ de l'équipe du MIDA. Avec son taux de continuité très faible dans Chorchá Abajo et sa technique peu efficace d'autofinancement des activités agricoles par la production de volaille, il ne semble pas être adopté par les participants sur le long terme et ainsi répondre à son objectif de durabilité. Je questionne donc l'agente du MIDA à ce sujet, à savoir si elle croit que la technique de durabilité élaborée pour le programme fonctionne. Elle exprime une opinion mitigée :

Oui, cela fonctionne pour certains, pour les intéressés, ceux qui vivent [des activités agricoles]. Ceux qui ne vivent pas de ça et qui des fois... Et bien... Cela a pour conséquence qu'ils en abusent parce qu'ils disent... Il y en a que ce qu'ils aiment ce sont les poules. Ils disent : « Ah, moi je veux les poules ! ». Non. Les poules, non. Les poules viennent avec [le jardin]. Mais celui qui aime vraiment ça, qui en vit, celui-là en prend soin. Par exemple, dans mes producteurs de *Familias Unidas*, celui qui m'a fait un bon travail et qui est durable, c'est l'époux de Gloria dans Chorchá [...] Peu sont ceux qui vont vraiment faire du bon travail et en tirer le maximum d'avantages (traduction libre)<sup>15</sup>.

La responsable du projet de *Familias Unidas* est consciente des difficultés de durabilité du programme pour certains participants qui ne sont intéressés que par les gains en ressources directes telles que les poules. Il paraît effectivement logique que l'idée de recevoir 20 poules gratuitement soit alléchante pour les participants et qu'il s'agisse d'un incitatif important à participer au projet. Ce type de participant n'a donc pas d'intérêt à poursuivre ses activités d'agriculture suite au retrait du MIDA sur le terrain puisqu'il ne reçoit plus de ressources externes, ce qui peut couper sa motivation. L'agente du MIDA affirme que ce sont ceux qui vivent déjà de l'agriculture qui sont les plus propices à faire perdurer le projet, ce qui semble

---

<sup>15</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec l'agente du MIDA :

*Sí funciona en algunos, la gente que le interesa, la gente que vive de eso. La gente que no vive de eso y que a veces... Este... Lo que hace que se aprovechan pues porque dicen, hay unos que les gustan son los pollos. Allí dicen: "Ay yo quiero los pollos". No. Los pollos, no. Los pollos van de la mano con la otra parte. Pero él que sí le gusta, él que si lo vive, ese lo mantiene. Por ejemplo, de mis productores de Familias Unidas que me han hecho un buen trabajo y han sido sostenibles, es [el esposo de Gloria] en Chorchá [...] Son pocos los que van a cumplir de verdad con eso y a sacarle provecho.*

aller de soi puisqu'ils ont déjà l'habitude d'effectuer la plupart des pratiques enseignées par le MIDA, contrairement aux novices de l'agriculture. On remarque donc qu'il est difficile de faire changer les habitudes des participants, qui n'adoptent pas de nouvelles pratiques facilement.

Enfin, suite aux résultats obtenus dans Chorchá Abajo, il est possible d'affirmer que le projet de *Familias Unidas* dans sa forme actuelle avec le volet agricole comme source de financement n'est pas durable dans le temps. En effet, suite au retrait de l'équipe du MIDA, les participants sont confrontés à divers obstacles tels que le manque de motivation et d'encadrement en travaillant seul, un accès à la terre incertain, un élevage avicole difficile, une dépendance à l'aide apportée et des semences inadaptées.

## CHAPITRE 6 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DES JARDINS SCOLAIRES

Dans ce chapitre, les résultats obtenus concernant le programme de jardins scolaires seront exposés. Tout d'abord, le fonctionnement du programme sera explicité, pour ensuite présenter son application dans chaque école à l'étude. Les résultats présentés sont obtenus grâce aux entrevues tenues avec le personnel enseignant responsable des jardins et à l'observation sur le terrain. Des entrevues informelles avec différents acteurs ayant appuyé l'école de Chorcha Abajo dans sa production ont également été menées afin de comprendre l'historique de la création du jardin et la participation des différentes instances impliquées.

### 6.1. L'AGRICULTURE COMME MOYEN D'APPRENTISSAGE ET D'ACCÈS ALIMENTAIRE

Le projet de jardin en milieu scolaire est un projet qui offre du soutien pour le développement d'une parcelle d'agriculture sur le terrain d'une école de niveaux primaire ou secondaire. Il s'agit d'un projet provenant d'une convention entre le MIDA, le MEDUCA et la Caisse d'épargne qui peut être renouvelé pour un nombre indéfini d'années. Les conditions pour qu'une école puisse participer à ce projet sont simples : il suffit d'avoir une superficie de parcelle jugée suffisamment grande sur le terrain de l'école et d'avoir du personnel enseignant intéressé à s'impliquer dans la petite agriculture de subsistance. Le projet peut être développé autant en milieu urbain que rural. Cependant, dans ce projet de recherche, les jardins scolaires sont étudiés dans un cadre rural dans les communautés à l'étude d'El Higo et Chorcha Abajo. L'accord entre les trois partenaires veut que les écoles reçoivent du soutien matériel et technique de la part des instances précédemment mentionnées. Le matériel est fourni par le MIDA et financé en partie par la Caisse d'épargne. Ces services comprennent :

- des semences;
- un programme avicole, qui comprend 50 poules et leur nourriture;
- des intrants (fongicides, fertilisants, etc.), et
- de l'aide technique sur le terrain et un suivi du MIDA (traduction libre) (entrevue avec l'agente du MIDA).

Afin de participer au projet pour intégrer un jardin scolaire sur le terrain scolaire, les directeurs d'école peuvent envoyer une demande directement à la Caisse d'épargne. L'autre

moyen d'y participer est en étant approché par un coordonnateur de projet du MIDA, qui peut aborder directement un directeur d'école qui semble avoir une parcelle appropriée à l'agriculture afin d'évaluer son intérêt à participer au projet. L'école d'El Higo participe depuis 2016 au projet de jardin scolaire et celle de Chorchá Abajo depuis environ 2011. Cette dernière date est imprécise, car aucune des personnes interrogées n'a pu la confirmer avec certitude. La participation des écoles datait donc de deux ans et d'environ huit ans lorsque le terrain de recherche a été effectué. L'agente du MIDA responsable des jardins familiaux de *Familias Unidas* est également la chargée des jardins scolaires dans les communautés à l'étude. Elle a pris les projets au vol puisque les jardins scolaires étaient déjà établis lors de sa prise en charge en 2017, soit un an avant que les entrevues soient menées.

Dans les prochaines sections, je résumerai les résultats obtenus suite aux différentes entrevues effectuées, qui non seulement ont permis d'évaluer les aspects de sécurité alimentaire, de moyens de subsistance et de durabilité du projet de jardins scolaires, mais qui ont également aidé à peaufiner le portrait des communautés à l'étude et de leurs habitants. En effet, puisque les membres du personnel n'habitent pas dans les communautés où ils travaillent, ils détiennent un regard extérieur plus détaché que les familles interrogées dans le contexte de *Familias Unidas*. Ils ont donc brossé un portrait plus critique de la population locale et des enjeux inhérents au milieu, qui sera présenté ci-dessous à travers les différents thèmes abordés.

Malgré qu'elles participent au même projet, les écoles d'El Higo et de Chorchá Abajo possèdent des jardins ayant une histoire et un aménagement bien distincts. Effectivement, la création de ces deux parcelles s'est faite dans un contexte bien différent et elles sont dotées de cultures distinctes. Les enseignants ont la liberté de choisir les produits qu'ils veulent cultiver parmi la sélection des semences offertes et peuvent adopter les techniques de production qui leur semblent les plus appropriées. Nous verrons donc dans les sections suivantes que les écoles ont adopté des stratégies différentes selon leurs besoins respectifs.

## 6.2. L'ÉCOLE D'EL HIGO : JARDINER POUR METTRE LE TERRAIN À PROFIT

L'école d'El Higo (figure 18) compte 53 élèves de niveau primaire, soit de la maternelle jusqu'à la sixième année. Elle est dirigée par la directrice, Mme Díaz et bénéficie de plusieurs aides sociales pour favoriser une bonne alimentation chez les élèves.

### 6.2.1. Portrait des systèmes d'alimentation de l'école d'El Higo

L'école bénéficie de l'aide du projet de jardin scolaire, mais également d'autres apports financiers du gouvernement accessibles à toutes les écoles nationales. Par exemple, le Fonds d'équité et de qualité de l'éducation (*Fondo de Equidad y Calidad de la Educación*<sup>16</sup>, [FECE]) offre un montant d'argent qui est utilisé pour l'achat de viande, d'huile et de condiments que le jardin ne produit pas. Le MEDUCA offre quant à lui un programme de grains qui distribue du riz, des haricots et des lentilles pour l'alimentation des élèves ainsi qu'un programme de galettes et de crème nutritive – une crème de maïs protéinée – qui sont distribuées aux élèves tous les matins pour le petit-déjeuner. S'il manque d'aliments, l'école peut également compter sur l'aide du programme de bien-être de l'étudiant du MEDUCA (*bienestar estudiantil*), fonds dont 60 pour cent sont utilisés pour l'achat de nourriture et les 40 pour cent restants pour des dons aux élèves qui ont besoin de matériel et de vêtements scolaires tels que des uniformes, des chaussures, des crayons ou des cartables (entrevue avec Mme Díaz). En plus de l'aide gouvernementale, l'école d'El Higo peut recevoir des apports ponctuels de donateurs comme cela a été le cas l'année où les entrevues ont été menées. En effet, afin de compléter les semences remises par la Caisse d'épargne et le MIDA, l'école a reçu des dons de plants de cultures maraîchères provenant d'un ingénieur de Cerro Punta, un village agricole d'importance situé dans les hautes terres de Chiriquí. Finalement, les acteurs principaux des jardins scolaires, soit le personnel enseignant, les élèves et leurs parents, fournissent également un apport considérable en matériel et en main-d'œuvre. L'école s'est dotée d'un « comité de nutrition » afin de rassembler les parents et de coordonner les activités

---

<sup>16</sup> Le FECE est un montant provenant des fonds du MEDUCA qui est remis chaque année aux écoles primaires et secondaires afin de supporter les dépenses scolaires telles que l'achat de technologies éducatives ou de mobilier, la construction ou la réparation des infrastructures ou le support des programmes nutritionnels.

pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants. Ainsi, les parents des élèves, en plus de participer aux tâches liées à l'agriculture, se chargent d'acheter une partie de la nourriture des poules qui permet de compléter l'apport de la Caisse d'épargne afin de faire croître davantage les volailles. Les enseignants et leurs élèves, quant à eux, participent activement aux différentes étapes de production du jardin et complètent les engrais fournis par les instances de la convention en produisant leur propre compost grâce à la récupération des déchets organiques de l'école (entrevues avec Mmes Díaz et Morales).

**Figure 18 : L'école primaire d'El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

### **6.2.2. Le jardin scolaire, un projet récent porté par la directrice**

Le jardin de l'école d'El Higo (figure 19) a d'abord vu le jour en 2014, lorsque la directrice a eu envie de mettre à profit la grande cour de l'école en y jardinant avec les enfants. C'est donc par ses propres moyens qu'elle a élaboré un premier jardin, deux ans avant de s'inscrire au projet de jardin scolaire issu de la convention entre les instances gouvernementales et la Caisse d'épargne. À cette époque, les seules espèces cultivées étaient le maïs, le manioc et les haricots. En 2016, la directrice s'est fait approcher par une ingénieure du MIDA qui l'a convaincue de participer au projet en lui exposant les différents bénéfices et apports tels que le matériel, les intrants et le volet avicole. Avant d'accepter le projet, la directrice a tout de même consulté les parents des élèves puisque leur participation est nécessaire pour effectuer

les travaux dans le jardin et pour l'élevage des poules, qui ne peuvent pas rester à l'école puisqu'elle ne possède pas les installations nécessaires. Les parents ont approuvé l'initiative.

**Figure 19 : Le jardin scolaire d'El Higo en train d'être désherbé par la mère d'un élève**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Les cultures se sont alors grandement diversifiées avec la participation au programme. En effet, en 2018, l'école a récolté des bananes plantains, du maïs, de l'igname, du malanga (*Xanthosoma*), de l'eddoe (*Colocasia antiquorum*), du concombre, des fèves, deux différents types de haricots, du riz, de la laitue, des tomates, des oignons verts, du chou, des piments, du manioc et des poivrons. Des plantes aromatiques telles que l'origan et le roucou (*Bixa orellana*) sont aussi cultivées et la culture de certains fruits tels que les avocats, les nances, les mangues et les corossols vient compléter le microsysteme agroalimentaire. L'école avait également des plantations d'ananas et de canne à sucre en production lors de la tenue des entrevues. Les poules fournies par le programme sont gardées par des parents des élèves qui ont les infrastructures nécessaires pour en prendre soin. L'enseignante et coordinatrice du jardin scolaire, Mme Morales, m'a confié que l'un de ses objectifs est d'arriver à faire pousser tous les condiments qui sont utilisées dans les plats préparés à l'école et qu'il est possible de cultiver. Ce faisant, elle souhaite atteindre une autonomie alimentaire quasi complète.

### 6.3. L'ÉCOLE DE CHORCHA ABAJO : UN JARDIN BIEN ANCRÉ DANS LA COMMUNAUTÉ

L'école de Chorchá Abajo (figure 20) compte 120 élèves de la prématernelle jusqu'à la troisième année du secondaire. Elle est dirigée par la directrice Rodríguez et bénéficie des mêmes aides gouvernementales que l'école d'El Higo pour l'alimentation de ses élèves, soit les subventions et les programmes de nutrition du FECE et du MEDUCA. L'école a également élaboré son « groupe des parents », qui sert à coordonner la coopération des parents des élèves à différentes échelles. Grâce à sa participation financière, ce groupe permet par exemple de faire l'achat des aliments que le jardin et les aides gouvernementales ne fournissent pas tels que la viande ou les condiments. Les parents complètent également les petits-déjeuners de galettes et de crèmes nutritives des enfants avec des *hojaldres* – petits pains de blé frit –, ou des tortillas de maïs (entrevues avec Mmes Rodríguez et Espinoza).

**Figure 20 : L'école de Chorchá Abajo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

#### 6.3.1. Le jardin scolaire, une initiative impliquant une multitude d'acteurs

Les entrevues avec des acteurs provenant de différents milieux ont permis de mieux comprendre l'origine du jardin scolaire de Chorchá Abajo, qui, contrairement à celui d'El Higo, est ancré dans la communauté depuis bien avant le projet développé par le MIDA, le

MEDUCA et la Caisse d'épargne. Au moment des entrevues, comme la directrice de l'école et l'enseignante coordinatrice du jardin scolaire n'étaient employées que depuis quatre ans, elles ont suggéré que soit interrogée une enseignante de Chorcha Abajo de longue date, Mme Batista (nom fictif), pour discuter des débuts du jardin. L'entretien avec elle a révélé que l'évolution du jardin dans le temps est beaucoup plus complexe qu'elle en a l'air et qu'elle remonte à plusieurs décennies. Cet entretien a finalement mené à diverses entrevues avec d'autres acteurs externes afin de remonter dans le temps et de broser un portrait plus clair de l'évolution du jardin et des différents acteurs impliqués au fil des années. La technique de triangulation des données a donc été utilisée pour superposer les discours de l'enseignante Batista, du participant aux jardins familiaux Francisco, d'un professeur de la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université du Panama (*Universidad de Panamá*) ainsi que des représentants d'une entreprise agro-industrielle centraméricaine. Cependant, le manque de documentation officielle et le changement dans le temps du projet aux mains de différentes instances empêche de pouvoir émettre une ligne du temps juste et demande donc de relever approximativement et avec une certaine prudence les passages importants de l'évolution du jardin.

Tout d'abord, il convient de mentionner que Chorcha Abajo possède une situation privilégiée puisque la communauté est située à proximité de deux partenaires agricoles d'importance. Premièrement, une entreprise agro-industrielle, qui offre des formations et produit des intrants agricoles, possède une culture d'ananas sur la péninsule de l'autre côté du Golfe de Chiriquí à proximité de Chorcha Abajo. Ensuite, dans le même *corregimiento* que la communauté à l'étude est située l'une des deux facultés des sciences de l'agriculture au pays de l'Université du Panama. Ainsi, à travers des programmes de responsabilité sociale et de sensibilisation, ces instances ont, au fil des ans, apporté du soutien technique et matériel à l'école de Chorcha Abajo. Cependant, selon le participant aux jardins familiaux Francisco, le jardin scolaire serait d'abord apparu dans les années 1950 à Chorcha Abajo, porté par les parents des élèves. Le participant se rappelle que le jardin existait déjà lorsqu'il allait à l'école, lui-même ayant plus de 50 ans. Son but premier était de fournir des cours d'agriculture pour l'éducation des enfants. L'enseignante Batista atteste que l'appui de l'entreprise agro-industrielle, qui apportait semences et aide technique pour le

développement de la parcelle, aurait ensuite vu le jour vers l'année 2001. L'entreprise se serait retirée de la communauté une dizaine d'années plus tard vers 2010-2011 puisque la communauté, qui n'avait pas encore de route bitumée à l'époque, était difficilement accessible.

L'entreprise agro-industrielle en question a été contactée afin de vérifier ces informations, mais n'a pas pu donner de détails supplémentaires puisque les propriétaires ne sont plus les mêmes qu'à l'époque de sa présence dans Chorchá Abajo. Les représentants de l'endroit conseillent donc de contacter la nouvelle entreprise des anciens propriétaires. Suite à de nombreux coups de fils et déplacements, l'implication de l'entreprise agro-industrielle dans Chorchá Abajo ne pourra pas être davantage précisée puisque la recherche d'un informateur se termine en queue de poisson alors que les différentes instances contactées ne font que se relancer la balle. Comme Mme Batista avait révélé que la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université du Panama a également eu un rôle à jouer dans le jardin scolaire à l'époque de la présence de l'entreprise, cette seconde piste a été suivie.

Le professeur de la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université du Panama chargé du projet de collaboration pour le jardin scolaire de Chorchá Abajo à l'époque a été contacté et a accepté d'être interrogé. Il explique alors que la faculté exécutait un programme de sensibilisation (*programa de extensión*) soutenu en grande partie par les étudiants de la faculté dans le but de partager des connaissances et des technologies agricoles avec les communautés impliquées. Cette initiative était appuyée par l'entreprise agro-industrielle, qui soutenait le projet en fournissant des intrants et des semences. Le programme de la faculté des sciences de l'agriculture a duré environ de 2005 à 2010 et a été mené dans des écoles de diverses communautés rurales de la région et dans la ville de David. Mme Batista a également révélé qu'un autre organisme, de type humanitaire cette fois, a eu un rôle à jouer dans la communauté au début des années 2000. Il s'agit du Rotary, groupe humanitaire originaire des États-Unis qui s'implique dans le développement social international. Cependant, son rôle dans Chorchá Abajo reste plutôt vague puisqu'il s'est avéré impossible d'obtenir des informations claires à son sujet. Mme Batista a simplement mentionné qu'il a été présent sur une courte période au début des années 2000 et qu'il a fait des dons de matériel scolaire,

repeint l'école et construit la salle à manger. Le groupe s'est à l'époque également impliqué dans des jardins familiaux. Mme Batista explique que ses membres se sont retirés de la communauté lorsque l'école a refusé leur demande de modifier le nom de l'établissement pour adopter celui d'un « gringo », soit une personne des États-Unis.

### **6.3.2. L'adoption du programme gouvernemental**

Le projet de jardin scolaire provenant de la convention entre le MIDA, le MEDUCA et la Caisse d'épargne a donc été adopté vers 2011 suite au retrait des deux anciens partenaires, soit l'entreprise agro-industrielle et la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université du Panama. Il est impossible de savoir à quel point ce passage aux mains de nouveaux acteurs a impacté l'école et sa parcelle puisque les responsables du jardin actuelles interrogées n'ont pas vécu cette transition. La coordinatrice du jardin, l'enseignante Espinoza, n'était responsable de la parcelle que depuis un an lorsqu'elle a été rencontrée. Les cultures qu'elle avait en production lorsqu'elle a été interrogée étaient le riz, le maïs, les haricots, les bananes plantains, le manioc, l'igname, l'eddoe, l'aubergine, la laitue, les fèves, le concombre, le piment *ají* et le poivron. Elle a également déjà eu le temps d'instaurer un nouveau système de production pour répondre à certaines difficultés. Par exemple, elle a noté que plusieurs plants semés directement en terre pourrissaient dû à la terre rouge de Chorchá Abajo, acide et argileuse. Certaines cultures maraichères, plus adaptées au climat tempéré que tropical, possédaient donc un mauvais taux de production. L'enseignante a alors élaboré un système de culture hors sol afin de contrer ce problème d'acidité (figure 21). Elle a récupéré des pneus de voiture usagés pour les remplir de terre noire mélangée à du compost à base de feuilles mortes et de cosses de riz. Les légumineuses et les légumes à feuilles, qui sont plus susceptibles et qui ne tolèrent pas les sols acides de Chorchá Abajo, y sont entre autres plantés. Cette technique permet également de garder la terre mieux drainée. Les seules cultures qui restent plantées directement en terre sont les céréales telles que le riz et le maïs, les bananes plantains, ainsi que les racines et tubercules tels que l'igname et l'eddoe.

**Figure 21 : La culture hors sol à l'école de Chorcha Abajo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

#### 6.4. LA VULNÉRABILITÉ DES FAMILLES DES ÉLÈVES

Dans les deux communautés, les enfants ont des profils familiaux qui engendrent une certaine vulnérabilité sociale. Par exemple, la plupart des familles connaissent de la précarité financière et des revenus faibles. Dans El Higo, peu de parents détiennent un emploi stable en ville et la plupart de ceux-ci sont des *jornaleros* à l'intérieur de la communauté. Dans Chorcha Abajo, la plupart des familles vivent des revenus de la pêche qui fluctuent selon la productivité de l'activité. Ce phénomène est problématique puisque les parents ne reçoivent pas de revenus fixes et que la diète familiale peut écoper à tout moment du manque de travail rémunéré. Les ressources limitées des parents ont donc comme conséquence une diète très pauvre chez certains enfants. Par exemple, Mme Díaz d'El Higo mentionne que certains élèves ne reçoivent qu'un morceau de pain et du café ou du thé pour le souper. Elle estime donc que les repas servis à l'école grâce au jardin permettent de compenser les difficultés financières qui résultent en une précarité nutritionnelle en diminuant la charge économique des parents pour les repas. Le phénomène des pères absents est également courant en Amérique latine et n'épargne pas les communautés à l'étude. En effet, la majorité des élèves proviennent de familles désintégrées, ce qui représente un facteur de vulnérabilité d'importance puisque la charge des enfants repose sur un seul parent, qui est souvent la mère. Les ressources financières sont souvent dures à se procurer ou instables pour une mère monoparentale qui doit s'occuper seule de ses enfants à la maison. Dans El Higo, on retrouve également plusieurs familles autochtones, ce qui pourrait s'expliquer par la présence de la production d'ananas dans la communauté où les employés dans les champs sont

exclusivement des Autochtones. Les élèves issus de ces communautés sont particulièrement à risque de vivre de la précarité puisque les parents ont souvent des emplois temporaires dans le secteur agricole, ce qui cause une instabilité des ressources économiques. Il n'est également pas rare de voir des enfants autochtones au Panama qui aident leurs parents dans leur emploi en agriculture. Mme Díaz remarque que les enfants autochtones semblent souffrir davantage de malnutrition puisqu'ils arrivent souvent plus maigres que les autres en début d'année scolaire.

D'autres facteurs de précarité ont été remarqués auprès des élèves des communautés à l'étude. Par exemple, Mme Díaz relève des lacunes dans l'éducation que certains enfants reçoivent à la maison et déplore que les parents ne donnent pas le bon exemple afin de montrer aux enfants à adopter une saine hygiène de vie. En effet, en plus des carences alimentaires, elle observe des manquements au niveau de la sécurité nutritionnelle des enfants, qui peuvent présenter des manques au niveau de l'hygiène corporelle et du suivi médical.

## CHAPITRE 7 : ANALYSE DES RÉSULTATS DES JARDINS SCOLAIRES

Les résultats obtenus concernant le programme de jardins scolaires seront analysés selon les thèmes d'analyse émergents, soit la contribution des jardins à la sécurité alimentaire et la durabilité du projet. Ces thèmes seront présentés grâce à des *verbatim* tiré d'entrevues avec les responsables des jardins scolaires et l'agente du MIDA.

### 7.1. LA CONTRIBUTION À LA SECURITE ALIMENTAIRE POUR LA DIMINUTION DE LA VULNERABILITÉ

Les intervenantes des écoles rencontrées se sont toutes dites satisfaites de leur jardin scolaire et de ses impacts sur la communauté de l'école. En effet, les bénéfices sur la diète sont majeurs et permettent de diminuer la précarité que vivent plusieurs élèves dans leur famille.

#### 7.1.1. L'amélioration de la diète grâce au jardin scolaire

Le bénéfice le plus notable des jardins scolaires est l'amélioration de la diète des élèves. En effet, les différents intervenants interrogés remarquent tous des carences alimentaires chez certains de leurs élèves, surtout en début d'année scolaire. Des enfants pâles, maigres, impatients de manger la crème nutritive du petit-déjeuner, fatigués ou sans motivation se présentent régulièrement en classe. Certains élèves ne semblent également qu'apprécier les sucreries et refusent de manger certains plats de viande, de légumes et de céréales servis par l'école. Grâce aux repas offerts par les écoles, les enseignants voient au fil de l'année scolaire leurs élèves gagner en énergie et en motivation, et même en poids. Mme Díaz, explique l'importance du jardin scolaire par la corrélation directe entre une bonne l'alimentation et la participation en classe. Elle affirme qu'il n'est pas rare de voir des enfants arriver en classe avec le ventre vide, impatients de manger la crème nutritive qui leur est servie le matin :

Des fois, il y en a qui viennent sans déjeuner. Donc moi, ça me préoccupe parce qu'un enfant avec le ventre vide n'est pas efficace. Son esprit est à une autre place. Imaginez-vous que lorsque je dis « la crème est prête », [les enfants] s'excitent et ils s'en vont tout contents manger leur crème, leur galette, leur nourriture. C'est très important. Le jardin scolaire est l'une des choses les plus

importantes qu'on doit avoir à l'école parce qu'il apporte d'importants bénéfices aux enfants (traduction libre)<sup>17</sup>.

Grâce au jardin, les élèves ainsi que le personnel reçoivent un petit-déjeuner et un repas du midi tous les jours de la semaine servis par l'école (figure 22). Dans El Higo, c'est la participante des jardins familiaux Sara qui est engagée par l'école pour préparer les repas. Dans Chorchá Abajo, trois parents différents par jour donnent de leur temps pour la préparation du repas du midi. Cependant, les jardins à eux seuls ne sont pas suffisants pour répondre à tous les besoins alimentaires puisque certains aliments ne peuvent pas toujours être produits sur place tels que la viande, les condiments et le riz dans le cas de l'école de Chorchá Abajo. Les subventions et les programmes gouvernementaux du FECE et du MEDUCA sont donc essentiels puisqu'ils permettent de compléter les repas avec les aliments manquants. Même les parents des élèves bénéficient des récoltes puisque des aliments transformés ou non leur sont parfois envoyés par l'entremise de leur enfant. Par exemple, ils ont reçu par le passé des excédents de récoltes ou de produits transformés tels que des *tamales*.

---

<sup>17</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Mme Díaz :

*A veces hay unos que vienen sin desayunar. Entonces, a mí eso me preocupa porque un niño con el estómago vacío no rinde. Su mente está en otro lado. Imagínese que cuando yo digo "ya está la crema", ellos se emocionan y se van contentos a tomar su crema, su galleta, su comida. Es muy importante. El huerto escolar es una de las cosas más importantes que debe haber en la escuela porque esto es de gran beneficio para los niños.*

**Figure 22 : Les enfants attendent leur petit-déjeuner de crème nutritive et de *patacones* à la cantine d'El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Le jardin en milieu scolaire permet aux élèves de diversifier leur alimentation et de goûter à des aliments nouveaux auxquels ils n'ont pas accès à la maison. Les repas traditionnels au Panama étant cuisinés à base de viande, de riz et de légumineuses, peu de place est laissée aux légumes frais, pourtant indispensables à une alimentation saine. La directrice de l'école de Chorcha Abajo, Mme Rodríguez, affirme que la production dans le jardin scolaire est axée sur la diversité plutôt que la quantité d'aliments. En effet, l'école cultive environ 25 cultures différentes durant l'année, mais peu de plants de chaque aliment. On parle d'environ cinq à six plants pour des cultures maraîchères telles que le céleri ou les haricots. La technique utilisée afin de bénéficier d'une diversité de produits durant toute la saison des cultures est l'espacement temporel dans la mise en terre des semences d'une même espèce. Cela permet donc d'avoir un même produit à différents stades de croissances et d'ainsi pouvoir en récolter durant toute l'année. Dans El Higo, des légumes à feuilles tels que le chou et la laitue sont presque impossibles à trouver, ce qui a pour conséquence que les enfants de la communauté n'ont pas l'habitude d'en manger à la maison et de développer le goût pour ces aliments. Pourtant, le personnel de l'école arrive à en cultiver et obtient même de très bons résultats. Grâce à la production du jardin scolaire, les élèves peuvent donc développer de l'intérêt pour de nouveaux aliments qui s'inscrivent dans une diète saine et diversifiée. Mme Díaz d'El

Higo favorise une approche permettant aux enfants d’apprivoiser doucement les nouveaux aliments servis à l’école, ce qui semble fonctionner :

Au départ, certains [élèves] ne voulaient pas manger de chou ou de concombre. Pourquoi croyez-vous qu’ils ne veulent pas? Parce qu’ils ne sont pas habitués à la maison. Alors ce que nous faisons c’est que nous ne leur donnons pas une grosse portion, mais une toute petite pour qu’ils s’habituent. Et ils en redemandent par eux-mêmes ensuite (traduction libre)<sup>18</sup>.

Mme Espinoza de Chorcha Abajo mentionne un autre bénéfice apporté par le jardin, soit que les élèves peuvent déguster des aliments qui soient sains et naturels. Selon elle, le fait qu’ils soient issus d’une production principalement biologique et avec peu d’intrants permet d’améliorer la santé des enfants : « Les enfants voient comment on peut avoir des cultures de manière saine et améliorer la qualité de vie de toute la société. Améliorer la qualité de vie des étudiants parce qu’on n’utilise pas d’intrants, tout ce qu’on produit est biologique (traduction libre)<sup>19</sup>. » Mme Espinoza considère que le projet de jardin scolaire répond aux attentes de l’école et aux besoins des élèves puisqu’il joue un rôle de complément face au programme de grains du MEDUCA qui offre entre autres du riz aux cantines des écoles. Le jardin et les poulets permettent quant à eux de compléter cet aliment à la base de l’alimentation panaméenne en permettant d’offrir des repas complets et sains aux enfants.

## 7.2. LA DURABILITÉ DU PROJET DE JARDIN SCOLAIRE ET SES DÉFIS

Malgré qu’ils se soient développés davantage grâce à de l’aide d’entreprises privées, d’instituts scolaires ou gouvernementaux, les jardins scolaires restent à la base des initiatives citoyennes et dépassent ainsi les cadres des projets dans lesquels ils s’inscrivent. Par exemple, dans Chorcha Abajo, bien qu’on ne puisse pas vérifier l’évolution de sa production et de son

---

<sup>18</sup> *Verbatim* tiré de l’entrevue avec Mme Díaz :

*Algunos al principio no querían comer repollo ni pepino. ¿Usted por qué cree que no quieren comer eso? Porque no están acostumbrados en sus casas. Entonces nosotros hacemos eso y les damos no una cantidad, sino que les damos un poquito para que ellos se vallan acostumbrando. Y ellos solitos después piden más.*

<sup>19</sup> *Verbatim* tiré de l’entrevue avec Mme Espinoza :

*Los niños ven como se puede tener cultivos de manera saludable y mejorar la calidad de vida de toda la sociedad. Mejora la calidad de vida de los estudiantes porque no se usa insumos, todo lo que se hace es orgánico.*

efficacité dans le temps, le jardin scolaire existerait depuis près de 70 ans! Dans El Higo, même si le projet est plus récent, il n'en reste pas moins qu'il complétait sa cinquième année d'existence lorsque la recherche sur le terrain a été effectuée. De plus, le personnel des écoles interrogé était tout à fait convaincu de continuer à préserver leur jardin pour les années à venir. Malgré une bonne durabilité du projet, les responsables des jardins rencontrent certains défis à la continuité de la production.

### **7.2.1. Une acceptabilité sociale élevée chez la plupart des acteurs impliqués**

La profonde implication du personnel dans les jardins scolaires pourrait expliquer le bon taux de durabilité des jardins scolaires puisque les principaux acteurs qui portent le projet ont su se l'approprier. En effet, les enseignantes sont convaincues des bénéfices des jardins sur la santé et l'éducation des enfants. Les élèves, quant à eux, montrent une participation hors pair et très impliquée dans les travaux à accomplir dans la parcelle. Les heures passées dans le jardin sont incluses dans la formation en sciences et technologies du cursus scolaire des étudiants. Dans les deux communautés, chaque classe travaille au moins un avant-midi par semaine dans le jardin (figure 23). Cette activité permet de conscientiser les jeunes au travail de la terre pour la subsistance alimentaire. Ils apprennent diverses notions scolaires telles que différencier les divers types de plantes et comprendre leur mode de reproduction. Lorsque Mme Díaz d'El Higo est interrogée à savoir si le jardin scolaire est durable dans le temps, elle répond par l'affirmative :

**Enquêtrice :** Pourquoi croyez-vous que c'est [une activité] durable ?

**Mme Díaz :** Parce que ça aide les enfants à apprendre à cultiver et à prendre soin des plantes. Et à savoir que la terre nous donne les aliments. Et les élèves prennent conscience que si on sème, on a de la nourriture. Si on sème. Si on ne sème pas, on n'a rien à manger. Et la terre est une bénédiction parce qu'elle nous nourrit. C'est ce que je dis aux enfants (traduction libre)<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> *Verbatim* tiré de l'entrevue avec Mme Díaz :

*¿Por qué piensa que es durable?*

*Porque eso les ayuda a los niños a aprender a sembrar y el cuidado de las plantas. Y saber que la tierra nos da el alimento. Y ellos vayan tomando conciencia que si nosotros sembramos tenemos comida. Si nosotros sembramos. Si no sembramos, no hay que comer. Y la tierra es algo tan bendecido que nos da el alimento. Yo se lo digo a ellos.*

**Figure 23 : Les élèves et la coordinatrice désherbent le jardin de l'école de Chorchá Abajo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

En aidant les élèves à prendre conscience de la possibilité qu'offre la terre de produire des aliments sains, le jardin scolaire s'inscrit dans une dynamique de développement durable et participe aux moyens de subsistance. Les élèves peuvent également transposer leurs apprentissages dans le jardin scolaire à la maison et les partager avec leur famille. Par exemple, la coordinatrice du jardin d'El Higo remet des surplus de semences aux élèves qui les plantent à la maison afin de stimuler leur intérêt et leur amour pour la terre comme ressource nourricière. En plus de la participation des élèves, le personnel des écoles doit également compter sur celle des parents puisque le projet repose grandement sur l'implication de ceux-ci. En effet, la charge du jardin est grande et le personnel enseignant n'habitant pas dans la communauté, il ne peut pas prendre la responsabilité des soins à donner aux poules.

### **7.2.2. Une coopération parfois difficile de la part des familles**

La perception de l'implication des parents est différente au sein des écoles. Certains sont satisfaits de la coopération des parents alors que d'autres mentionnent un manque d'intérêt à s'impliquer et une difficulté à les faire participer. Dans El Higo, deux parents différents chaque semaine doivent venir prêter main forte dans le jardin tous les avant-midis de

semaine. Cependant, les parents ne sont pas toujours disponibles de jour puisqu'ils travaillent souvent comme *jornaleros* en agriculture, en élevage ou en construction.

Dans un contexte où il est difficile de pouvoir compter sur l'aide des parents, il devient ardu de mettre en œuvre et d'entretenir des projets de longue durée et nécessitant un fort degré d'implication tels que celui des jardins scolaires. La directrice de l'école d'El Higo, Mme Díaz, déplore la déresponsabilisation de certains parents envers leurs enfants et leur manque d'intérêt pour les activités scolaires. C'est pourquoi elle a d'abord été hésitante à accepter de participer au projet. En effet, selon, elle, les parents des élèves ne sont pas toujours coopératifs et disposés à être responsables des tâches liées à la production alimentaire de l'école, même si leurs enfants en tirent des bénéfices directs. Mme Morales, de la même école, brosse quant à elle un portrait moins négatif de la participation des parents. Même si elle affirme qu'elle doit souvent s'adapter aux disponibilités changeantes des parents, elle considère que le jardin scolaire a favorisé une coopération entre les élèves, les parents et le personnel enseignant. Elle voit cette coopération comme un engrenage qui, lorsqu'il est en marche, permet d'avancer main dans la main avec les parents et d'accomplir de grandes choses.

D'un autre côté, il semble que le degré d'implication des parents à l'école de Chorchá soit un peu plus élevé. En effet, Mme Espinoza affirme que les parents sont très participatifs puisqu'environ 20 parents différents par semaine viennent prêter main forte pour diverses tâches d'entretien dans le jardin. L'école s'est dotée d'un système de rotation pour gérer l'ordre dans lequel les parents doivent participer. Selon ce système, certains parents des élèves de deux classes doivent prêter main forte deux matins par semaine. Les classes désignées sont différentes durant ces deux jours, soit les lundis et jeudis. Aussi, les parents de Chorchá Abajo ont plus de temps libre pour apporter leur aide que ceux d'El Higo puisque la plupart vivent de la pêche, qui se pratique principalement en fin d'après-midi, en soirée ou la nuit. Ils participent donc aux tâches agricoles le matin et peuvent avoir leurs après-midis libres pour se consacrer à leur emploi respectif. Mme Rodríguez de Chorchá Abajo soutient tout de même que la participation des parents n'est pas toujours suffisante puisque certains ne s'impliquent pas du tout. Elle considère qu'environ 30 pour cent des parents ne participent

pas lorsque leur aide est sollicitée. Elle envisagerait de produire des cultures en quantités plus importantes si la collaboration des parents était meilleure. La main-d'œuvre que représentent les élèves grâce aux cours de sciences et technologie n'est toutefois pour l'instant pas suffisante pour le permettre, même si l'école aurait l'espace suffisant dans la parcelle. Dans les deux communautés, le personnel enseignant doit également compter sur les parents pour s'occuper des 50 poules, qui ont besoin que plusieurs soins soient effectués tels que le changement de leur litière, la construction d'infrastructures adéquates, l'alimentation, le changement de l'eau, la pesée, etc.

### **7.2.3. Le besoin de main-d'œuvre agricole**

Le suivi du jardin est effectué principalement par les coordinatrices des jardins, qui sont en fait des enseignantes qui n'ont pas de formation spécifique en agriculture. Mme Díaz d'El Higo aimerait obtenir une aide d'un technicien spécialisé pour les travaux à effectuer, ce qui permettrait au personnel d'obtenir du soutien et de se faire guider dans les tâches à effectuer. Hector, le participant de *Familias Unidas* d'El Higo, a été engagé en 2017 sous la demande de la directrice au représentant municipal du *corregimiento* de Cochea, mais son contrat n'a pas été renouvelé l'année suivante. Cette aide a retiré un grand poids des épaules du personnel enseignant et a même permis à l'école d'obtenir la seconde place d'un concours provincial de jardin scolaire. La directrice déplore que le travail d'agriculture ait été beaucoup plus difficile cette année sans l'aide d'Hector. Mme Rodríguez de Chorchá Abajo souhaite également bénéficier de l'aide d'un agriculteur sur le terrain qui travaille en collaboration avec les enseignants afin de cultiver certains autres produits qui demandent davantage de préparation des sols et un agrandissement de la parcelle. Elle affirme que les visites ponctuelles des techniciens du MIDA ne sont pas suffisantes et a sollicité sans succès un technicien en agronomie au représentant municipal du *corregimiento* de Chiriquí.

### **7.2.4. Les défis environnementaux**

En plus des difficultés liées aux facteurs humains, plusieurs obstacles environnementaux rendent la production difficile dans les jardins scolaires. En effet, dans Chorchá Abajo, le

problème de la terre acide relevé par les participants des jardins familiaux est également mentionné par les responsables du jardin scolaire. De plus, la forte pluviométrie du climat tropical panaméen cause des dégâts dans la parcelle lorsque la technique de culture sur billons est employée. En effet, les fortes pluies provoquaient le glissement des billons, qui étaient constamment à refaire. Heureusement, la nouvelle technique de culture hors sol de la coordinatrice Epinoza avec des pneus récupérés a permis de répondre à ces deux problématiques. Le personnel enseignant se dit satisfait par les résultats obtenus grâce à cette nouvelle technique. Dans El Higo, les fortes pluies ont aussi été mentionnées comme obstacle environnemental puisqu'elles brisent parfois les jeunes plants. Cependant, aucune modification n'a été apportée au système de production pour l'adapter à cette condition climatique pour l'instant.

Tout comme pour le projet des jardins familiaux, la problématique des semences de qualité douteuse a été relevée dans les jardins scolaires. Par exemple, Mme Morales d'El Higo explique que les semences de poivrons et de tomates qui leur ont été fournies n'ont jamais poussé. L'enseignante soutient que ce manque de qualité lui fait perdre du temps et qu'elle a dû trouver des semences ou des plants d'une autre provenance. Lorsque certaines semences ne poussent pas, l'agente du MIDA, en achète parfois des nouvelles de sa propre poche. Bien que l'école d'El Higo tente d'adopter le plus possible un mode de production biologique, avec l'utilisation de compost comme engrais, Mme Morales affirme que certaines cultures sont difficiles à produire sans un apport en intrants chimiques parce qu'elles sont en proie à plusieurs d'épidémies. C'est le cas de la tomate, culture pour laquelle la production a été quasiment nulle depuis le début de la création du jardin scolaire dans El Higo. L'enseignante croit que les semences sont peut-être trop industrialisées et donc mal adaptées à l'environnement local.

## CHAPITRE 8 : INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS ET DISCUSSION

Dans ce chapitre, les résultats présentés précédemment seront mis en relation et analysés pour en dégager du sens et des leçons. Tout d'abord, les grands enjeux émergents de la déficience du rôle de l'État en milieu rural, soit la marginalisation par les déséquilibres territoriaux, les stratégies de développement à court terme, l'alimentation de la dépendance et du paternalisme, et la dévalorisation du *campesino*, seront abordés. L'avis de certains experts interrogés sera également présenté afin de mieux comprendre les enjeux abordés. Suite à ce retour critique sur la réalité rurale panaméenne, le futur des communautés sera pensé à travers deux propositions principales qui tendent vers un développement rural durable. La première est un modèle d'agriculture agroécologique basé sur la valorisation des savoirs traditionnels paysans. La deuxième est l'autonomisation des habitants ruraux par la création de capital social et l'organisation solidaire du territoire.

### 8.1. LA DÉFICIENCE DU RÔLE DE L'ÉTAT EN MILIEU RURAL

Comme nous l'avons vu précédemment, le pourcentage de continuité des participants aux jardins familiaux de Chorcha Abajo est très faible, soit de 10 pour cent. Face à un résultat si faible, il est important de se questionner sur la réelle motivation des habitants ruraux à participer à ce type de programme et de se demander s'il est approprié pour les populations ciblées. Tout d'abord, bien que les participants acceptent tous de leur plein gré de participer au projet et s'en disent majoritairement satisfaits, le plus grand frein à la continuité de leur production suite au retrait des intervenants sur le terrain est le manque de motivation. Comment expliquer que bien qu'ils aient tous les outils en main pour poursuivre leurs cultures, les participants cessent leurs activités de production? Que se cache-t-il derrière cette perte de motivation soudaine dès le retrait de l'équipe sur le terrain? Et au-delà des programmes de jardins étudiés, quels sont les freins au développement des milieux ruraux? Bien qu'il soit impossible de répondre avec certitude à cette question, je présenterai dans les pages qui suivent quelques pistes de réflexion. Ce qui reste cependant certain, c'est que le programme dans sa formule actuelle n'est pas adapté pour s'inscrire dans une dynamique de développement rural durable.

### 8.1.1. Les déséquilibres territoriaux et la marginalisation

La concentration des fonds publics dans les zones urbaines et principalement dans la capitale où se trouvent le centre financier et le célèbre canal de Panama exacerbe les disparités entre les riches centres urbains et les milieux ruraux pauvres. Alors que la capitale du pays croule sous les constructions de nouveaux gratte-ciels et d'infrastructures routières, les milieux ruraux restent sous-développés et peinent à avoir accès aux services et aux infrastructures de base. La diminution de la pauvreté est loin d'être proportionnelle à la croissance économique du pays. Malgré la montée en flèche de sa croissance économique, le Panama reste un pays fondamentalement inégalitaire où les ressources économiques se concentrent dans la capitale politique et financière et continuent à enrichir les plus riches. Ce déséquilibre territorial est aggravé par l'intervention de l'État, dont l'attention est tournée vers les secteurs forts et rentables de la capitale, laissant ainsi les milieux ruraux à leur sort (Astudillo *et al.*, 2019 ; Chacón *et al.*, 2019).

La diminution des inégalités au Panama doit passer par l'instauration d'un meilleur équilibre territorial en générant des activités économiques à l'extérieur du bassin versant du Canal de Panama (Astudillo *et al.*, 2019). L'intérieur du pays, soit tous les territoires hors de la province de Panama, devrait attirer l'intérêt de l'État pour la dynamisation et la diversification de l'économie panaméenne. Des secteurs tels que le tourisme et l'agro-industrie ont un excellent potentiel hors de la capitale. Pour réaliser ces activités, les territoires ruraux ont toutefois besoin d'une meilleure connexion physique au Canal et au reste du pays de manière générale, d'infrastructures efficaces, d'accès aux services de base et de capital humain (*Idem*). En effet, la qualité des infrastructures au Panama est bonne comparativement au reste de l'Amérique latine, mais des déséquilibres territoriaux sont entre autres notables dans les secteurs du transport terrestre, des télécommunications, de l'accès à l'eau potable, des services d'assainissement, de l'électricité, de l'éducation et de la santé (PNUD, 2015). Le professeur de géographie humaine de l'UNACHI abonde dans le même sens en proposant qu'un meilleur soutien étatique se traduise par des politiques publiques qui permettent d'augmenter le niveau de vie en zones rurales par l'amélioration du secteur des services et par la diversification des activités économiques à travers le tourisme ou la

production de valeur ajoutée (entrevue avec le professeur de géographie de l'UNACHI). En outre, les ressources publiques allouées au secteur agricole sont maigres et les incitatifs à la production très faibles (Chacón *et al.*, 2019 ; Ríos Vargas, 2018). L'IDIAP développe par exemple des technologies et des cultivars, mais manque de ressources pour procéder au transfert de connaissances aux producteurs. L'agent de vulgarisation de l'IDIAP rencontré critique par exemple le manque de véhicules, de ressources financières et d'intrants de l'institut de recherche agricole gouvernemental (entrevue avec l'agent de vulgarisation de l'IDIAP).

Cette marginalisation des milieux ruraux est bien visible dans les communautés d'El Higo et de Chorcha Abajo. En effet, l'absence d'appui de l'État y est flagrante : les territoires sont sous-développés avec des services de base tels que l'eau potable, les infrastructures d'assainissement et de transport déficients (INEC 2010b, 2010c). Le développement socio-économique y est également faible, avec des populations qui sont très peu éduquées et connaissent une forte précarité d'emploi. Cette réalité du sous-développement engendrée par le manque de ressources publiques peut par exemple être illustrée par la déficience de réseau routier à El Higo, communauté recluse et inaccessible qui attend d'être physiquement connectée au reste de la province depuis de nombreuses années. Ce problème représente un frein au développement économique et social de la communauté puisque les transports de produits, de marchandise et de personnes sont ardues, ce qui minimise les contacts avec l'extérieur, accentue l'isolement et réduit les opportunités économiques.

Pourtant, les opportunités économiques sont un besoin essentiel pour le bien-être des habitants ruraux. En effet, dans le cadre d'un développement rural grâce à des moyens de subsistance durables, l'accès à des ressources financières suffisantes s'inscrit comme un pilier pour le développement durable (Scoones, 1998). En effet, selon la théorie des moyens de subsistance durables, la production de revenus est l'une des conditions pour qu'un moyen de subsistance soit durable (*Idem*). Bien que les jardins familiaux des communautés étudiées ne répondent pas à cette condition, ils participent tout de même à la subsistance des familles par une contribution alimentaire qui permet de diminuer les achats. La diversification des moyens de vie pourrait cependant engendrer une création de revenus tout en répondant au

quatrième élément de la théorie des moyens de subsistance, soit l'adaptation et la résilience, qui permettent de faire face à un stress ou à un choc et de s'en remettre (Davies, 1996 ; Scoones, 1998).

Dans cette perspective, la communauté de Chorchá Abajo semble être moins vulnérable avec sa capacité à générer des revenus diversifiés par le tourisme et la pêche et est donc moins dépendante de l'agriculture qu'El Higo. La création d'opportunités économiques en milieu rural est également essentielle pour permettre la continuité des initiatives de jardins familiaux dans le temps. En effet, cela pourrait faire diminuer le problème de manque de relève alors que plusieurs jeunes provenant des milieux ruraux quittent pour la ville à la recherche de meilleures opportunités d'études ou d'emplois. Ce phénomène mène à la diminution du travail de la terre alors que les paysans deviennent trop âgés pour ce genre de labeur ou décèdent et cause la dévitalisation des milieux ruraux qui se vident peu à peu.

L'abandon des milieux ruraux par l'État a également des répercussions sur la confiance des habitants ruraux envers leur gouvernement, dont l'image est également ternie par des décennies de scandales de corruption, et ses divers projets de développement. En effet, cette confiance est très fragile et la méfiance de plusieurs a grandi au fil des ans, causée par des déceptions envers l'État qui ne respecte pas ses engagements et qui laisse derrière ses différents mandats des projets non terminés et des promesses non tenues. Cette méfiance se traduit parfois par un certain scepticisme ou une indifférence chez les habitants ruraux. Cette attitude a été notée à plusieurs reprises lors du séjour sur le terrain. Cela a été le cas entre autres chez une participante à propos d'un projet de développement rural laissé à l'abandon par le précédent gouvernement de Juan Carlos Varela (2014-2019). Ainsi, la participante de *Familias Unidas* de Chorchá Abajo, Lourdes, a reçu un programme d'aide ayant pour but de construire des salles de bain modernes dans les maisons rurales ne bénéficiant pas d'installations d'assainissement afin de réduire l'usage des latrines non sanitaires. Lourdes a bien reçu de l'aide puisque des travailleurs de la construction sont venus chez elle et ont entamé les travaux. Le problème, c'est qu'ils ne les ont jamais terminés. Ils ont tout simplement cessé d'aller travailler à sa demeure, laissant derrière eux des matériaux de construction qui ne seront jamais utilisés. Jusqu'à ce jour, elle ne connaît toujours pas la

raison de cette interruption. Malgré tout, Lourdes n'est pas plus choquée qu'il n'en faut ; les promesses non tenues font partie de son quotidien. Elle est satisfaite parce qu'elle a eu plus tard la chance de recevoir la visite d'une « *gringa* » provenant d'un organisme humanitaire étranger, qui lui a installé une latrine sanitaire à l'extérieur de sa maison (figure 24). L'important pour Lourdes, c'est qu'elle a maintenant une installation sanitaire et elle semble plutôt indifférente par rapport au projet gouvernemental non terminé. En effet, cela ne l'a pas empêchée de participer plus tard à un autre programme d'aide gouvernemental, *Familias Unidas*.

**Figure 24 : La salle de bain incomplète du programme gouvernemental (à gauche) et la latrine installée par un organisme humanitaire étranger (à droite)**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

Le cas de Lourdes permet d'illustrer la tendance des habitants des communautés étudiées à prendre l'aide qu'on leur propose lorsqu'elle se présente, et lorsque celle-ci prend fin, à attendre qu'une nouvelle offre voie le jour. Les programmes sous forme de dons ne peuvent donc pas laisser de structures durables dans les communautés rurales puisqu'ils ne permettent pas la création de capital humain et social, indispensables pour l'autonomisation des habitants ruraux et le développement endogène. Le programme de *Familias Unidas* s'approche dangereusement d'un programme basé sur des dons. Bien qu'il offre des formations aux

participants, les dons consommables de semences, d'intrants et de poules créent une dépendance des bénéficiaires envers ces ressources qui sont difficilement accessibles physiquement et financièrement. Les dons ne permettent pas non plus aux habitants ruraux d'apprendre à développer leurs propres capacités à trouver des ressources locales selon leurs propres capacités, ce qui s'éloigne du mouvement agroécologique duquel *Familias Unidas* prétend être issu (Bourguignon et Bourguignon, 2017 ; Stassart *et al.*, 2012). La dépendance envers les donateurs peut également être illustrée par le meilleur taux de continuité observé chez les participants ayant conservé une bonne relation avec l'agente du MIDA après la fin du programme à Chorchá Abajo.

### **8.1.2. Le besoin de stratégies durables de développement**

Le retrait graduel de l'État dans le secteur agricole depuis l'adoption des réformes néolibérales politiques et économiques dans les années 1980 avec l'ouverture des marchés au commerce international ont engendré une transformation et une diminution des appuis à l'agriculture (Gravel, 2009b ; Hrabanski, 2011 ; Jourdain-Fortier et Loquin, 2012). Le secteur agricole panaméen se voit ainsi abandonné, alors que l'État manque de politiques publiques fortes qui soutiennent le secteur (Ríos Vargas, 2018). L'amélioration de l'efficacité des appuis au secteur agricole panaméen doit passer par une réduction des mécanismes de protection des prix du marché, qui jouent en fait le rôle de mécanismes de transfert au consommateur à travers les prix (Chacón *et al.*, 2019).

De plus, les interventions politiques qui affectent les prix du marché sont un des types d'appui public qui cause le plus de distorsion au commerce en altérant l'information que projettent les marchés aux producteurs, ce qui peut mener à des prises de décisions de production erronées et inefficaces (Anriquez et al, 2016 ; OCDE, 2014). Les mécanismes de protection des prix du marché sont aussi des moyens d'appui aux producteurs moins efficaces en comparaison aux autres formes d'appui au secteur, telle que l'investissement dans les biens publics (Anriquez et al, 2016). Les appuis devraient plutôt être concentrés dans les appuis directs qui ne sont pas liés à des types de produits agricoles spécifiques, afin d'en faire

profiter le plus de paysans possible et d'inclure les petits producteurs qui font de la polyculture.

Les investissements dans les biens publics doivent également être favorisés afin de permettre aux institutions qui offrent des services de biens publics ainsi qu'à leurs programmes d'augmenter leur portée et leur participation dans l'agenda politique (Chacón *et al.*, 2019). Les programmes de recherche, d'innovation et de transfert des technologies des instituts et des ministères tels que l'IDIAP et le MIDA doivent pouvoir recevoir davantage d'appui du gouvernement afin d'améliorer leur qualité et leur étendue.

La courte durée des mandats gouvernementaux est également un obstacle à la durabilité des programmes tels que ceux de jardins familiaux et scolaires implantés par le MIDA. En effet, la courte durée de cinq ans des mandats des dirigeants panaméens n'est souvent pas suffisante pour réaliser des projets qui nécessiteraient un suivi sur de plus longues périodes pour assurer leur durabilité, comme ce pourrait être le cas pour *Familias Unidas*. De plus, selon le professeur de géographie humaine de l'UNACHI, les gouvernements panaméens ont souvent l'habitude d'abandonner les projets qui ont été entamés par leurs prédécesseurs, ce qui met en péril les avancements effectués. Il soutient qu'il est impératif de prioriser des avenues de développement à moyen et long terme, ce qui est difficile puisque les autorités en place favorisent des projets à impacts immédiats (entrevue avec le professeur de géographie de l'UNACHI). Cependant, prioriser des projets dont les retombées ne sont pas rapidement visibles semble difficile vu les besoins pressants d'une grande part de la population rurale panaméenne qui vit dans la pauvreté (Chacón *et al.*, 2019). De plus, alors que des promesses gouvernementales à court terme sont peu tenues, il semble peu probable que la population arrive à croire aux projets à long terme.

Finalement, l'État doit faciliter l'accès à la terre pour les habitants ruraux. En effet, l'accès temporaire ou incertain à une parcelle est un frein qui mentionné par plusieurs participants à l'étude autant dans El Higo que dans Chorcha Abajo. Malgré une réforme agraire panaméenne en 1962, il semble que l'accès à la propriété foncière demeure difficile aujourd'hui puisque plusieurs participants doivent cultiver sur des terres prêtées, ce qui

engendre de l'instabilité pour la production. Les longs processus de distribution des terres ainsi que leurs coûts élevés pourraient être des freins à la demande d'obtention de titres fonciers par les petits agriculteurs (FAO, 2021).

### **8.1.3. Le paternalisme et l'alimentation de la dépendance**

Les habitants ruraux sont dépendants du financement des instances gouvernementales puisqu'ils n'ont pas les ressources économiques nécessaires pour développer par eux-mêmes des projets pour le développement de leur milieu tels que ceux proposés par l'État. Comme le secteur du développement rural et de l'agriculture manque gravement de financement au Panama, les *campesinos* restent donc en attente d'aide qui ne voit parfois jamais le jour ou qui est mal adaptée à leurs besoins. Cet état de dépendance se manifeste à plusieurs échelles dans les communautés rurales et semble être alimenté par les structures paternalistes des projets proposés. En effet, les approches *top down* proposées par les instances gouvernementales, qui transposent des projets tout préparés d'avance à diverses communautés rurales ne sont pas adaptées aux différents contextes des localités et des besoins de leurs habitants. En outre, les projets dans lesquels les participants sont tenus par la main durant toutes les étapes ne leur permettent pas de faire preuve d'initiative et de développer une autonomie qui leur permettrait de prendre leur destin en main. Cela a comme conséquence d'alimenter la dépendance des *campesinos* envers l'État.

Ce phénomène de dépendance transcende les différentes couches de la société et se retrouve à l'échelle locale dans les relations des habitants ruraux avec différents intervenants en position d'autorité. Par exemple, il est particulièrement visible à l'échelle des projets de jardins scolaires des communautés à l'étude. En effet, on observe que les participants ont besoin de beaucoup d'encadrement et de suivi pour effectuer les tâches nécessaires à l'entretien du jardin. Ainsi, l'implication des parents des familles des élèves est meilleure à l'école de Chorcha, où l'enseignante chargée du jardin est autoritaire et tient un suivi très rigoureux des tâches et de l'horaire de travail. Cependant, deux autres facteurs entrent également en compte dans les résultats obtenus à Chorcha Abajo : les moyens de subsistance des habitants ainsi que la création du jardin comme initiative citoyenne. Effectivement, les

parents de Chorcha ont plus de temps libre pour participer dans le jardin scolaire comme ils proviennent principalement de familles de pêcheurs qui travaillent en fin d'après-midi ou en soirée. En outre, le projet de jardin scolaire est à la base une initiative développée par la communauté et il fait partie de celle-ci depuis des décennies. Il est donc ancré dans Chorcha Abajo et les habitants se le sont mieux appropriés au fil du temps que les résidents d'El Higo se sont approprié le leur, qui provient d'une initiative récente. La dépendance aux aides gouvernementales est évidemment très présente également dans le projet de jardin en milieu familial, dont très peu de familles poursuivent le travail après le retrait du MIDA sur le terrain. Les participants restent en attente du retour du MIDA pour les aider à continuer leur production, souvent en vain. Les familles ayant de meilleurs résultats semblent également être celles qui ont entretenu une bonne relation avec l'agente du MIDA durant la durée du projet et qui ont gardé contact avec celle-ci après la fin du projet. Cela traduit le manque d'autonomie des habitants ruraux et leur besoin d'être dirigé et de recevoir de l'appui.

#### **8.1.4. La dévalorisation du *campesino***

Le Panama est un pays de contradictions et de paradoxes. Sa croissance économique extrêmement forte basée sur son secteur des services a pour conséquence de prioriser les ressources publiques dans le secteur tertiaire, aux dépens des investissements pour les activités de production (Chacón *et al.*, 2019 ; Castillo, 2003 ; INEC, 2010a). Tous les experts des milieux agricole et rural rencontrés l'ont confirmé : l'agriculture est un secteur abandonné au Panama. Malgré cela, une grande part de la population continue à vivre dans les milieux ruraux sous-développés avec des moyens de subsistance traditionnels. Alors que la capitale du pays jouit d'infrastructures et de services modernes grâce à la concentration des investissements publics, les communautés rurales sont laissées de côté par l'État et plus du tiers des habitants ruraux vivent dans la pauvreté (Chacón *et al.*, 2019). Dans un contexte où être *campesino* est synonyme de pauvreté et de laissé-pour-compte par l'État, il n'est pas surprenant que les habitants ruraux se tournent vers la ville de Panama pour obtenir de meilleures opportunités sociales et économiques.

Le statut d'agriculteur et, par extension, la ruralité, sont dévalorisés. Le rôle des paysans n'est pas apprécié dans la société panaméenne puisque ceux-ci ne représentent pas les priorités économiques de l'État et ne font pas partie du tourbillon de main-d'œuvre bon marché et de consommation de masse des habitants de la capitale, qui reçoit la majorité de l'attention de l'État. Le représentant du directeur général du CATIE au Panama suggère que la revalorisation du secteur s'effectue par l'augmentation de l'estime de soi afin de leur permettre de récupérer l'envie de créer des liens entre eux et de bâtir leur communauté (entrevue avec le représentant du directeur général du CATIE au Panama). Ainsi, l'État doit offrir davantage de soutien à la population rurale pour le développement de moyens de subsistance rentables qui permettent un épanouissement personnel et économique. Cela pourrait participer à éveiller le sens d'appartenance au territoire, à la terre et à l'agriculture des habitants ruraux afin qu'ils se sentent fiers de leur origine et de leur lieu de production.

L'État doit également tenter de répondre aux besoins des habitants ruraux tout en les autonomisant afin qu'ils prennent conscience de leurs besoins, de leurs problèmes, et qu'ils apprennent à répondre à ceux-ci. Ainsi, les programmes d'aide sociale sous forme d'allocations ou de dons doivent continuer d'exister pour les citoyens les plus vulnérables tels que les aînés ou ceux souffrant de déficiences physique ou mentale. Cependant, la majorité des habitants ruraux ne sont pas dans cette situation, mais se trouvent tout de même en état de vulnérabilité, souvent socio-économique. Dans ce cas, l'État devrait miser sur un support sous une forme qui permette d'améliorer le capital humain, soit par des opportunités d'éducation et de formations à un métier, ou en enseignant aux habitants ruraux à saisir les opportunités que leur offre leur environnement, dans une optique entrepreneuriale et d'autonomisation.

## 8.2. VERS UN MODÈLE AGROÉCOLOGIQUE POUR DES MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES

À la lumière des entrevues tenues avec les participants de *Familias Unidas*, il est évident que le modèle d'agriculture proposé par le MIDA déroge de beaucoup de celui de l'agroécologie. Par exemple, l'usage systématique d'intrants chimiques ou biologiques tels que des

fongicides et des fertilisants, ainsi que de semences hybrides, s'oppose aux principes agroécologiques d'usage des ressources locales et d'utilisation minimale d'intrants externes (Kessler et Moolhuijzen, 1994 ; Reijntjes *et al.*, 1992). L'utilisation de ces ressources issues du modèle d'agriculture biotechnologique engendre une dépendance aux fertilisants puisque l'usage prolongé d'intrants participe à l'appauvrissement des sols, comme cela a été mentionné par certains participants dans Chorcha Abajo. Les producteurs entrent dans un cercle vicieux alors qu'ils doivent continuer à utiliser des engrais de synthèse, car la fertilité de leur sol serait autrement compromise. Cela s'oppose à l'un des principes directeurs de l'agroécologie, soit la préservation des sols (Bourguignon et Bourguignon, 2017 ; Calame, 2008). La dépendance aux semences hybrides est également un enjeu dans les communautés étudiées alors que les participants doivent constamment acheter de nouvelles semences pour leurs récoltes puisque les graines des fruits obtenus ne peuvent être replantées l'année suivante. L'inaccessibilité physique ou financière aux semences et aux intrants représente donc un frein à la continuité de la production des participants. De plus, l'homogénéisation des variétés résultant de l'achat de semences commerciales porte non seulement préjudice à la sécurité alimentaire des petits producteurs, mais également à la biodiversité et à la transmission du savoir traditionnel (Gravel, 2009a).

### **8.2.1. Une alternative au système agroalimentaire globalisé**

Les systèmes de jardins proposés dans le cadre de cette étude tendent souvent vers un modèle d'agriculture biotechnologique. Cependant, certaines notions d'agroécologie sont retenues dans les projets du MIDA et engendrent de nombreux bénéfices. Par exemple, la récupération de matières résiduelles comme les déchets organiques pour en faire du compost permet de diminuer l'utilisation d'engrais de synthèse et rend ainsi la production moins coûteuse en plus de contribuer à la vie dans les sols. Les jardins familiaux et scolaires favorisent également un approvisionnement en aliments de proximité. En outre, les résultats de cette étude montrent que la qualité de l'alimentation des participants est améliorée puisqu'elle est basée sur des produits frais non transformés et sans additifs. La proximité des aliments grâce aux jardins familiaux et scolaires aide également à contrer la faible disponibilité alimentaire résultant du manque de commerces offrant des options alimentaires saines et abordables.

La résilience des participants est également améliorée puisque le programme du MIDA leur permet de développer des connaissances sur l'agriculture et d'adopter des habitudes de production. Les *campesinos* sont alors mieux outillés pour faire face aux divers obstacles et aléas qui se présentent à eux. Par exemple, en ayant l'option de cultiver eux-mêmes certains aliments, les participants diminuent leur vulnérabilité face aux fluctuations des prix du marché agroalimentaire, à l'inflation au pays et à la distorsion causée par leur marginalisation économique. En effet, dans un pays comme le Panama où la croissance économique est importante, mais où les investissements publics sont concentrés dans des secteurs extrêmement restreints, une distorsion s'installe alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter et que les moyens de subsistance des habitants ruraux n'évoluent pas en conséquence. Cela est particulièrement vrai chez les habitants ruraux qui vivent d'un travail informel comme *jornalero*, tels que plusieurs participants à l'étude. La petite agriculture de subsistance est donc un moyen de promouvoir une autonomie alimentaire et d'ainsi contrebalancer les situations économiques précaires liées au manque d'opportunités économiques viables. La plupart des participants ayant des revenus faibles et fluctuants, le jardin représente pour eux une sécurité en cas de manque de ressources financières qui leur permet au moins de ne pas manquer de denrées pour nourrir leur famille. Les cultures à usages multiples sont également fort intéressantes dans leur capacité d'augmentation de la résilience des habitants ruraux. Par exemple, le maïs peut être transformé en plats traditionnels tels qu'en *tortillas*, en *bollos*, en *serén* ou en *tamales* pour la consommation familiale ou la vente. Il peut aussi être séché et utilisé comme aliment pour nourrir les poules.

L'agroécologie devrait être orientée vers la durabilité des moyens de subsistance et le bien-être des communautés rurales (Santamaría-Guerra et González, 2017). Les éléments forts des programmes du MIDA, qui sont à conserver et à renforcer, sont donc ceux qui tendent vers la création de moyens de subsistance durables, la génération d'avantages socio-économiques et l'augmentation de la résilience. Ainsi, la valorisation des arbres par l'agroforesterie pour ceux qui bénéficient d'une parcelle suffisamment grande est une avenue intéressante. En effet, plusieurs participants possèdent déjà des arbres fruitiers situés en dehors de leur parcelle de culture maraîchère. Cependant, mis à part la culture de bananes plantains, ce type

de production n'est pas encadré ou valorisé par le MIDA, qui n'offre du suivi que pour la production maraîchère et avicole. L'inclusion des arbres dans les systèmes agricoles des habitants ruraux aurait des avantages autant économiques qu'écologiques. En effet, l'inclusion d'arbres fruitiers ou d'arbres pour la production ligneuse pourrait permettre une diversification des sources de revenus et, ainsi, une augmentation de la résilience des habitants ruraux. Il s'agirait également d'un moyen de répondre aux problèmes de fertilité du sol puisque les arbres permettent de stocker les nutriments dans le sol, favorisent la rétention de l'eau et évitent le ruissellement grâce à leur système racinaire (Association française d'agroforesterie, s.d., site Web). Les arbres participent également à absorber les surplus en nutriments qui proviennent d'un usage abusif d'intrants chimiques. Tous ces avantages participent à l'accroissement de la vie dans les sols et favorisent ainsi une meilleure fertilité (*Ibid.*). La mise en place de haies brise-vent pourraient également servir à protéger les plants vulnérables aux fortes brises d'été, un problème qui a été mentionné par certains participants.

### **8.2.2. La valorisation des savoir-faire paysans**

Afin de diminuer la dépendance des habitants ruraux aux ressources externes et d'augmenter leur résilience, il est essentiel de mettre en valeur les ressources et les savoir-faire traditionnels, qui sont nombreux, mais souvent laissés de côté, car ils ne proviennent pas du modèle agricole moderne biotechnologique. Les programmes de jardins familiaux et scolaires devraient encourager le partage des savoirs paysans afin de les institutionnaliser en les inscrivant dans les ressources et les techniques de production proposées par les ateliers du MIDA. En effet, les connaissances traditionnelles sont issues de pratiques ancestrales ancrées dans le territoire et sont donc probablement les plus adaptées aux communautés à long terme. En effet, ces pratiques ont souvent été élaborées par de petits producteurs avec des ressources limitées et qui ne peuvent pas se procurer d'intrants chimiques, ce qui les a poussés à développer des systèmes agricoles plus naturels et par conséquent, plus écologiques (Amador *et al.*, 2002).

Les participants interrogés utilisent certaines techniques de production traditionnelles agroécologiques telles que l'association de culture et la valorisation d'engrais naturels. Certains se servent par exemple des plants de maïs comme tuteurs pour les plantes grimpantes telles que les haricots et certaines courges et utilisent les tiges séchées de maïs comme engrais (figure 25). Une technique agroécologique intéressante à enseigner aux participants serait le contrôle biologique des insectes et des épidémies. En effet, les épidémies sont une difficulté de production qui a été mentionnée à plusieurs reprises lors des entretiens avec les participants. Certains producteurs biologiques au Panama proposent par exemple des solutions répulsives pour les fourmis et autres insectes à base d'ail, d'alcool et d'eau (Santamaría-Guerra et González, 2017).

**Figure 25 : Culture associée de maïs et de courge (*zapallo*) (à gauche) et valorisation par la participante Mónica de tiges séchées de maïs comme engrais naturel (à droite) dans El Higo**



Crédit : Catherine Gauthier, 2018

L'utilisation de semences traditionnelles d'origine locale permettrait également de valoriser les savoirs paysans, de protéger le patrimoine biologique de la région et d'adopter des pratiques durables pour l'environnement et pour les moyens de subsistance des habitants ruraux. Ce choix s'inscrirait dans une avenue de développement rural plus durable puisqu'elle permettrait aux petits producteurs de poursuivre leur production dans le temps avec des semences dont les fruits peuvent être récupérés et ressemés pour les récoltes suivantes. Cela permettrait aux *campesinos* de diminuer leur dépendance à leurs revenus souvent instables pour l'achat de ressources externes et d'ainsi améliorer leur souveraineté

alimentaire. De plus, les espèces dites « *criollas* » sont particulièrement appréciées des producteurs, qui les trouvent souvent plus adaptées aux conditions environnementales locales malgré qu'elles offrent parfois un rendement moindre aux espèces hybrides. Elles sont également appréciées des *campesinos* pour leurs qualités aromatiques. Lorsqu'ils sont insatisfaits de la qualité des semences reçues par le MIDA, les participants se tournent parfois vers des producteurs locaux pour en obtenir de meilleures. Cette pratique est intéressante puisqu'elle favorise un patrimoine local et des échanges de matière première, mais également de connaissance avec des producteurs de proximité d'expérience détenant souvent un bagage important de connaissances sur leur milieu. Elle permet également la création d'un tissu social communautaire par des services d'entraide et peut ainsi participer à la diminution de la vulnérabilité sociale des individus (D'Ercole et Thouret, 1994).

Le manque de ressources économiques pour l'achat d'intrants pousse parfois les producteurs à faire preuve de créativité s'ils veulent poursuivre leur production. Par exemple, l'école de Chorcha Abajo a dû faire face à des problèmes d'infertilité du sol. Les responsables du jardin scolaire ont donc pallié cet enjeu en explorant une nouvelle technique de production avec des pneus réutilisés qui contiennent un mélange de terreau et de compost. Cela leur a permis d'améliorer leur capacité de production à moindre coût, en optimisant et en concentrant l'engrais pour les cultures délicates par la récupération de pneus usagés, une ressource locale. Cette créativité doit être encouragée, car elle augmente la résilience par la recherche de solutions endogènes. Ainsi, elle permettrait de vaincre la dépendance aux acteurs externes si on applique la théorie de la dépendance à l'échelle de la communauté, selon laquelle un pays affaiblit ses capacités de recherche de solutions endogènes en créant des liens avec l'extérieur pour s'enrichir (Cardoso et Faletto, 1979 ; Dos Santos, 1969 ; Frank, 1978).

### 8.3. VERS UNE AUTONOMISATION DES HABITANTS RURAUX ET L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS

Il va sans dire que plusieurs aspects des programmes de *Familias Unidas* et des jardins scolaires doivent être améliorés afin d'être durables et de diriger les participants vers une production autonome et continue. Ainsi, les programmes proposés doivent être adaptés aux

communautés qui les accueillent et concorder avec leurs moyens de subsistance. Ces moyens de subsistance s'inscrivent eux-mêmes dans un mode de vie spécifique à chaque communauté, défini selon la culture et les valeurs locales ainsi que les conditions sociales, économiques et environnementales. Les initiatives de développement doivent donc être adaptées culturellement au mode de vie des habitants ruraux afin d'être socialement acceptées et de pouvoir survivre au-delà d'une aide apportée ponctuellement. Il semble donc impossible que les projets gouvernementaux appliqués à diverses communautés rurales sans prendre en compte leur différents mode de vie soient viables à long terme.

Face au manque d'appui de l'État ou d'aide adaptée aux milieux ruraux, les *campesinos* n'ont d'autre choix que de prendre leur propre destin en main. En effet, ils se retrouvent toujours démunis lorsque les programmes d'aide prennent fin et en attente d'un nouveau projet, qui ne se présente souvent jamais. Cela a pour conséquence d'augmenter l'état de dépendance des habitants ruraux, qui ne fait que s'accroître au fil des projets – complétés ou non – réalisés par l'État. Cette situation les place comme des victimes de leur propre sort et les rend inconscients de leur pouvoir décisionnel. Pourtant, la prise de conscience des habitants ruraux de leur pouvoir en tant qu'acteurs de changement dans leur vie et dans leur communauté est souhaitable et même essentielle pour la recherche de solutions à leurs besoins. En effet, lorsque les projets de développement proviennent d'instances gouvernementales ou d'instituts jouant des rôles d'autorité ou de pouvoir, ils risquent d'être mal adaptés aux besoins des populations locales qui n'ont pas été consultées. Les projets seront donc moins propices à être adoptés durablement. Comme cela a été vu précédemment, pour être accepté socialement par une communauté, un projet doit passer par un processus de coappropriation. Dans le cas des projets à l'étude, ce n'est pas le cas puisque les participants restent majoritairement dépendants de l'aide apportée et ne poursuivent pas le projet lors du retrait du MIDA.

### **8.3.1. Vaincre la dépendance par une organisation solidaire du territoire**

Le désengagement de l'État du secteur agricole place les organisations paysannes comme alternative pour la recherche de solutions et l'apport de propositions à partir d'expériences

vécues (Harrisson, 1998). En outre, l'adoption d'une approche *bottom-up* serait plus efficace pour le développement des localités rurales puisque les initiatives qui proviennent directement des communautés auraient de meilleures chances de perdurer et d'être adaptées aux besoins locaux. Pour ce faire, les communautés rurales doivent développer une vision collective et renforcer leurs capacités organisationnelles. L'organisation des communautés pourrait se traduire par la formation d'organisations paysannes et par l'établissement de coopératives ou de marchés locaux de petits producteurs. Cette organisation solidaire offrirait ainsi des avantages variés tels que la diminution de la compétition entre les producteurs et l'accès à un marché pour la vente à des prix raisonnables. Cela pourrait par exemple apporter une solution à certains problèmes de compétition interne et de manque de débouchés pour la vente que connaissent les petits producteurs de Chorcha Abajo.

La création d'associations et l'établissement de petits marchés communautaires pourrait également servir à améliorer l'accès physique à des aliments de qualité, générer des revenus et augmenter la résilience des habitants ruraux face aux déficiences d'infrastructures et de services alimentaires des communautés rurales éloignées. Les communautés étudiées pourraient s'inspirer d'initiatives de la région de Chiriquí afin de développer la petite agriculture de subsistance agroécologique. Par exemple, il existe, depuis 1996, un regroupement de producteurs biologique, le Groupe organique d'agriculteurs de Cerro Punta (*Grupo Orgánico de Agricultores Cerropunteños* [GORACE]), dont la mission est de contribuer à la conservation de l'environnement grâce à l'éducation, le développement et la promotion de la production biologique (GORACE, 2015). Un autre exemple inspirant est celui du marché hebdomadaire de Boquete dans les hautes terres de Chiriquí, géré par une organisation communautaire locale depuis 2008. Ce marché permet à 87 marchands de vendre des produits provenant, entre autres, du secteur agroalimentaire et de l'artisanat. Bien que la communauté de Boquete soit plus grande que celles d'El Higo et de Chorcha Abajo et qu'elle bénéficie d'un apport touristique considérable, ce type de marché pourrait tout de même être transposé à plus petite échelle dans les communautés à l'étude. Un programme tel que *Familias Unidas* pourrait par exemple aider à démarrer ce genre d'initiative en participant à son organisation et à son financement.

Au niveau national, l'Association pour la production organique solidaire (*Asociación Producción Orgánica y Solidaria* [PROCOSOL]) tient le rôle d'un réseau intégrant les organisations, les communautés et les secteurs les plus pauvres du Panama pour la commercialisation de la petite production biologique. PROCOSOL offre entre autres à ses membres des formations et de l'assistance technique sur la production biologique. Il s'agit d'un exemple inspirant d'intégration grâce à la coopération entre l'État et la communauté paysanne puisque l'association est née d'une initiative portée par le Secrétariat national pour la science, la technologie et l'innovation (*Secretaría Nacional de Ciencia Tecnología e Innovación* [SENACYT]) du gouvernement panaméen et l'Association de petits et de moyens producteurs du Panama (APEMEP) (Santamaría-Guerra et González, 2017).

Ces types d'initiatives permettraient de contrer le problème de la désorganisation dans les milieux ruraux, qui est un enjeu important auquel doivent faire face les communautés (entrevue avec le professeur de géographie de l'UNACHI). Les représentants de *corregimiento* pourraient également participer à l'organisation solidaire du territoire en jouant un rôle rassembleur et en offrant une vision collective du développement communautaire. Par contre, dans les communautés rurales recluses telles qu'El Higo, où les communications et les liens sont difficiles avec les communautés voisines du même *corregimiento*, la présence d'acteurs locaux qui jouent le rôle de leaders à l'échelle de la communauté est essentielle. Cependant, l'organisation des communautés pour développer des activités de bénéfice commun reste difficile. La corruption endémique de la région transcende les différentes couches de la société et mine la confiance entre les individus (entrevue avec le professeur de géographie de l'UNACHI). Cela crée de la méfiance envers l'administration publique et entraîne un individualisme exacerbé par le manque de solidarité. En effet, lorsque vient le temps de gérer des ressources en commun, les habitants ruraux ont peu de confiance, ce qui ralentit le travail de groupes solidaires. Un changement culturel qui provienne d'en-haut, soit de l'administration publique, doit s'opérer. Cependant, dans un pays où la corruption et le manque de transparence sont omniprésents, il semble peu réaliste de privilégier ce type d'approche pour obtenir du changement. Une approche *bottom up* provenant des citoyens aurait de meilleures chances d'ancrer une nouvelle façon de faire dans

un territoire et l'organisation de groupes de travail pour des bénéfices communs pourrait être une voie ayant davantage de potentiel pour le rétablissement d'un climat de confiance.

L'organisation en groupes de travail pourrait également participer à développer des initiatives entrepreneuriales coopératives. Cela permettrait aux habitants ruraux de surmonter certains enjeux, tels que ceux d'ordre économique, puisque la capacité d'action s'améliore en se regroupant. Pour ce faire, les communautés rurales *latinas* auraient avantage à s'inspirer des communautés autochtones. En effet, bien qu'ils souffrent davantage de problèmes de développement social et économique, les territoires autochtones ont souvent tendance à être mieux organisés et plus solidaires (entrevue avec le représentant du directeur général du CATIE au Panama). Cela a d'ailleurs été mentionné par la seule participante autochtone interrogée, qui a déploré que ses collègues du projet de *Familias Unidas* ne s'unissent pas davantage pour effectuer le travail nécessaire (entrevue avec Zoila). La création et l'organisation de coopératives dans les milieux défavorisés pourraient être une solution à ce problème en orientant mieux les aides et les dons gouvernementaux, qui, comme dans le cas de *Familias Unidas*, peuvent être individuellement gérés de manière non durable. Le représentant du directeur général du CATIE au Panama mentionne par exemple le cas de la communauté autochtone de Las Nubes dans le *corregimiento* d'Alto Caballero, qui a créé une coopérative à partir d'une subvention gouvernementale afin d'investir dans la production avicole et dans la transformation du poulet. La coopérative a ainsi pu multiplier son investissement de départ par la vente de produits transformés tels que des *tamales*, des *sancochos* (soupe traditionnelle à base de poulet et de légumes racines) (entrevue avec le représentant du directeur général du CATIE au Panama). Les communautés étudiées pourraient s'inspirer de ce type d'expérience en milieu autochtone.

Bien que l'organisation solidaire du territoire doive provenir des communautés, l'implication des instances gouvernementales ne doit pas être mise de côté pour autant. Leur appui doit toutefois être adapté afin de promouvoir l'autonomisation des habitants ruraux et transférer le rôle de porteur de projet d'un acteur externe à un acteur interne à la communauté. Ainsi, plutôt que d'offrir des programmes complets qui suivent une recette préparée d'avance tel que celui de *Familias Unidas*, les instances étatiques devraient offrir des outils aux habitants

ruraux qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs de développement en prenant en compte leurs capacités et en favorisant la création de capital humain et social. Dans le cas des jardins familiaux, le MIDA peut servir d'outil d'*empowerment* pour des habitants ruraux dans le cadre de petites initiatives d'organisation de la production en apportant un soutien et une formation qui encadre les participants et leur permet d'améliorer leurs pratiques. Cela aurait pour avantage de formaliser les activités et de les rendre plus productives.

Le MIDA peut même aider à inscrire les activités agricoles des paysans dans un cadre entrepreneurial puisqu'il possède des formateurs en entrepreneuriat. Il serait pertinent d'offrir des ateliers en entrepreneuriat aux participants de *Familias Unidas* en début de programme afin de les éduquer sur la rentabilisation de leurs productions agricole et avicole. Ce type de formation s'inscrirait parfaitement dans le besoin d'autonomisation et de responsabilisation des habitants ruraux et favoriserait le processus de prise de conscience d'eux-mêmes en tant qu'acteurs actifs dans leur communauté. Ainsi, leur rôle en tant que « participants » ou « bénéficiaires » doit être modifié pour mettre l'accent sur leur rôle d'agent de changement et leur valeur entrepreneuriale. En effet, un participant impliqué dans un projet en tant que gestionnaire ou patron se sentira probablement davantage responsable de sa réussite, mais aussi de son échec. Il est donc probable qu'il soit plus impliqué et mette davantage d'efforts dans les processus menant à son succès.

### **8.3.2. Les jardins scolaires pour l'éducation à la ruralité et la création de capital social**

Afin de favoriser une organisation solidaire, les liens entre les divers acteurs du territoire, tels que le personnel des écoles, les autorités locales, la population et des dirigeants doivent être favorisés. L'organisation solidaire du territoire n'est pas un phénomène inconnu dans les communautés à l'étude. Le jardin scolaire de Chorchá Abajo est notamment un cas inspirant de coopération pour le développement. En effet, il est issu d'une initiative citoyenne dont la gestion est assurée par une collaboration entre les parents des élèves de l'école de la communauté et le personnel enseignant. Le rôle des élèves est également important puisqu'il permet d'assurer une continuité à long terme de la production agricole grâce à la sensibilisation au travail de la terre effectuée à un jeune âge. Ainsi, les jardins scolaires

représentent un espace de rencontres, de dialogue et de tissage de liens entre des acteurs internes (élèves, enseignants, parents, etc.) et externes à la communauté (MIDA, etc.) qui assurent la continuité de la production (Armienta Moreno *et al.*, 2019). Cela favorise de meilleures relations communautaires et participe à la création d'un capital social essentiel à une organisation solidaire du territoire.

La participation de certains acteurs et leur appropriation du jardin n'est pas toujours bonne puisque l'activité n'est pas institutionnalisée et qu'elle ne dépend que de la volonté d'une coordinatrice et de la directrice. L'appui des parents n'est pas non plus facile à obtenir et c'est pourquoi il faut inclure ces derniers dans le développement du jardin dès le départ afin de les intégrer en tant qu'acteurs actifs selon leurs capacités (Armienta Moreno *et al.*, 2019). Cependant, plus l'initiative inclut un nombre élevé d'acteurs diversifiés, plus les tâches seront partagées et le travail facilité. Comme la charge de travail peut être grande pour la coordinatrice du jardin scolaire et que la motivation de cette dernière risque de s'effriter avec le temps, au moins un deuxième enseignant devrait partager la responsabilité du jardin avec elle (Bucher, 2017). Les jardins devraient également être de taille moyenne et leurs méthodes de production simplifiées afin d'être facilement gérés par les enseignants et les élèves (FAO, 2019). Des techniques de production simples et non exigeantes en ressources externes, telles que celles inspirées de l'agroécologie, peuvent également être réutilisées par les élèves et leurs parents à la maison.

Le rôle des acteurs externes, qu'ils soient des instituts académiques, des entreprises privées, des organismes humanitaires ou des instances gouvernementales, est important dans la poursuite de ce projet, mais non essentiel. Il sert à encadrer la pratique et à fournir des ressources techniques ou économiques au besoin. Toutefois, l'école reste indépendante de cette aide pour la poursuite de sa production. En effet, nous avons vu que le jardin scolaire de Chorcha Abajo a été encadré par différents organismes et institutions au fil des ans et, malgré la fin de plusieurs partenariats, la production agricole s'est poursuivie. La participation d'acteurs externes tel que le MIDA peut donc être un facteur de réussite des projets d'organisation solidaire du territoire pour le développement, sans toutefois en être une condition.

Les projets de jardins scolaires semblent plus intéressants à garder dans leur version actuelle que les jardins familiaux puisqu'ils ont une meilleure capacité d'être transposés d'une communauté à l'autre. Cela est en partie dû au fait qu'ils impliquent une plus grande diversité d'acteurs et ainsi un partage des responsabilités. De plus, comme le jardin est inclus dans des activités pédagogiques et mis en valeur par les enseignants dans le cadre de leur travail, l'organisation du travail est plus facile et les avantages directs sont mieux visibles à courts termes et suffisent à alimenter la motivation à continuer la production. Les jardins scolaires ont également l'avantage de s'inscrire dans une sensibilisation à la ruralité et dans la valorisation du travail de la terre chez les enfants. Cela participe à mettre de l'avant le rôle du *campesino*, souvent dénigré par la société panaméenne. La sensibilisation du mode de vie rural est plus efficace chez les jeunes en âge d'apprentissage puisque leurs valeurs, leurs habitudes et leurs jugements sont en formation. Grâce à leur ouverture d'esprit, ils sont des acteurs importants de changement et le jardin scolaire participe à favoriser l'ancrage à leur territoire en mettant de l'avant les bénéfices du travail de la terre. Ainsi, les projets destinés aux jeunes devraient être priorités dans le cadre de l'élaboration de stratégies de développement durable. Cette sensibilisation aux activités agricoles semble bénéfique puisque la participation des enfants dans les jardins scolaires et la continuité du projet sont excellentes dans les deux communautés. Les enfants aiment travailler de leurs mains et se sentent valorisés par l'évolution de la production puisque les fruits de leurs efforts leur sont visibles. De plus, les activités agricoles s'inscrivent dans le cursus scolaire, ce qui a pour avantage d'adapter leur éducation à la ruralité de leur territoire.

## CONCLUSION

Malgré leur apport intéressant à la sécurité alimentaire, les jardins familiaux et scolaires ne représentent pas une avenue de développement rural durable à eux seuls dans les cas étudiés dans cette recherche. Afin d'engendrer une amélioration de la qualité de vie plus complète des habitants ruraux, il pourrait être pertinent que les stratégies proposées ne s'opèrent pas qu'à l'échelle locale, mais qu'elles soient plutôt intégrées à une restructuration du développement socio-économique au pays. En effet, le Panama est un pays possédant des structures de distribution des richesses très inégalitaires et la concentration de l'attention de l'État dans les milieux urbains et la zone du Canal alimente le sous-développement du secteur agricole et des zones rurales. Ainsi, il serait de mise que le pays décentralise son développement et diminue la marginalisation rurale par la génération d'activités économiques et la connexion des communautés rurales à la capitale. Cette décentralisation pourrait par exemple se faire par la mise en place d'un plan de développement rural durable clair et transparent ainsi que par l'adoption de politiques publiques fortes pour le soutien au secteur agricole par l'État.

Pour conclure ce travail de recherche et suite à la présentation et à l'analyse des résultats obtenus, revenons à l'hypothèse de départ : Les systèmes alimentaires alternatifs sont une solution socialement acceptée et efficace pour diminuer l'insécurité alimentaire des ménages et créer des moyens de subsistance dans les communautés rurales du district de David, à Chiriquí, tout en s'inscrivant dans une démarche de développement durable. Il a été vu que les systèmes alimentaires alternatifs étudiés, soit les jardins familiaux et scolaires, ont une forte capacité de diminution de l'insécurité alimentaire, de création de moyens de subsistance durables et d'augmentation de la résilience pour un développement durable. Cependant, le cadre dans lequel ont été mis en place ces systèmes, soit à travers des programmes instaurés par des acteurs externes privés (Caisse d'épargne) et publics (MIDA et MEDUCA), ne permet pas de confirmer l'hypothèse de départ. En effet, les observations sur le terrain et l'enquête menée ont permis de constater que les programmes étudiés comportent plusieurs lacunes dans leur forme, leurs structures, et leur instauration. Les principaux freins observés concernant le programme de jardins familiaux sont l'accès à la terre, le manque de motivation

des participants à poursuivre le programme suite au retrait du MIDA et la dépendance envers l'aide externe. Ces difficultés que rencontrent les participants du programme ne permettent donc pas une continuité à long terme des activités d'agriculture suite au retrait des équipes sur le terrain. Ainsi, l'ultime palier de l'acceptabilité sociale qui pourrait garantir une durabilité dans le temps du projet, la coappropriation, n'est pas atteinte. Le programme de jardins scolaires connaît, quant à lui, une meilleure appropriation par les communautés locales et un meilleur taux de continuité des activités. Il connaît toutefois certains défis tels que le manque de coopération des parents des élèves, le besoin de main-d'œuvre agricole et les défis environnementaux tels que la fertilité des sols et les épidémies.

Le manque de vision agroécologique semble être un frein aux jardins familiaux puisque le modèle proposé repose sur l'utilisation d'intrants chimiques qui alimentent la dépendance des habitants ruraux envers des ressources externes coûteuses, ce qui va à l'encontre de la construction de leur résilience. Les savoirs traditionnels paysans auraient donc avantage à être valorisés afin de favoriser l'usage de ressources locales, de préserver l'environnement et de tendre vers la recherche de stratégie de développement endogène. Aussi, la concertation des communautés et la prise en compte de leurs besoins respectifs pourrait être un élément important favorisant l'adoption durable d'une stratégie de développement ancrée dans le territoire et basée sur le respect de leurs capacités et de leurs ressources. Ensuite, afin de réduire leur dépendance à l'État et aux ressources offertes et de tendre vers une certaine autonomisation, les populations rurales pourraient développer leurs capacités organisationnelles pour une organisation solidaire du territoire. Ainsi, la création de capital social, à travers la mise en place de différents types d'associations tels que des coopératives de producteurs ou des marchés de proximité, pourrait permettre de compenser la déficience de mécanismes de support d'aide publique dans les milieux ruraux. Cela pourrait également être bénéfique pour l'amélioration de la confiance entre les différents acteurs de la communauté grâce au développement d'activités de bénéfice commun.

Il a été démontré dans cette recherche que les projets de jardins scolaires sous la tutelle d'instances gouvernementales présentent de meilleurs résultats puisqu'ils permettent la création d'un capital social par la coopération d'une diversité d'acteurs de la collectivité. Ils

impactent également les communautés de manière positive en sensibilisant les enfants à la vie rurale, en valorisant la production agricole comme moyen de subsistance, en améliorant la sécurité et l'autonomie alimentaires et en s'inscrivant dans des activités éducatives. Les jardins scolaires semblent donc ainsi faire partie d'une stratégie de développement durable efficace en valorisant le milieu rural et en formant les futurs paysans de demain.

## BIBLIOGRAPHIE

ALTIERI, Miguel A. (1983) *Agroecology : The scientific basis of alternative agriculture*. Berkeley, Division of Biological Control, University of California.

AMADOR, Manuel, ARZE, José et SARAVÍ, Tomás (dir.) (2002) *Aproximación de la oferta centroamericana de productos orgánicos y situación de sus mercados: Panamá*. San José, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura, Agencia de Costa Rica.

ANRIQUEZ, Gustavo, FOSTER, William, ORTEGA, Jorge, FALCONI, César et DE SALVO, Carmine P. (2016). *Public Expenditures and the Performance of Latin American and Caribbean Agriculture*. Inter-American Development Bank.

APPENDINI, Kirsten (2004) *La seguridad alimentaria en los hogares campesinos: ¿Es una estrategia el cultivo de maíz?* Canadian Association of Latin-American and Caribbean Studies Congress, Guelph.

ARMIENTA MORENO, Daniel E., KECK, Charles, FERGUSON Bruce G. et SALDÍVAR M., Antonio (2019) Huertos escolares como espacios para el cultivo de relaciones. *Innovación educativa*, vol. 19, n° 80.

ASTUDILLO, Jhonatan, FERNÁNDEZ, Marco et GARCIMARTÍN, Carlos (2019) *La desigualdad de Panamá: Su carácter territorial y el papel de la inversión pública*. Inter-American Development Bank.

AZOULAY, Gérard (1998) Globalisation des échanges et sécurité alimentaire mondiale à l'horizon 2010. *Revue Tiers Monde*, vol. 39, n° 153, p. 25-43.

BECK, Ulrich (2001) *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Aubier.

BERNSTEIN, Henry, CROW, Ben et JOHNSON, Hazel (dir.) (1992) *Rural Livelihoods : Crises and Responses*. Oxford, Oxford University Press.

BIDOU, Jean Etienne et DROY, Isabelle (2012) *Peut-on mesurer la vulnérabilité sociale et économique des ménages et des individus*. Colloque International GEMDEV - UNESCO : La Mesure du Développement : Atelier 6 : Vulnérabilité et Pauvreté, Paris.

BORRAS, Saturnino M et FRANCO, Jennifer C (2009) Transnational agrarian movements struggling for land and citizenship rights. *IDS Working Papers*, vol. 2009, n° 323, p. 01-44.

BOURGUIGNON, Claude et BOURGUIGNON, Lydia (2017) *Manifeste pour une agriculture durable*. Paris, Éditions Actes Sud.

BOUTILIER, Robert G et THOMSON, Ian (2011) *Modelling and measuring the social license to operate: Fruits of a dialogue between theory and practice*. Queensland.

- BRUNSON, Mark W (1996) A definition of "social acceptability" in ecosystem management. *United States Department of Agriculture Forest Service General Technical Report PNW*, p. 7-16.
- BUCHER, Katie (2017) Opening garden gates: Teachers making meaning of school gardens in Havana and Philadelphia. *Teaching and Teacher Education*, vol. 63, p. 12-21.
- CALAME, Matthieu (2008) *La tourmente alimentaire. Pour une politique agricole mondiale*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.
- CANEL-DEPITRE, Béatrice (2017) Le processus de construction de l'inacceptabilité sociale d'un projet de production électrique éolien en Haute Saintonge. *Annales des Mines - Gérer et comprendre*, vol. 130, n° 4, p. 15-31.
- CAO TRI, Huynh, NHU HÔ, Pham, BOUSQUET, Jacques, DOCKÈS, Pierre, ROSIER, Bernard, EL-MOUSLY, Hamed Ibrahim et COLIN, Roland (1988) *Développement endogène: aspects qualitatifs et facteurs stratégiques*. Paris, UNESCO.
- CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO, Enzo (1979) *Dependency and Development in Latin America*. Oakland, University of California Press.
- CASTILLO, Carlos M. (2003) *El Estado neoliberal: Deuda, desigualdad y pobreza*. Montevideo, CEASPA.
- CARNEY, Diana (1999) Approaches to sustainable livelihoods for the rural poor. *Overseas Development Institute*, vol. 2.
- CARON-MALENFANT, Julie et CONRAUD, Thierry (2009) *Guide pratique de l'acceptabilité sociale: pistes de réflexion et d'action*. Québec, Éditions DPRM.
- CHACÓN, Ángel, DUTRA, Tomás, EGAS Y. Juan J., SHIK, Olga, DE SALVO, Carmine P. (2019) *Análisis de políticas agropecuarias en Panamá: Informe 2019*. Inter-American Development Bank.
- CHAMBERS, Robert et CONWAY, Gordon (1992) *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century*. Brighton, Institute of Development Studies.
- CHARDON, Anne-Catherine (1994) Etude intégrée de la vulnérabilité de la ville de Manizales (Colombie) aux risques naturels. *Revue de géographie alpine*, vol. 82, n° 4, p. 97-111.
- CONWAY, Gordon R (1985) Agroecosystem analysis. *Agricultural administration*, vol. 20, n° 1, p. 31-55.
- D'ERCOLE, Robert et THOURET, Jean-Claude (1994) Les phénomènes naturels créateurs de dommages: diagnostic, inventaire et typologie. *Revue de géographie alpine*, vol. 82, p. 17-25.

DAVIES, Susanna (1996) *Adaptable livelihoods: Coping with food insecurity in the Malian Sahel*. Basingstoke, Macmillan Press.

DE NANTEUIL, Matthieu (2002) Vers de nouvelles formes de vulnérabilité sociale? Réflexion sur les rapports entre flexibilité et précarité. *Travail et emploi*, vol. 89, p. 65-80.

DESMARAIS, Annette Aurélie (2008) *La Vía Campesina : une réponse paysanne à la crise alimentaire*. Montréal, Écosociété.

DEVERRE, Christian et LAMINE, Claire (2010) Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale : agricultures, alimentations, territoires*, vol. mai-juin 2010, n° 317, p. 57-73.

DEZALAY, Yves, GARTH, Bryant et DEVILLAIRS, Laurence (2002) *La Mondialisation des Guerres de Palais: la restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine, entre notables du droit et " Chicago Boys "*. Paris, Le Seuil.

DOS SANTOS, Theotonio (1969) La crise de la théorie du développement et les relations de dépendance en Amérique latine. *L'Homme et la société*, n° 12, p. 43-68.

DOMPTIN, Christian (1994) Les politiques d'ajustement structurel. *Alternatives économiques*, vol. 02/1994, n° 114.

ESPINOSA-VEGA, Catalina E., TAPIA-ESPINOSA, Arkin A., CAMACHO-ASTIGARRABIA, Eduardo et SANCHEZ- SANCHEZ, Yarelis (2017) Caracterización del sistema físico-geográfico que influye en las multiamenazas de la subcuenca del río Caldera, Panamá. *CienciaUAT*, vol. 11, n° 2.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2020), *Conférence régionale de la FAO pour l'Europe : systèmes alimentaires durables et alimentation saine en Europe et Asie centrale*. Tachkent, FAO.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2018) *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome, FAO.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2009) *Créer et diriger un jardin scolaire*. Rome, FAO.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2006) *Notes d'orientation : Sécurité alimentaire. n° 2*. Rome, FAO.

FEENY, David, BERKES, Fikret, MCCAY, Bonnie J et ACHESON, James M (1990) The tragedy of the commons: twenty-two years later. *Human ecology*, vol. 18, n° 1, p. 1-19.

FEITO A., Rafael. (2011). *Los retos de la participación escolar: Elección, control y gestión de los centros educativos*. Madrid, Morata.

- FERNÁNDEZ, Marcos A. (2011) *Políticas de desarrollo productivo en Panamá: Autodescubrimiento y fallas de coordinación*. Panama, Banco Interamericano de Desarrollo.
- FIGUIÈRE, Catherine et METEREAU, Renaud (2012) *Écodéveloppement et souveraineté alimentaire: quels enjeux pour le Sud?* Colloque international francophone "Les représentations Nord-Sud du développement durable", France.
- GENDRON, Corinne (2014) Penser l'acceptabilité sociale: au-delà des intérêts, les valeurs. *Communiquer*, vol. 11, p. 117-129.
- GOGUÉ, Tchabouré (1997) Impact des programmes d'ajustement structurel sur le secteur de la santé : cas du Togo. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, p. 163-179.
- GONZÁLEZ, Gladys I. (2016) *Sistemas hortícolas en tierras altas de la provincia de Chiriquí, en transición agroecológica. Protocolo de investigación*. Managua, Universidad Nacional Agraria de Nicaragua, thèse de doctorat non publiée.
- GRAVEL, Nathalie (2009a) La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême. *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, vol. 34, n° 68, p. 111-145.
- GRAVEL, Nathalie (2009b) *Géographie de l'Amérique latine: Une culture de l'incertitude*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- GRAVEL, Nathalie (2007) Mexican Smallholders Adrift: The Urgent Need for a New Social Contract in Rural Mexico, *Journal of Latin American Geography*, vol. 6, n° 2, p. 77-98.
- GRAVEL, Nathalie et PATIÑO H., J. (2003) The Mexican Dream: Finding a Way Out. *Focal Point. Spotlight on the Americas*, vol. 9, n° 2, p. 4-5.
- GRINSPUN, Ricardo (2003) Exploring the Links among Global Trade, Industrial Agriculture, and Rural Underdevelopment. Dans Liisa North, Cameron, John D. (dir.) *Rural Progress, Rural Decay: Neoliberal Adjustment Policies and Local Initiatives* Bloomfield, CT : Kumarian Press, p. 46-66.
- GUNDER F., Andre (1978) *Dependent Accumulation and Underdevelopment*. Londres, The Macmillan Press LTD.
- HARRISSON, Pierre (1998) Grandes tendances dans l'agriculture de l'Amérique centrale. Dans Claude Auroi, Maurer, Jean-Luc (dir.) *Tradition et modernisation des économies rurales : Asie-Afrique-Amérique latine : mélanges en l'honneur de Gilbert Étienne*. Genève, Graduate Institute Publications, p. 333-360.
- HECKATHORN, Douglas D. (1997) Respondent-driven sampling: A new approach to the study of hidden populations. *Social Problems*, vol. 44, n° 2, p. 174-199.

HECKATHORN, Douglas D. (2002) Respondent-Driven Sampling II: Deriving Valid Population Estimates from Chain-Referral Samples of Hidden Populations. *Social Problems*, vol. 49, n° 1, p. 11-34.

HOLLING, Crawford Stanley (1993) Investing in research for sustainability. *Ecological applications*, vol. 3, n° 4, p. 552-555.

HORVOKA, Alice J. (1998) *Genre et recherche en agriculture urbaine. Méthodologie, répertoire et bibliographie annotée. Série agriculture urbaine, rapport 26*. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.

HRABANSKI, Marie (2011) Souveraineté alimentaire. *Revue Tiers Monde*, n° 3, p. 151-168.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2010a) *Estimaciones y proyecciones de la población total, urbana - rural en la República, por provincia, comarca indígena y sexo: años 2000-10*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2010b) *Algunas características importantes de las viviendas particulares ocupadas y de la población de la República, por provincia, distrito, corregimiento y lugar poblado: Censo 2010*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2010c) *Principales indicadores sociodemográficos y económicos de la población de la República, por provincia, distrito, corregimiento y lugar poblado: Censo 2010*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2010d) *División político administrativa de la República de Panamá, provincia de Chiriquí, por distritos año: 2010*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2010e) *División político administrativa de la República de Panamá, provincia de Chiriquí, distrito de David, por corregimiento año: 2010*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censo) (2018) *Indicadores de fecundidad en la República, según área, provincia y comarca indígena de residencia: Año 2018*. Panama, Contraloría General de la República de Panamá.

JOURDAIN-FORTIER, Clotilde et LOQUIN, Éric (2012) (2012) Droit du commerce international et sécurité alimentaire. *Revue internationale de droit économique*, vol. 26, n° 4, p. 21-47.

KESSLER, Jan-Joost et MOOLHUIJZEN, Margreet (1994) Low external input sustainable agriculture : Expectations and realities. *NJAS wageningen journal of life sciences*, vol. 42, n° 3, p. 181-194.

- LLAMBI, Luis (1996) Globalización y nueva ruralidad en América latina. *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio*, vol. 1, p. 75-98.
- MAILLEBOUIS, Christian (2003) Nimby ou la colère des lieux. Le cas des parcs éoliens. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 11, n° 2, p. 190-194.
- MAYORGA, Enoch A. (2000) La reforma del Estado en Panamá: Procesos y tendencias. *Acción y Reflexión Educativa*, vol. 2000, n° 23, p.123-171.
- MCMURTRY, John (1998) *Unequal freedoms: The global market as an ethical system*. University of Toronto Press.
- MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2014) *Aportes para el desarrollo del sector agropecuario y rural de Panamá, desde una política de estado de mediano y largo plazo*. Panama, MIDA.
- MIES, Maria et BENNHOLDT-THOMSEN, Veronika (1999) *The subsistence perspective: Beyond the globalised economy*. Spinifex Press.
- MIPPE (Ministerio de Planificación y Política Económica) (1990) *Estrategia nacional de desarrollo y modernización económica: Políticas para la recuperación, el crecimiento sostenido y la creación de empleos*. Panama, MIPPE.
- MIPPE (Ministerio de Planificación y Política Económica) (1994) *Políticas públicas para el desarrollo integral: Desarrollo social con eficiencia económica*. Panama, MIPPE.
- MORANGE, Marianne et SCHMOLL, Camille (2016) *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*. Malakoff, Armand Colin.
- MULLER, Pierre (2000) L'analyse cognitive des politiques publiques: vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, p. 189-207.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2014) *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2014*. OCDE.
- O'KEEFE, Phil, WESTGATE, Ken et WISNER, Ben (1976) Taking the naturalness out of natural disasters. *Nature*, vol. 260, p. 566-567.
- OZER, J., Emily (2006) The effects of school gardens on students and schools: Conceptualization and considerations for maximizing healthy development. *Health Education & Behavior*, vol. 34, n° 6, p. 846-863.
- PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex (2016) *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris, Armand Colin.

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) (2015) *Atlas de desarrollo humano local : Panamá 2015*. Panama, PNUD.

RABHI, Pierre (2015) *L'agroécologie, une éthique de vie. Entretien avec Jacques Caplat*. Paris, Actes Sud.

RASTOIN, Jean-Louis (2008) Les multinationales dans le système alimentaire. *Revue Projet*, vol. 06/2008, n° 307, p. 61-69.

RASTOIN, Jean-Louis (2012) *The agri-food industry at the heart of the global food system*. Paris, Regards sur la Terre.

RAUFFLET, Emmanuel (2014) De l'acceptabilité sociale au développement local résilient. *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 2.

REGHEZZA, Magali (2006) La vulnérabilité: un concept problématique. Dans Frédéric Leone, Vinet, Freddy (dir.) *La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles. Analyses géographiques*. Montpellier, Université Paul-Valéry Montpellier III, p. 35-40.

REIJNTJES, Coen, HAVERKORT, Bertus et WATERS, Bayer (1992) *Farming for the future: An introduction to low-external-input and sustainable agriculture*. London, Macmillan.

RESTREPO-ARANGO, Marcos, GUTIÉRREZ-BUILES, Lina Andrea et RÍOS-OSORIO, Leonardo Alberto (2018) Seguridad alimentaria en poblaciones indígenas y campesinas: una revisión sistemática. *Ciência & Saúde Coletiva*, vol. 23, n° 4, p. 1169-1181.

RÍOS VARGAS, Arturo J. (Departamento de geografía) (2018) *La población de la República de Panamá y sus actividades económicas*. David, Universidad Autónoma de Chiriquí.

RÖLING, Niels (2000) *An idea called knowledge system*. University of Guelph, Rural extension studies Colloquium series, Guelph, Ontario.

RUBIO, Blanca (2010) *El nuevo modelo de soberanía alimentaria en américa latina*. VIII Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología Rural.

SANTAMARÍA-GUERRA, Julio et GONZÁLEZ, Gladys I. (2017) The contribution of agroecology to the persistence of family agriculture in Panama. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 41, n° 3-4, p. 349-365.

SARACOSTTI S., Mahia et VILLALOBOS D., Cristóbal (dir.) (2013). *Familia-Escuela. Comunidad II: Herramientas para un trabajo colaborativo*. Santiago de Chile, Editorial Universitaria.

SCOONES, Ian (1998) *Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis*. Brighton, Institute of Development Studies.

SEN, Amartya (1981) *Poverty and Famines : An essay on entitlement and deprivation*. New York, Oxford University Press.

SENNETT, Richard (2002) *Le travail sans qualité. Les conséquences humaines de la flexibilité*. Paris, Albin Michel.

SHINDLER, Bruce A., BRUNSON, Mark W. et STANKEY, George H. (2002) *Social acceptability of forest conditions and management practices: A problem analysis*. Portland, US Department of Agriculture, Forest Service, Pacific Northwest Research Station.

SHIVA, Vandana (dir.) (2007) *Manifestos on the future of food and seed*. Cambridge, South End Press.

SMIT Jac, RATTA Annu et NASR, Joe (1996), *Urban agriculture : Food, jobs and sustainable cities*. New York, The Urban Agriculture Network, Inc.

STASSART, Pierre M., BARET, Philippe, GRÉGOIRE, Jean-Claude, HANCE, Thierry, MORMONT, Marc, REHEUL, Dirk, STILMANT, Didier, VANLOQUEREN, Gaëtan et TROCHIM, William M. K. (2002) *Research methods knowledge base*. Cincinnati, Atomic Dog Publishing.

THOMPSON, Lanny (1992). Central Mexico: The Decline of Subsistence and the Rise of Poverty. Dans Joan Smith, Wallerstein, Immanuel (dir.) *Creating and Transforming Households. The Constraints of the World-Economy*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 170-186.

VEYRET, Yvette et REGHEZZA, Magali (2005) Aléas et risques dans l'analyse géographique. *Annales des mines*, vol. 40, p. 61-69.

VISSER, Marjolein (2012) L'agroécologie: trajectoire et potentiel pour une transition vers des systèmes alimentaires durables. *Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales*, p. 25-51.

WHITEFORD, Scott, BERNAL, Francisco, DIAZ C. Heliodoro et VALTIERRA, Esteban (1998) Arid-Land Ejidos: Bound by the Past, Marginalized by the Future. Dans Cornelius Wayne, Myhre, David (dir.) *The Transformation of Rural Mexico: Reforming the Ejido Sector*. La Jolla et San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, p. 381-400.

## SITES WEB

ARIAS, Dora L. (2009) Soberanía alimentaria y resistencia popular en Colombia, *Revista Semillas* [En ligne]. <https://www.semillas.org.co/es/soberana-alimentaria-y-resistencia-popular-en-colombia>

ASSOCIATION FRANÇAISE D'AGROFORESTERIE (s.d.) Fiche n°3 Agroforesterie : cultiver des sols vivants, *Association française d'agroforesterie* [En ligne]. <https://www.agroforesterie.fr/documents/fiches-thematiques/Fiche-sol-agroforesterie-AFAF.pdf>

BANQUE MONDIALE (2021a) Population rural (% de la population totale) – Panama, *Banque Mondiale* [En ligne]. [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?name\\_desc=false&locations=PA](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?name_desc=false&locations=PA)

BANQUE MONDIALE (2021b) Emplois dans l'agriculture (% du total des emplois) - Panama, *Banque Mondiale* [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=PA>

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2021) Base de datos género y derecho a la tierra, *FAO* [En ligne]. [http://www.fao.org/gender-landrights-database/country-profiles/listcountries/landtenureandrelatedinstitutions/es/?country\\_iso3=PAN](http://www.fao.org/gender-landrights-database/country-profiles/listcountries/landtenureandrelatedinstitutions/es/?country_iso3=PAN)

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2018) Plateforme des connaissances sur l'agroécologie, *FAO* [En ligne]. <http://www.fao.org/agroecology/overview/fr/>

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2007) Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire, *FAO* [En ligne]. <http://www.fao.org/organicag/oa-specialfeatures/oa-foodsecurity/fr/>

GORACE (Grupo Orgánico de Agricultores Cerropunteños) (2015) Bienvenidos al hogar de *GORACE* [En ligne]. <http://es.slideshare.net/LourdesGaitan/grupo-orgnico-de-agricultores-cerropunteos-gorace>

GRUPO SEMILLAS (2021) Quiénes Somos, *Semillas*, [En ligne]. <https://www.semillas.org.co/es/quienes-somos>

IDIAP (Instituto de Innovación Agropecuaria de Panamá) (2020) Institución, *IDIAP* [En ligne]. <http://www.idiap.gob.pa>

LAMS (Laboratoire Analyses Microbiologiques Sols) (2011) Le LAMS, *Laboratoire Analyses Microbiologiques Sols* [En ligne]. [http://www.lams-21.com/artc/Le\\_LAMS/5/fr/](http://www.lams-21.com/artc/Le_LAMS/5/fr/)

LAROUSSE (s.d.) Dumping, *Larousse*, [En ligne].  
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/dumping/26973>

MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2021a) Misión y visión, *MIDA* [En ligne].  
[https://www.mida.gob.pa/organizacion/mision\\_y\\_vision.html](https://www.mida.gob.pa/organizacion/mision_y_vision.html)

MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2021b) Dirección de Desarrollo Rural, *MIDA* [En ligne]. [https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones\\_nacionales/direccion-de-desarrollo-rural.html](https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/direccion-de-desarrollo-rural.html)

MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2019) Miles de familias beneficiadas con el programa “Huertas Agroecológicas de Familias Unidas”, *MIDA* [En ligne].  
<https://mida.gob.pa/blog/miles-de-familias-beneficiadas-con-el-programa-huertas-agroecologicas-de-familias-unidas/>

MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2015a) Cientos de productores se han beneficiado del Pacto Nacional por el Agro, *MIDA* [En ligne].  
[https://www.mida.gob.pa/noticias\\_id\\_3083.html](https://www.mida.gob.pa/noticias_id_3083.html)

MIDA (Ministerio de Desarrollo Agropecuario) (2015b) Pacto Nacional por el Agro avanza, *MIDA* [En ligne]. <https://mida.gob.pa/blog/pacto-nacional-por-el-agro-avanza/>

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) (2018) Objectifs de développement, *PNUD* [En ligne]. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>

SICA (Système d’intégration centraméricain) (2020) El SICA en breve, *SICA* [En ligne].  
<https://www.sica.int/breve>

TERRE & HUMANISME (2015a) L’agroécologie, une philosophie, *Terre & Humanisme. L’agroécologie à taille humaine* [En ligne]. <https://terre-humanisme.org/agroecologie/agroecologie-philosophie>

TERRE & HUMANISME (2015b) Pierre Rabhi, *Terre & Humanisme. L’agroécologie à taille humaine* [En ligne]. <https://terre-humanisme.org/association/pierre-rabhi>

## **ANNEXE A : LETTRE DE RECRUTEMENT POUR LES PARTICIPANTS AU PROGRAMME DE JARDINS FAMILIAUX**

**Participation au projet de recherche : « Les jardins communautaires agroécologiques en milieux familial et scolaire vulnérables comme stratégie locale de sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables. Le cas des communautés rurales de Chiriqui au Panama occidental ».**

Nous sollicitons la participation volontaire de personnes désirant prendre part au projet de recherche « Les jardins communautaires agroécologiques en milieux familial et scolaire vulnérables comme stratégie locale de sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables. Le cas des communautés rurales de Chiriqui au Panama occidental ». Cette recherche est effectuée par l'étudiante-chercheuse Catherine Gauthier, sous la supervision de la professeure Nathalie Gravel, du département de géographie de l'Université Laval au Canada. L'objectif de la recherche est de comprendre les retombées du projet de jardins familiaux sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des participants. Bien que le MIDA agisse comme collaborateur dans cette étude afin de faciliter la prise de contact avec les participants, il est important de mentionner qu'il s'agit d'un projet de recherche indépendant.

Les participants sollicités sont les personnes bénéficiant du programme de jardins familiaux provenant de la collaboration du MIDA, du MEDUCA et de la Caja de ahorros. La participation à ce projet de recherche consiste en une entrevue d'une durée d'une demi-heure à une heure. L'entrevue portera sur les perceptions du programme de jardins familiaux ainsi les retombées ressenties ou attendues sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les données recueillies seront confidentielles et strictement utilisées à des fins académiques.

Il est important de prendre note que la participation au projet de recherche n'affectera d'aucune manière votre participation au programme des jardins familiaux et que les participants ne bénéficieront d'aucun avantage ou ne subiront aucun inconvénient suite à leur décision de participer ou non à cette recherche. La décision de participer revient donc à chacun, mais n'affectera aucunement la participation au programme des jardins familiaux et les services dispensés par les organismes précédemment mentionnés. Ces organismes n'auront pas non plus accès aux données fournies par les participants durant les entrevues.

Si vous souhaitez participer au projet de recherche en répondant à une courte entrevue, contactez Catherine Gauthier aux numéros ci-dessous. Nous céderons ensuite une rencontre dans votre foyer ou à l'endroit de votre choix.

Votre collaboration est précieuse pour nous permettre de réaliser cette étude et nous vous remercions d'y participer.

Catherine Gauthier  
Étudiante-chercheuse

## **ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PARTICIPANTS AU PROJET DES JARDINS FAMILIAUX**

Titre de la recherche : Les jardins communautaires agroécologiques en milieux familial et scolaire vulnérables comme stratégie locale de sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables. Le cas des communautés rurales de Chiriqui au Panama occidental

Hypothèse de départ : Les jardins communautaires agroécologiques sont une solution pertinente pour diminuer l'insécurité alimentaire à moyen et long terme dans les communautés rurales du district de David, Panama, dans un contexte de développement durable.

### Objectifs de recherche :

6. Dresser un portrait des systèmes d'alimentation ruraux des communautés ciblées;
7. Évaluer les besoins et les attentes des membres des communautés;
8. Comprendre comment les systèmes alimentaires alternatifs peuvent contribuer à la sécurité alimentaire des populations à l'étude et s'inscrire dans une dynamique de développement durable;
9. Mesurer l'acceptabilité sociale des jardins scolaires et familiaux comme moyens d'augmentation de la sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables et
10. Comprendre les limites inhérentes au milieu ou les facteurs socio-culturels des populations qui pourraient contraindre le succès de ces systèmes d'agriculture.

### Procédure

- Présenter le but de l'entrevue (cadre dans lequel l'étude est menée, les objectifs de la recherche).
- Informer la personne interrogée des modalités du déroulement de l'entrevue et présenter le formulaire de consentement.
- Obtenir le consentement pour le déroulement de l'entretien et l'enregistrement audio.
- Demander à la personne interrogée si elle a des questions.

### Questions préliminaires et d'identification:

Sexe : F M

Nom : \_\_\_\_\_ Communauté : \_\_\_\_\_

1. Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous (18-25, 26-35, 36-45, 46-55, 56 et plus)?
2. Êtes-vous le chef de famille? Sinon, quel est votre rôle dans la famille?
3. Combien de personnes vivent dans votre demeure et qui sont-ils (parents, enfants, oncles/tantes, frères/sœurs, grands-parents, etc.)?

4. Êtes-vous le propriétaire de votre terrain/maison? Sinon, qui l'est?
5. Depuis combien de temps participez-vous au programme de jardin familial?

Guide d'entretien :

**Portrait des systèmes d'alimentation :**

1. Quels sont les ressources alimentaires dont vous bénéficiez mis à part le programme de jardin scolaire (programme gouvernementaux, subventions, projet indépendants, etc.)?
2. Avant votre participation au projet de jardin familial, considérez-vous que votre famille vivait de l'insécurité alimentaire ou connaissait des carences (quantité d'aliments insuffisante, diversité insuffisante, etc.)?
  - 2.1. Avez-vous connu d'autres difficultés qui affectent votre qualité de vie (accès aux services de base : eau potable, électricité, transport, services de santé, ressources économiques instables, etc.)?

**Besoins et attentes :**

3. Cultivez-vous déjà dans un jardin avant l'implantation du programme de jardin familial?
  - 3.1. Si oui, dans quel contexte ce jardin a-t-il été créé (quand, par qui, etc.)?
4. Pourquoi avez-vous décidé de participer au projet de jardin familial du MIDA et quelles étaient vos attentes?
5. Comment le projet de jardin scolaire complémente-t-il l'offre et/ou la diversification alimentaire pour votre famille?
  - 5.1. Si vous possédiez déjà un jardin avant votre participation au programme de jardin familial du MIDA, quels sont les changements que vous a apporté le programme?
6. Le jardin répond-t-il aux attentes et besoins des membres de votre famille?
  - 6.1. Comment?

**Systèmes alimentaires alternatifs comme source de sécurité alimentaire et de développement durable :**

7. Avez-vous remarqué une amélioration de la sécurité alimentaire dans votre famille depuis l'implantation du jardin?

- 7.1. Comment se manifeste-elle?
8. Le jardin familial vous paraît-il une solution viable dans le temps pour l'amélioration de la sécurité alimentaire?
- 8.1. Pourquoi?
9. Y-a-t-il des manques alimentaires que le jardin familial ne peut combler?
- 9.1. Lesquels?
- 9.2. Quelles solutions proposeriez-vous pour répondre à cette situation?

**Acceptabilité sociale du jardin familial comme moyens de création de moyens de subsistance durables :**

10. Comment le jardin est-il perçu par les membres de votre famille?
11. Comment les tâches d'entretien du jardin sont-elles divisées?
- 11.1. Les responsabilités concernant l'entretien du jardin sont-elles bien acceptées et effectuées?
- 11.2. Rencontrez-vous des difficultés concernant la division des responsabilités et l'accomplissement des tâches? Comment y faites-vous face?
12. Comment les tâches reliées à l'entretien du jardin sont-elles incluses dans les activités hebdomadaires (activité à temps plein, la fin de semaine, besoin d'engager un travailleur, etc.)?
13. Quelle est la source de revenu principale de votre famille?
- 13.1. Comment le jardin familial permet-il de compléter vos revenus/diminuer vos dépenses?
14. Considérez-vous que les activités pratiquées dans votre jardin représentent votre moyen de subsistance?
- 14.1. Si oui, pensez-vous qu'il s'agit d'un moyen de subsistance durable?

**Limites contraignant le succès du projet d'agriculture communautaire :**

15. Quelles sont les difficultés rencontrées ou les obstacles au bon fonctionnement du jardin?

16. Y-a-t-il des attentes et besoin qui ne sont pas rencontrés?

16.1. Lesquels?

17. Quelles améliorations/changements souhaiteriez-vous apporter au programme de jardin familial?

## **ANNEXE C : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PARTICIPANTS AU PROGRAMME DE JARDINS SCOLAIRES**

Titre de la recherche : Les jardins communautaires agroécologiques en milieux familial et scolaire vulnérables comme stratégie locale de sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables. Le cas des communautés rurales de Chiriqui au Panama occidental

Hypothèse de départ : Les jardins communautaires agroécologiques sont une solution pertinente pour diminuer l'insécurité alimentaire à moyen et long terme dans les communautés rurales du district de David, Panama, dans un contexte de développement durable.

### Objectifs de recherche :

11. Dresser un portrait des systèmes d'alimentation ruraux des communautés ciblées;
12. Évaluer les besoins et les attentes des membres des communautés;
13. Comprendre comment les systèmes alimentaires alternatifs peuvent contribuer à la sécurité alimentaire des populations à l'étude et s'inscrire dans une dynamique de développement durable;
14. Mesurer l'acceptabilité sociale des jardins scolaires et familiaux comme moyens d'augmentation de la sécurité alimentaire et de création de moyens de subsistance durables et
15. Comprendre les limites inhérentes au milieu ou les facteurs socio-culturels des populations qui pourraient contraindre le succès de ces systèmes d'agriculture.

### Procédure

- Présenter le but de l'entrevue (cadre dans lequel l'étude est menée, les objectifs de la recherche).
- Informer la personne interrogée des modalités du déroulement de l'entrevue et présenter le formulaire de consentement.
- Obtenir le consentement pour le déroulement de l'entretien et l'enregistrement audio.
- Demander à la personne interrogée si elle a des questions.

---

Questions préliminaires et d'identification:

Sexe : F M

Nom : \_\_\_\_\_ École : \_\_\_\_\_

6. Quel est votre rôle au sein du projet de jardin scolaire?
7. Depuis combien de temps participez-vous au programme de jardin scolaire?
8. Quels sont les grades/tranches d'âge des élèves bénéficiant du projet de jardin scolaire?

9. Combien d'élèves bénéficient du programme?

Guide d'entretien

<p><b>Portrait des systèmes d'alimentation</b></p> <p>3. Quels sont les ressources alimentaires dont vous bénéficiez mis à part le programme de jardin scolaire (programme gouvernementaux, subventions, projet indépendants, etc.)?</p> <p>4. De quels type de milieu/famille (sources de revenus, profil familial, etc.) proviennent majoritairement les élèves ?</p> <p>5. Avez-vous déjà identifié de l'insécurité alimentaire ou des carences chez les élèves?</p> <p>6.2. Avez-vous remarqué des tendances/comportements/profils familiaux menant à l'insécurité alimentaires chez les élèves?</p> <p>6.3. Avez-vous remarqué d'autres difficultés qui affectent leur qualité de vie (accès aux services de base : eau potable, électricité, transport, services de santé, ressources économiques instables, etc.)?</p>	<p><b>Ce qu'on veut savoir</b></p> <p>Dresser un portrait des systèmes d'alimentation avant l'implantation du projet de jardin scolaire.</p> <p>Comprendre les obstacles et enjeux à l'accessibilité alimentaire</p>
<p><b>Besoins et attentes</b></p> <p>7. Cultivez-vous déjà dans un jardin avant l'implantation du programme de jardin scolaire?</p> <p>7.1. Si oui, dans quel contexte ce jardin a-t-il été créé (quand, par qui, etc.)?</p> <p>7.2. Pourquoi avez-vous décidé de participer au projet de jardin scolaire du MIDA et quelles étaient vos attentes?</p>	<p><b>Ce qu'on veut savoir</b></p> <p>Évaluer les besoins alimentaires et les attentes de l'école</p> <p>Comprendre les comment le jardin scolaire permet de répondre à ces besoins</p>

<p>8. Comment le projet de jardin scolaire complémente-t-il l'offre et/ou la diversification alimentaire pour les élèves?</p> <p>8.1. Si vous possédiez déjà un jardin avant votre participation au programme de jardin scolaire du MIDA, quels sont les changements que vous a apporté le programme?</p> <p>9. Le jardin répond-t-il aux attentes et besoins des élèves et du personnel de l'école?</p> <p>9.1. Comment?</p>	
<p>Systèmes alimentaires alternatifs comme source de sécurité alimentaire et de développement durable</p>	
<p>18. Avez-vous remarqué une amélioration de la sécurité alimentaire chez les élèves depuis l'implantation du jardin?</p> <p>18.1. Comment se manifeste-elle?</p> <p>1. Le jardin scolaire vous parait-il une solution viable dans le temps pour l'amélioration de la sécurité alimentaire?</p> <p>8.1. Pourquoi?</p> <p>2. Y-a-t-il des manques alimentaires que le jardin scolaire ne peut combler?</p> <p>9.1. Lesquels?</p> <p>9.2. Quelles solutions proposeriez-vous pour répondre à cette situation?</p>	<p>Ce qu'on veut savoir</p> <p>Comprendre comment le jardin scolaire améliore la sécurité alimentaire des élèves</p> <p>Évaluer la viabilité dans le temps du jardin scolaire comme source de sécurité alimentaire</p>

<p>Acceptabilité sociale du jardin scolaire comme moyens de création de moyens de subsistance durables</p>	<p>Ce qu'on veut savoir</p>
<p>3. Comment le projet est-il perçu auprès des élèves, du personnel de l'école et de la communauté?</p> <p>10.1. Comment les tâches d'entretien du jardin sont-elles divisées?</p> <p>10.2. Les responsabilités concernant l'entretien du jardin sont-elles bien acceptées et effectuées?</p> <p>10.3. Rencontrez-vous des difficultés concernant la division des responsabilités et l'accomplissement des tâches? Comment y faites-vous face?</p> <p>4. Comment les tâches reliées à l'entretien du jardin sont-elles incluses dans les activités hebdomadaires des participants (cours d'agriculture pour les élèves, compensation monétaire ou alimentaire pour les parents et travailleurs externes, etc.)?</p> <p>5. Considérez-vous que les activités pratiquées dans le jardin représentent un moyen de subsistance pour les adultes qui y travaillent?</p> <p>12.1. Si oui, pensez-vous qu'il s'agit d'un moyen de subsistance durable?</p>	<p>Mesurer l'acceptabilité sociale du jardin scolaire</p> <p>Évaluer le degré de participation dans les tâches reliées au jardin et comprendre la dynamique derrière cette participation</p> <p>Comprendre comment le jardin permet la création de moyens de subsistance durables</p>
<p>10. Limites contraignant le succès du projet d'agriculture communautaire</p>	<p>Ce qu'on veut savoir</p>
<p>13. Quelles sont les difficultés rencontrées ou les obstacles au bon fonctionnement du jardin?</p> <p>14. Y-a-t-il des attentes et besoin qui ne sont pas rencontrés?</p> <p>14.1. Lesquels?</p> <p>15. Quelles améliorations/changements souhaiteriez-vous apporter au programme de jardin scolaire?</p>	<p>Comprendre les limites inhérentes au milieu ou les facteurs socio-culturels qui contraignent le succès du jardin scolaire</p>